

هكدام النحل

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13829 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- SAMEDI 15 JUILLET 1989

## Les rencontres diplomatiques de Paris et la célébration du Bicentenaire de la Révolution

# La France favorable à un sommet entre pays riches et pauvres

### En finir avec le manichéisme

On s'en doutait, mais on en a maintenant la preuve : M. Mitterrand voulait utiliser les fêtes du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays les plus industrialisés pour tenter de relancer un dialogue Nord-Sud pratiquement inexistant depuis l'échec de la rencontre de Cancun en 1981.

Fraîchement élu, le président de la République avait alors joué un rôle majeur dans l'organisation de cette réunion. A l'époque, la nouvelle diplomatie française poussait en avant un trio de pays en voie de développement qu'elle jugeait particulièrement prometteurs : le Mexique, l'Inde et l'Algérie. Depuis, les dures réalités ont emporté sur les discours utopiques ou vengueurs de Cancun : l'Algérie a connu ses émeutes, le Mexique a sombré dans l'océan de sa dette et l'Inde, même si elle parvient à se nourrir, n'arrive pas vraiment à s'arracher à un sous-développement endémique.

L'appel à un nouveau dialogue Nord-Sud lancé par le Sénégalais Abdou Diouf, l'Egyptien Hosni Mubarak, l'Indien Rajiv Gandhi et le Vénézuélien Carlos Andrés Pérez a une tout autre connotation destinée à ne pas effrayer le président Bush et M. Thatcher.

Un tel échange s'impose pourtant, mais à la condition qu'il ne se réduise pas à un dialogue de sourds, les uns s'accrochant au « statu quo », les autres prêchant en faveur d'un nouvel ordre économique mondial dénué de toute réalité. Bien des événements intervenus depuis Cancun permettent de penser qu'un tel manichéisme ne se serait plus de mise : les pays du tiers-monde savent aujourd'hui qu'ils ne constituent pas un bloc homogène ; beaucoup d'entre eux ont commencé à remettre en cause des modèles de développement désastreux, et cette tendance est encouragée par la crise du système communiste ; les pays industrialisés comprennent mieux qu'il est dans leur intérêt de maîtriser la crise de la dette, apparue au Mexique en 1982 et qui menace de déstabiliser plus de la moitié de la planète.

A ces nouvelles données, il faut aussi ajouter la prise de conscience des drames écologiques qui se préparent du fait de l'industrialisation sauvage de certains pays en voie de développement, pour ne rien dire des pays socialistes. Or ces drames menacent la planète tout entière, et les pays industrialisés vont bien devoir en tenir compte. Ce n'est pas par hasard si l'appel lancé jeudi à Paris établit un lien entre développement et environnement, un problème à l'ordre du jour.

Mais c'est sans doute l'évolution, rapide, du poids respectif des principaux acteurs de l'économie mondiale qui donnerait un tout autre caractère à un dialogue entre riches et pauvres. Si les idées restent françaises, les moyens financiers sont devenus japonais. Bien qu'en mauvaise posture politique, le premier ministre Soudais Uno aura été accueilli avec la plus grande attention lorsqu'il a donné jeudi le montant de l'enveloppe qu'il déposait dans la corbeille de l'aide au tiers-monde : 35 milliards de dollars en deux ans, dont 10 milliards consacrés à la nouvelle stratégie de réduction de la dette des pays intermédiaires.

Défilé militaire sur les Champs-Élysées puis grande parade de Jean-Paul Goude de l'Etoile à la Concorde, Paris a célébré le 14 juillet devant trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement. En fin d'après-midi a commencé à la Pyramide du Louvre, le sommet des sept pays les plus industrialisés du monde. Le problème de la dette du tiers-monde devait être, avec les relations Est-Ouest, la lutte contre le terrorisme et la drogue, le principal sujet à l'ordre du jour de cette réunion qui devait durer jusqu'à dimanche.

Jeudi, quatre hommes d'Etat représentant des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (Sénégal, Egypte, Inde et Venezuela) avaient publié un communiqué demandant « un processus de consultations régulières entre pays développés et pays en développement » et l'organisation « la plus tôt possible » d'un sommet. Sans vouloir forcer la main à ses partenaires occidentaux, la France apporte son soutien à cette proposition.

(Lire page 3 l'article de CLAIRE TREAN).



### Les Sept et la dette

Dans quelle mesure le « sommet » de l'Arche se distinguera-t-il des quatorze qui l'ont précédé du fait qu'en raison des cérémonies du Bicentenaire un certain nombre de chefs d'Etat et de gouvernement des pays en développement sont présents à Paris, sans même passer de la tenue dans la capitale d'un « contre-sommet » ?

Une autre question est de savoir quelle figure présente l'Europe dans une réunion à

laquelle le président de la Commission, Jacques Delors, participe ? La préparation du grand marché intérieur de 1993 joue-t-elle un rôle, modifie-t-elle plus ou moins le jeu entre les sept grandes puissances industrialisées ?

Sur la première question, l'expérience du Fonds monétaire et de la Banque mondiale fournit un précédent. S'il est un pays attaché à l'idée que les cinq prin-

cipaux bailleurs de fonds de cette institution ont droit en tant que tels à un siège permanent et à toutes les prérogatives qui en découlent, c'est bien la France. Celle-ci, qui prit l'initiative des réunions au sommet (en 1975), voulait au départ limiter la participation à cinq pays : les États-Unis, le Japon, la RFA, la France et la Grande-Bretagne.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 4.)

- Le défilé militaire page 28
- Chronique d'un cortège privilégié page 7
- L'inauguration de l'Opéra Bastille, par Jacques Lonchamps page 7
- Capitale, par Philippe Boucher page 8
- Le sommet des « sept pauvres », par Jacques de Barrin page 4
- Le congrès de la Sorbonne, par Roger Chartier page 8
- Un entretien avec le président du Venezuela page 26
- Un texte inédit de Jean Guhenno sur le cent-cinquantième page 10

### Les effets de la nouvelle programmation militaire

## Armée : rancœur dans les rangs

Aux militaires, nombreux, aujourd'hui, à s'interroger sur leurs missions et sur leurs conditions de vie, le chef des armées, M. François Mitterrand, demande d'« envisager l'avenir avec une plus grande espérance », compte tenu de « la nouvelle approche des rapports Est-Ouest ».

Désarroi. Désenchantement. Vague à l'âme. Ce sont autant de constat, en première approximation, de l'état d'esprit de nombreux militaires français aujourd'hui.

En réalité, il faudrait sans doute aller plus loin dans l'expression de leurs sentiments, voire de leurs ressentiments. C'est de résignation ou de découragement qu'il convient plutôt de

parler. « No future », répètent certains cadres qui s'approprient le slogan des punk du début des années 80 pour symboliser l'absence d'avenir. « Armée peu de chagrin », diagnostiquent d'autres cadres que le projet « Armée 2000 » de réorganisation, présenté par le gouvernement, n'emballe pas spécialement, parce que ce plan leur paraît être plus un cache-misère qu'une préparation au nouveau millénaire.

On pourrait imaginer que, comme à l'accoutumée puisqu'elle est la plus volumineuse, l'armée de terre est la seule à être atteinte de langueur. Cette fois-ci, l'aviation et la marine connaissent, elles aussi, la même perte de tonus, une certaine désillusion face à des évé-

nements à la fois extérieurs aux trois armées et propres à une institution de défense mal dans sa peau.

M. Mikhaïl Gorbatchev et ses offensives de paix tous azimuts ont servi de révélateur.

Voilà, en effet, que l'adversaire potentiel, longtemps privilégié, fait patte de velours. Il y a de quoi démotiver les esprits même les moins enclins à recommander de toujours surestimer la menace pour maintenir le moral des troupes. « Si cela continue, nous serons tous condamnés au chômage », confiait récemment le chef d'un service allié de renseignement à son interlocuteur français.

JACQUES ISNARD.

(Lire la suite page 17.)

### Le chef des Kurdes d'Iran assassiné

Abdel Rahman Ghassemlou a été tué en Autriche

PAGE 28

### L'offensive japonaise en Europe

Honda prend 20 % du constructeur britannique Rover

PAGE 27

### Les Français et le Parlement

Un sondage SOFRES - le Monde

PAGE 12

### Fin de la grève de la météo

PAGES 24 et 28

Le Monde

SANS VISA

Pygmées à touristes

Escapes à la table à Jeux

Pages 13 à 16

Le sommaire complet se trouve page 28

### L'exécution pour trafic de drogue du général Ochoa

## A Cuba, en pays de justice sommaire

Le général Arnaldo Ochoa et trois autres officiers cubains convaincus par une cour martiale de participation à un trafic de drogue en direction des États-Unis ont été fusillés jeudi 13 juillet à l'aube (Nos dernières éditions datées 14 juillet).

Dieu seul sait si la dernière pensée d'Arnaldo Ochoa aura été pour Fidel Castro comme il l'avait promis devant le « jury d'honneur » qui l'avait « précondamné ». L'avenir dira, par ailleurs, si l'affaire a vraiment ébranlé la santé du « commandant en chef » Fidel Castro, comme l'a assuré avec sollicitude le nouveau ministre de l'Intérieur et désormais numéro trois du régime, le général Abelardo Colomé. Et il n'est pas très important de savoir si, effectivement, Raúl Castro, successeur désigné et frère du Lider

maximo, a senti dans sa salle de bains, comme l'assure la presse, « des larmes rouler sur ses joues » en pensant au sort des enfants d'Ochoa et de ceux des trois autres fusillés du 13 juillet : Fidel a fait connaître qu'il le confirmait comme ministre de la défense.

Mais Arnaldo Ochoa était-il bien un trafiquant de drogue ? Trop de procès insultant à la plus élémentaire justice (contre Huber Matos, Marcos Rodríguez, Jorge Valls, Pedro Luis Boitel et d'autres) ont eu lieu à Cuba en trente ans de révolution pour que l'on prenne pour argent comptant tout ce qui ressort d'une instruction à plus forte raison « sommaire », comme rappelle qu'elle le fut un éditorial de *Granma* du 3 juillet.

Qu'il y ait bien eu trafic de drogue, nul ne peut en douter car on ne voit pas pourquoi les frères Castro auraient pris le risque de

ternir l'image de leur révolution s'il n'y avait eu anguille sous roche. Mais quelles motivations pouvait bien avoir Arnaldo Ochoa - l'un des hommes les plus comblés de la République, bénéficiant des privilèges discrets de la nomenclature - à amasser des centaines de milliers de dollars impossibles à dépenser à des fins privées dans l'île ? L'instruction a suggéré que le général avait déjà distribué des cadeaux à des officiers de son futur régime : l'armée occidentale basée à La Havane. Mais la même instruction avait été aussi jusqu'à souiller l'image d'Ochoa dans ce qui semblait le moins contestable en lui : sa qualité de « héros de la République » et de grand militaire. Voici à présent, à entendre M. Fidel Castro lui-même, que l'ancien commandant en chef en Angola se serait mal battu !

JEAN-PIERRE CLERC.  
(Lire la suite page 6.)

NOËLLE CHÂTELET

A CONTRE SENS

"Il est exceptionnel que l'écriture livresque comble avec tant de frémissement secret l'écart qui la sépare des prodiges de l'opéra."

Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde

MERCURE DE FRANCE

M 0147 - 07150 - 4,50 F

3790147004500 07150

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Antilles/Martinique, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 150 dr. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 0,400 L.L. ; Luxembourg, 20 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 G. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sh. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (autres), 2 \$.





## Les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays industrialisés

De multiples conversations bilatérales ou multilatérales entre invités de la France aux cérémonies du Bicentenaire se sont déroulées le jeudi 13 juillet, notamment à l'Élysée. Le premier ministre japonais, M. Sonosuke Uno, dans les entretiens qu'il a eus avec le président mexicain, M. Carlos Salinas de Gortari, et le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a exposé des propositions que son pays allait faire au sommet des Sept dont la première séance de travail devait se tenir vendredi en fin d'après-midi à la Pyramide du Louvre. Le programme de recyclage de l'excédent commercial japonais, prolongé de deux ans jusqu'en 1992, représentera un total de 65 milliards de dollars, soit un ajout de 35 milliards au plan qui avait été présenté au sommet de Venise, en 1987, et dont plus de 90 % des crédits sont déjà engagés.

Ces sommes s'ajoutent aux 50 milliards de dollars que Tokyo va déboursier de 1990 à 1995 au titre de son aide publique au développement. Le Japon annonce en outre un nouvel effort de 600 millions de dollars en dons aux plus pauvres, en particulier aux pays de l'Afrique subsaharienne. Tokyo entend ainsi démontrer au sommet de l'Arche que ses énormes moyens financiers sont une composante essentielle des stratégies internationales de développement, de défense de l'environnement et de lutte contre l'endettement.

Le porte-parole de la délégation japonaise au sommet des Sept a d'autre part indiqué que son pays soutiendrait le projet de grands travaux pour lutter contre les inondations au Bangladesh qui sera discuté à l'Arche. « Nous avons besoin d'une estimation exacte des dégâts ; nous devons

déterminer précisément les sommes à investir », a-t-il toutefois ajouté.

A Genève, M. Michel Camdessus, directeur du Fonds monétaire international, a demandé aux Sept d'annuler une part supplémentaire de la dette des pays les plus pauvres. « La croissance des Sept, a-t-il d'autre part ajouté, doit être sans inflation. C'est la plus importante contribution qu'ils peuvent apporter à l'équilibre économique mondial dans les années à venir. »

M. Thatcher entend pour sa part promouvoir au sommet des Sept la tenue d'une conférence internationale sur la lutte contre la drogue. La proposition serait de réunir une telle conférence « à un niveau très élevé » dans les douze mois qui viennent, à Londres. M. Thatcher a mis à profit son séjour à Paris pour avoir des entretiens bilatéraux avec les dirigeants du Mexique et

de l'Uruguay, ainsi qu'avec MIM. Gandhi, Uno et Mubarak. Elle a pu, d'autre part, s'entretenir, ainsi que M. George Bush, au cours du déjeuner donné jeudi à l'Élysée, avec M. Oliver Tambo, le chef du Congrès national africain (ANC).

M. Roland Dumas a, pour sa part, confirmé que la situation en Chine devait faire l'objet d'une déclaration du sommet des Sept. Elle donnera lieu vraisemblablement à un débat dont on connaît déjà les termes. Les Japonais, comme les Américains et les Britanniques, sont opposés à de nouvelles sanctions et ne souhaitent même pas forcément que soient rappelées celles qui ont déjà été prises. La Commission européenne (huitième membre du sommet des Sept) a fait savoir qu'elle ne s'associerait pas à un texte « qui serait trop en deçà » de la déclaration faite au conseil européen de Madrid fin juin.

## La France soutient l'idée d'un sommet Nord-Sud mais ne veut pas l'imposer à ses partenaires occidentaux

Si certains des trente-quatre invités de M. Mitterrand pensaient ne venir à Paris que pour d'aimables rencontres autour d'une bonne table et d'innocentes conversations de salon, entre cérémonies commémoratives et inauguratives, ils se sont trompés. Le « Sud » a mis les pieds dans le plat. L'initiative prise jeudi 13 juillet par quatre des convives — MM. Abdou Diouf (Sénégal), Hosni Moubarak (Égypte), Carlos Andres Perez (Venezuela) et Rajiv Gandhi (Inde) — de réclamer la tenue de sommets Nord-Sud réguliers a donné à ce rassemblement parisien une tournure nettement politique et constitue un sujet imposé pour les conversations de table ou de couloir jusqu'à vendredi soir entre chefs d'État et de gouvernement présents à Paris. (Lire, page 26, un entretien avec M. Carlos Andres Perez, président du Venezuela).

Elle prend en effet l'allure d'une requête collective aux pays développés émanant de personnalités qui — ce n'est pas un hasard — représentent à elles quatre l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et le Moyen-Orient.

Dans un communiqué rendu public jeudi après-midi, les quatre signataires estiment que le moment est « propice » pour « engager un processus de consultations régulières entre pays développés et pays en développement, au sommet ». Ils demandent qu'une conférence au sommet soit organisée « le plus tôt possible, en vue de discuter les questions économiques globales et d'environnement d'intérêt mutuel ».

Jeudi soir, M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence,

annonçait que les quatre signataires avaient exposé le même jour leur requête à M. François Mitterrand, qui l'a approuvée et s'est dit « prêt à engager les démarches nécessaires à la concrétisation de ce projet ».

Toutes les formes ont été respectées, et l'on reste entre gens de bonne compagnie : c'est un communiqué qu'ont publié les quatre, pas un ultimatum, et ils n'en saisissent pas formellement le sommet des Sept pays les plus industrialisés qui devait s'ouvrir vendredi en fin d'après-midi. « Il n'est pas question », a précisé M. Hubert Védrine, de demander aux participants au sommet des Sept de prendre une décision sur cette initiative. « Certains de ses participants », on le sait, auraient refusé de se voir ainsi forcer la main pendant le sommet de l'Arche, dont l'ordre du jour a été mis au point au cours des réunions préparatoires entre « sherpas » (représentants des gouvernements) et ne peut être amendé à l'improviste au gré de l'un ou de l'autre.

Mais on ne peut imaginer que cette démarche des pays en voie de développement ait été totalement improvisée jeudi, ni que M. Mitterrand, qui s'en fait si volontiers le porte-parole auprès de ses six partenaires du sommet, n'en ait été le complice. Le président de la République « n'a pas été tout à fait pris par surprise », a d'ailleurs concédé M. Védrine. Et même s'il a tenu à préciser que l'initiative « émane vraiment des quatre chefs d'État et de gouvernement », on peut supposer sans grand risque d'erreur que la France a été pour quelque chose dans sa mise en scène, dans le choix du moment et de la forme à donner à la démarche, voire dans la rédaction même du texte.

Si certains dirigeants des pays développés n'étaient pas encore au courant de ce qui se tramait, le plan de table pour le déjeuner de jeudi à l'Élysée avait été évidemment conçu pour qu'ils en soient informés de vive voix, avant publication du communiqué des « quatre » par la presse : M. Mubarak

avait été placé à côté du président américain George Bush, M. Diouf à côté du chef du gouvernement canadien, M. Brian Mulroney, M. Carlos Andres Perez à côté de M. Thatcher et M. Gandhi à côté du chancelier Kohl. Voilà ce qui s'appelle de la préméditation, une préméditation que d'ailleurs revendique la France.

Même si la démarche des quatre et de la France s'entoure de précautions et ne cherche pas à mettre les Occidentaux au pied du mur, il est désormais clair, en effet, que le dessein, à demi avoué seulement, du rassemblement convoqué à Paris à l'occasion du Bicentenaire était bel et bien la relance du dialogue Nord-Sud, une relance dont M. Mitterrand se veut l'artisan. Ce dialogue a été quelque peu négligé en effet ces dernières années — et la diplomatie française n'a pas complète-

ment échappé à cette tendance — au profit de rapports Est-Ouest que les bouleversements en cours dans l'Europe socialiste mettaient au premier plan de l'actualité. Le président de la République redresse la tendance en essayant de faire des rapports avec le tiers-monde un sujet majeur de la

### Le texte des quatre

A la lumière des consultations que nous avons eues avec les chefs d'État et de gouvernement des pays en développement présents à Paris, nous sommes arrivés à la conclusion que le moment est propice pour engager un processus de consultations régulières entre pays développés et pays en développement, au sommet.

Nous estimons que ces démarches devraient être entreprises pour organiser une réunion appropriée au sommet, le plus tôt possible, en vue de discuter les questions économiques globales et d'environnement d'intérêt mutuel.

Cette conférence marquerait le début d'un processus de consultations continues entre les dirigeants du Nord et du Sud sur de telles questions.

Le secrétaire général de l'ONU sera pleinement associé à cette initiative en coopération avec les institutions économiques et financières internationales compétentes.

Le Groupe des 77 ainsi que le Mouvement des non-alignés en seront informés.

A cette fin, nous avons invité le président Mitterrand à engager les démarches nécessaires à la concrétisation de cette idée.

sommet Nord-Sud et qu'il soit fait référence, dans le texte, à l'ONU et aux organismes financiers internationaux.

Le sommet des Sept en tout cas, même s'il ne prend pas de décision formelle sur la proposition rendue publique jeudi, se déroulera sous la pression des

les abeilles industrielles auxquelles on avait ouvert les salons avant entre elles, à deux ou à plusieurs, de multiples conversations de travail. « Un cyclotron », a encore dit le porte-parole de l'Élysée, c'est-à-dire un lieu où s'accroît le dialogue entre le Nord et le Sud.

Pendant ce temps, dans son bureau, le président de la République recevait M. Gandhi, M. Binotto, M. Mugabe et le président George Bush. M. Védrine a souligné « la qualité exceptionnelle » du contact entre les présidents français et américains. Leur entretien a consisté surtout en un échange d'informations sur les questions Est-Ouest, après le voyage que vient de faire M. Bush en Hongrie et en Pologne et la visite de M. Gorbatchev à Paris. Les deux hommes partagent sur cette question une même position.

Mais le président français aura probablement saisi l'occasion d'exprimer ses craintes envers les tenants d'une approche « maximaliste » des relations Est-Ouest, ceux qui, aux États-Unis notamment, voire dans l'entourage du président américain, sont avant tout soucieux d'obtenir plus de concessions encore des régimes socialistes. Ils ont également parlé du Liban, M. Mitterrand expliquant à son interlocuteur la « genèse » de la déclaration franco-soviétique publiée la semaine dernière. Le porte-parole de la présidence n'a pas caché que les deux hommes n'avaient « pas exactement la même position » sur le Liban, tout en soulignant « l'attention réelle » que porte le président américain à la situation dramatique de ce pays.

M. Védrine a comparé l'aspect qu'offrirait jeudi après-midi le palais de l'Élysée à une ruche, où

concentration entre Occidentaux, un sujet sans doute plus conflictuel pour eux que les relations avec l'Est, un sujet sur lequel M. Mitterrand a moins de concurrents et peut adopter une attitude de pointe.

### La pression du Sud

Les participants au sommet des Sept n'avaient pas encore réagi officiellement vendredi à la proposition des pays en voie de développement. A l'issue de la conversation qu'il avait eue dans la matinée avec M. Thatcher, M. Gandhi avait toutefois fait savoir à l'Élysée que la réaction britannique n'était pas négative; M. Thatcher appréciait notamment qu'on ne cherche pas à lui extorquer tout de suite une approbation pour la convocation d'un

peu plus tard, dans une interview, demandant une diminution de 40 % de la dette de son pays (la quatrième dette la plus importante du monde, d'un montant de 33 milliards de dollars).

M. Védrine a comparé l'aspect qu'offrirait jeudi après-midi le palais de l'Élysée à une ruche, où

CLAIRE TRÉAN.

### Devant le Conseil économique et social de l'ONU

### M. Camdessus déplore la lenteur des pays industrialisés à assainir leur économie

Si les politiques économiques peinent par « insuffisance » dans nombre de pays en développement, les nations industrielles continuent de refuser de refuser les ajustements indispensables ou retardent indéfiniment les sacrifices nécessaires à une croissance saine, a déclaré jeudi 13 juillet le directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus, devant le Conseil économique et social de l'ONU (ECOSOC), réuni à Genève. Appelant, lors d'une conférence de presse, les sept principales puissances industrielles réunies au sommet à Paris à constituer un « club de croissance sans inflation », M. Camdessus a exhorté les chefs d'État à « ne pas voir les affaires du monde par le petit bout de la lorgnette » et à adopter, tant sur le dossier du commerce international que sur celui de la dette, une approche multilatérale et constructive.

Il appartient aux Sept de libérer les échanges mondiaux et, sur la dette, de porter leurs efforts dans trois directions : renforcer les organismes multilatéraux grâce, notamment, à une augmentation « très substantielle » des quotas du FMI; apporter un soutien accru aux débiteurs faisant des efforts d'assainissement économique; soutenir particulièrement les nations les plus pauvres en augmentant l'aide publique et en effaçant, tout au moins partiellement, leurs dettes.

### Forte volonté politique

Ce dernier, au demeurant, semble répondre à un argument des dirigeants occidentaux les plus réticents envers une telle démarche, M. Bush et M. Thatcher, ce qui permet de penser qu'ils avaient été plus ou moins « assainis » sur la demande des « quatre ». Le communiqué indique en effet que « le secrétaire général de l'ONU sera pleinement associé à cette initiative (le lancement de consultations régulières Nord-Sud), en coopération avec les instances économiques et financières compétentes. Le groupe des 77 », ainsi que le mouvement des non-alignés, en seront informés ». C'est une réponse directe à l'argument opposé à toute initiative visant à créer, et plus encore à institutionnaliser, de nouveaux forums internationaux, en particulier par M. Thatcher, qui estime que les institutions nécessaires existent déjà, qu'il s'agit des questions économiques ou de ce qui relève du dialogue Nord-Sud en général.

M. Védrine, commentant jeudi le texte des « quatre », a d'ailleurs souligné leur « souci de ne pas contraindre le travail des institutions déjà existantes », l'objectif de la démarche étant de leur donner une impulsion par l'affirmation d'une forte volonté politique.

### ÉCHOS

● L'Irlande fou de la Bastille. — Dans le numéro spécial Bicentenaire du bulletin du ministère irlandais des affaires étrangères, on apprend incidemment que l'un des tout premiers bénéficiaires de la Révolution était l'Irlande. Xavier Whyte est, en effet, le premier d'une longue liste de trente (sept) des prisonniers de la Bastille, tous défruits le 14 juillet 1789. Mais il n'a pas saisi l'importance de l'événement... Ancien officier engagé dans l'armée française, il était « complètement fou ». A peine libéré, il s'installait de la santé de Louis XV, mort quinze ans auparavant. Dès le lendemain, les révolutionnaires, sans doute déçus, s'empressèrent de faire entrer à l'asile de Charenton cet étranger fort aliéné.

● Les droits de l'homme en urdu. — Calligraphie sur une pièce de cuir, la traduction en urdu de la Déclaration des droits de l'homme est le cadeau que devait remettre à M. Mitterrand le premier ministre du Pakistan, M. Benazir Bhutto. Les versets de la liberté sont enclenchés dans un coffret de liège portant l'inscription : « Au peuple de France, de la part du peuple du Pakistan ».

● Point de rencontre canadien à la Bastille. — Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a ramé à M. Rocard, mercredi 12 juillet, un tableau du peintre québécois Jean-Paul Riopelle destiné à l'Opéra de la Bastille. Intitulée Point de rencontre, cette œuvre abstraite et monumentale (4,28 m sur 5,49 m) était exposée depuis des années à l'aéroport international de Toronto. Ce don a été objet de controverse au Canada car un des partis d'opposition a

estimé qu'il s'agissait d'un « acte de vandalisme amputant le patrimoine national ».

● M. Rocard : M. Thatcher « freine des quatre fers » le processus d'intégration européenne. — Dans un entretien que la chaîne britannique privée ITV devait diffuser vendredi 14 juillet, M. Michel Rocard regrette que le gouvernement de M. Thatcher « freine des quatre fers » le processus d'intégration européenne. « Il est seul à vouloir y résister et s'arrête qu'à le retarder », ajoute-t-il. M. Rocard se déclare, en outre, « assez inquiet » de l'orientation du gouvernement britannique, dont il dénonce le « cruauté sociale ».

● M. Bush à l'hôpital américain. — M. Barbara Bush, épouse du président américain, a profité, jeudi 13 juillet, d'une pause dans les cérémonies du Bicentenaire pour inaugurer deux nouveaux pavillons de l'hôpital américain de Neuilly et rendre visite à deux patients. Pour parler aux employés « du fond du cœur », M. Bush a déclaré le texte du discours qu'elle devait prononcer. Elle prenait ainsi exemple sur son mari, qui avait déclaré le discours qu'il devait faire, mardi dernier, à son arrivée à Budapest.

● Message de M. Gorbatchev à M. Mitterrand. — M. Mikhail Gorbatchev a adressé ses « vœux de paix et de prospérité à tous les citoyens de France » dans un message adressé à M. François Mitterrand à l'occasion des fêtes du Bicentenaire. « Les peuples français et soviétique sont encore plus proches aujourd'hui par leur aspiration pour un monde plus sûr, plus humain, plus démocratique, »



« J'entends que les Français vont rouvrir la Bastille uniquement pour M. T... » (Times, 14 juillet).

par le travail commun pour bâtir une maison commune européenne », écrit M. Gorbatchev. Il ajoute que « ceci a été démontré, par l'atmosphère de notre récente rencontre avec la France, la nature substantielle et l'importance de notre dialogue avec vous, les discussions et les accords conclus pendant ces journées ».

● M. Shamir remercie la France. — Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a exprimé, jeudi 13 juillet, à la France ses « remerciements pour le rôle qu'elle a joué dans l'histoire de l'humanité ». M. Shamir a également évoqué sa « dette person-

nelle » envers la France, qui lui avait accordé le droit d'asile, au lendemain de la guerre, après qu'il se fut évadé d'Erythrée, où les Britanniques l'avaient incarcéré pour ses activités « terroristes » au sein du groupe Stern.

● En hommage au 14 juillet. — Le régime du général Noriega libère des opposants. — Soixante-douze personnes arrêtées après l'annulation des élections du 7 mai — reportées par l'opposition — ont été libérées selon un décret du gouvernement remis jeudi 13 juillet aux ambassadeurs des cinq pays de la CEE (dont la France) représentés au Panama. La CEE avait auparavant effectué des démarches pour demander une telle mesure. Le décret invoque un « hommage au 14 juillet » et le respect de « principes universels » qui incitent à prendre « des initiatives en faveur de la concorde nationale ». Cette décision semble ne pas être étrangère à celle de l'ambassadeur de France, M. Jacques Rummelhardt, qui avait refusé d'assister aux festivités organisées par le régime du général Noriega à l'occasion du Bicentenaire.

● Le Parlement guatémaltèque assésé pour cause de Révolution. — Le bâtiment du Congrès a été encerclé par des milliers de grévistes, jeudi 13 juillet à Guatemala-City, lors de l'inauguration des cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française. Près de quatre mille enseignants et employés du secteur public, en grève depuis un mois, ont ainsi immobilisé, pendant plus de six heures, le vice-président du Guatemala, une trentaine de parlementaires et l'ambassadeur de France.

# Les cérémonies du Bicentenaire et le sommet des Sept

La réunion des « peuples les plus pauvres »

## Les damnés de la terre

« Il y a, dans tout ça, un côté décevant », convient l'un des organisateurs du « premier sommet des sept peuples les plus pauvres » (1) qui se réunira modestement, samedi 15 juillet, à la salle de la Mutualité, tandis que le sommet des sept pays industrialisés aura lieu à l'Arche de la Défense. Qu'importe, à ses yeux, il faut que les « damnés de la terre » relèvent le défi des grands de ce monde, réagissent à cet « événement particulièrement provocant » au moment même où l'on célèbre avec éclat le Bicentenaire de la Révolution française.

Sur le Docteur-Paradis, bateau-théâtre amarré le long du canal Saint-Martin, qui leur sert de point de ralliement, les sept « témoins » de ce contre-sommet mettront, jeudi, le docteur main à leur déclaration finale. Vus de trois continents, ils représentent « sept peuples qui symbolisent l'existence et l'oubli dans lesquels se trouvent plus des deux tiers de l'humanité ». Engagés sur le terrain, ils savent ce que peut-être dire et savent aussi en parler avec des mots simples, des mots de tous les jours. Ce sont eux qui ont été choisis pour représenter les chefs d'Etat et de gouvernement.

« On ne comprend pas les mécanismes de l'économie mondiale, avoue ce « témoin » zairais, animateur rural. Mais, on en voit les innombrables conséquences : chômage, augmentation des prix, diminution des dépenses sociales, concurrence des produits importés, développement des cultures d'exportation etc. ». A qui le faut-il ? « A la révolution », répond tout de go. « Celle-ci n'est pas mauvaise en soi car on a besoin d'argent pour se développer. Ce qui ne va pas, ce sont les conditions de remboursement. »

La déclaration finale tentera de définir les « formes modernes de la pauvreté », ce phénomène de « combustion marquée par l'excès, l'insécurité, la désintégration de son fort du terme ». Elle dressera aussi le bilan « qui n'a jamais été fait » des décisions prises par les sommets successifs des sept pays les plus riches qui « préparent à l'indigence politique sur la planète ».

Du folklore ? « Pas du tout, rétorque le « témoin » zairais. Les chefs d'Etat des pays industrialisés vont lire notre déclaration finale et cela sera officiel ». Les organisateurs de ce contre-sommet en forme de procès veulent donner la parole aux représentants de la société civile qui jouent un rôle non négligeable dans le tiers-monde et dont on est peu habitué à entendre la voix, souvent couverte par celle de leurs gouvernements. Il n'y aura, à leur avis, jamais trop de monde pour dénoncer la pauvreté.

## Lieux symboliques

Il y a déjà eu, depuis 1984, d'autres contre-sommet pour s'opposer à ceux des pays riches. Mais, l'occasion était trop belle, cette année, pour ne pas essayer de « médiatiser » au maximum, comme tout un chœur, ce forum des pauvres. Coût du projet au demeurant modique : environ 400 000 francs. Il a été fait appel à des associations européennes ainsi qu'à des particuliers pour couvrir les frais de cette opération de relations publiques assez singulière à laquelle une cinquantaine de bénévoles prêtent leur concours.

Pas question de s'enfermer en oratoire sur une péniche ou dans la salle de la Mutualité. Ce 14 juillet, les sept « témoins » et leurs accompagnateurs ont prévu de se rendre en quelques lieux symboliques de la capitale, notamment à la Bastille, à Notre-Dame, sur le parvis des droits de l'homme au Trocadéro. Le lendemain, à l'issue du contre-sommet, ils avaient envisagé de former cortège jusqu'au Louvre pour s'en aller remettre la déclaration finale à M. Jacques Attali qui a accepté de recevoir une délégation. Mais, la concorde officielle du président de la République a finalement écarté que cette rencontre ait lieu dans la direction, en un lieu tenu encore secret. Présence des pays riches oblige ?

JACQUES DE BARRIN.

(1) Burkina-Faso, Mozambique, Zaïre, Haïti, Arménie, Bangladesh, Philippines.

Selon la direction de la prévision du ministère français des finances

## Les pays industriels devraient réussir un « atterrissage en douceur » de leur croissance

Réunis vendredi 14 juillet à Bercy, les ministres des finances des sept grands pays industriels (le G-7) ont souligné dans un premier temps l'évolution de la conjoncture dans chacun de leurs pays et dans le reste du monde. La « note » que vient de publier en France la direction de la prévision du ministère des finances confirme un contexte actuel favorable, ne serait-ce que les craintes de l'inflation, pour la Grande-Bretagne notamment.

Les pays industriels semblent en passe de réussir l'atterrissage en douceur d'une croissance exceptionnelle en 1988 au point de faire remonter les craintes de récession inflationniste. Ce diagnostic encourageant de la direction de la prévision du ministère de l'économie dans sa dernière « note de conjoncture », publiée à Paris mardi 11 juillet, pose les auteurs de la « note » à qualifier de « presque optimale » la trajectoire suivie depuis le début de l'année par la conjoncture.

Déjà net aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, le ralentissement

de la croissance devrait lentement gagner les pays européens vers la fin de l'année et freiner la remontée de l'inflation. Tout en soulignant la persistance des incertitudes qui pèsent toujours sur la capacité des Etats-Unis à réduire leurs déficits budgétaires et extérieurs la direction de la prévision estime « limitée » les risques d'un freinage excessif conduisant à une récession outre-Atlantique, puis dans les autres pays industriels.

Après avoir atteint en moyenne 4,1 %, l'expansion économique des pays de l'OCDE retrouve une pente de 2,5 % à 3 % susceptible d'écarter les menaces de surchauffe. Le rebond de la croissance aux Etats-Unis, de 4,4 % au premier trimestre de 1989, reconstruit un phénomène de rattrapage après la sécheresse de l'été 1988. Non agricole, la croissance de la production a marqué un net ralentissement pour se situer à 1,9 %, toujours en rythme annuel. Ralentissement des créations d'emploi, remontée du taux d'épargne, moindre consommation et par là-même de moindres importations, autant de facteurs d'apaisement répondant à l'attente internationale.

Ce changement de « régime » devrait être sensible en Europe, bien qu'avec un certain délai, grâce à une demande moins dynamique et au resserrement des politiques économiques. Depuis le printemps 1988, les autorités monétaires ont durci leur politique, la hausse des taux d'intérêt à court terme atteignant jusqu'à 5 points en Grande-Bretagne, le pays le plus menacé par l'inflation. Si la lente remontée des salaires est généralisée, elle prend des proportions préoccupantes outre-Manche.

Ce contexte, dans l'ensemble favorable, devrait permettre au commerce mondial de rester dynamique sans pour autant atteindre les sommets de 1986. La direction de la prévision prévoit ainsi une hausse de 9 % des échanges internationaux contre 11,7 % l'an dernier. Reste le problème, toujours pendu, des déséquilibres entre les déficits américains et les excédents japonais et allemands. La crédibilité de la concertation entre les sept principales puissances internationales pourrait pâtir de ces décalages encore importants, la volatilité du

dollar ces derniers temps en a été l'illustration.

Sur ce point, les auteurs de la « note » partagent l'opinion de la plupart des organismes internationaux : la réduction du déficit américain devrait se stabiliser à la fin du premier semestre alors que « l'excédent allemand semble un mouvement durable », les surplus japonais restant élevés. Ils soulignent toutefois que le redressement du commerce extérieur des Etats-Unis ne s'est pas réalisé sur la RFA et le Japon, mais sur les autres marchés de l'OCDE.

« Opportun » pour contrer la reprise de l'inflation, passée de 3,5 % en glissement en mai 1988 à 5,2 % un an plus tard, le ralentissement de la croissance des pays industriels, s'il se confirme, aura un autre avantage : permettre aux Etats-Unis d'abord, à leurs partenaires ensuite, de desserrer progressivement leur politique de crédit. Compte tenu de « comportements moins inflationnistes que par le passé », le monde industriel pourrait ainsi trouver sa voie entre la surchauffe et la « stagflation ».

## Les Sept et la dette

(Suite de la première page.)

C'est sur des pressions étrangères que, à l'époque, M. Giscard d'Estaing a accepté d'ouvrir les sommets au Canada et à l'Italie. Au Fonds monétaire et à la Banque mondiale, la France n'a jamais joué son appartenance au groupe sélect des pays les plus influents contre sa politique d'ouverture sur le tiers-monde pourtant présent, et même très présent, au sein de ces institutions.

Mais il y a plus. Les circonstances du moment se prêtent admirablement à un déplacement des bonnes volontés françaises à l'endroit des pays les plus endettés dans un cadre purement occidental. On se plaît à Paris à relever la parenté entre les idées exprimées par le président François Mitterrand au mois de septembre 1983 à l'ONU en vue de soulager la situation des pays les plus endettés avec la fameuse initiative américaine de réduction de la dette, comme sous le nom de plan Brady (Nicholas Brady est secrétaire au Trésor des Etats-Unis).

A l'ONU l'an dernier, le président de la République avait proposé la création d'un fonds multilatéral de garantie des intérêts, financé par une contribution de droits de tirage spéciaux. Depuis lors les idées et les projets ont évolué, sauf, en appa-

rence, en ce qui concerne le mode de financement par la planche à billets, internationale. A Paris, le plan Brady est présenté comme la suite logique de l'initiative annoncée par le président français à l'ONU.

Comme il s'agit, sous couvert d'aider les pays les plus pauvres, d'accorder une garantie de versement des intérêts aux grandes banques commerciales créancières qui consentiraient à réduire leurs créances, le risque d'un débordement tiers-mondiste est tout de même limité.

Il est vrai, donc, que les conceptions françaises sur ce point gagnent du terrain. La dynamique du Fonds monétaire et a contribué bien qu'on aurait pu penser, au vu des statuts, le contraire. An départ, il s'agissait d'accorder une « simple « garantie » pour le paiement des intérêts, mais, au mois d'avril dernier, le comité intermédiaire du Fonds monétaire a préféré employer l'expression de « soutien », le FMI n'étant pas habilité à donner sa garantie à des opérations privées.

Mais cette expression de « soutien » pourrait bien donner au projet une signification et une portée élargies. Ne laisse-t-elle pas entendre, que d'une certaine façon, les crédits prévus à cet effet s'ajoutent aux autres facilités d'emprunt ouvertes

aux pays les plus pauvres ? La France insiste, en tout cas, pour que les quelque 12 milliards de dollars que le Fonds monétaire et la Banque mondiale doivent consacrer au « soutien du paiement » (sic) des taux d'intérêt, préalablement diminués, soient considérés comme un apport « additionnel ». Précisons que, à côté de ces 12 milliards de dollars, le Fonds monétaire et la Banque mondiale ont, à elles deux, « mis de côté » quelque 13 milliards de dollars en vue de soutenir des opérations visant à réduire le principal des dettes.

Le communiqué final ira-t-il jusqu'à faire allusion à cette préoccupation ? Il est probable en tout cas qu'il appuiera le projet d'augmenter les quote-parts du Fonds monétaire conformément aux positions défendues par Paris (et la plupart des européens) et désormais aussi par Washington. Or les augmentations quinquennales de contributions (quote-parts) des pays membres de l'organisation ont souvent été une épreuve de force pour les Etats-Unis. La France n'est pas insensible à ce sujet. Elle ne peut pas le faire, vu l'interrelation des circuits financiers, que la France, indirectement, obtienne satisfaction. Mais cette question, comme on dit, ne sera pas « sur la table » de cette conférence au sommet. On note, à Paris, avec satisfaction les initiatives japonaises. La délégation japonaise parle aujourd'hui d'un « recyclage » de 50 à 60 milliards de dollars sur dix ans de ses excédents. Rappelons que c'est au nom du recyclage des fonds pétroliers que l'endettement du tiers-monde a été naguère encouragé !

## Les risques d'inflation

Les Sept, comme à leur habitude, consacreront une longue séance de travail à l'examen de la conjoncture présente ainsi que des déséquilibres. L'accent sera mis cette année sur la nécessité de lutter contre les risques d'inflation. C'est en général l'Allemagne fédérale et le Japon qui se trouvent aux premières lignes pour rappeler leurs partenaires à la discipline monétaire. La France n'est pas mécontente, en 1989, de voir l'attention se porter sur ce sujet. Au premier semestre, c'est chez elle que les prix ont augmenté le plus faiblement : plus 2 % pour les cinq premiers mois contre 2,4 % au Japon et en Allemagne fédérale ; 2,7 % aux Etats-Unis ; 4,3 % au Royaume-Uni, soit donc sensiblement plus du double qu'en France. Le retour en force de l'inflation en Grande-Bretagne est incontestablement un échec pour les japonais. Il affaiblit la position, dans le concert des nations, de celle qui n'aime ni la Révolution de 1789 ni, par conséquent, la célébration de son bicentenaire.

En revanche, deux thèmes traditionnels seront, cette année, sinon rejetés dans l'ombre, du moins plus discrètement traités. Faut-il y voir comme une sorte de lassitude ou de résignation ? Dénoncer les déficits de la balance des paiements courants des Etats-Unis (contre partie des afflux de capitaux vers ce pays) et de leur budget pour la huitième fois, alors que depuis sept ans de connaître une grande prospérité, à la longue, une répétition décourageante.

En ce qui concerne la coordination monétaire, l'exercice n'est également guère facilité par l'évolution récente des marchés des changes, où l'on a vu d'abord le dollar monter contre toute attente, et ensuite redescendre, sans qu'il soit tout à

fait évident que la volonté expresse des banques centrales intéressées ait été le facteur déterminant du retour d'une situation jugée plus satisfaisante. Ne pas faire allusion à la nécessité de limiter les variations de taux de change dans l'esprit des accords du Louvre pourrait être interprété comme leur abandon déguisé. Aussi, le communiqué consacrera sans doute un passage à cette question, mais il ne pourra pas trop insister, faute d'apporter une preuve tout à fait convaincante de la maîtrise des Sept sur les phénomènes de change.

## La lutte contre la drogue

Dans un autre domaine, la bonne entente franco-américaine aura aussi l'occasion de se manifester : la lutte contre la drogue et ce qu'on appelle le « blanchiment de l'argent sale ». Jusqu'à l'année dernière, inclusivement (sommet de Toronto), la France ne voulait rien savoir : les sommets, selon elle, n'avaient pas à s'occuper de cette question, et c'est en application de la doctrine chère à l'Elysée et au Quai d'Orsay, selon laquelle les sommets d'Orsay ne se transforment en « directoire », en instance de décision. Mais la position sur le sujet considéré a évolué depuis lors. Non pas que cette conception restrictive du rôle du sommet soit officiellement abandonnée, mais, tout en continuant à s'y référer de façon générale, on peut évidemment adapter son attitude à chaque cas particulier et, le cas échéant, s'abstenir d'en parler. Tel pourrait désormais être le cas pour la drogue. La France, aujourd'hui, est plutôt satisfaite de voir ce sujet discuté autour de la table. Que s'est-il passé ? Four des raisons de politique intérieure, les Américains ont insisté pendant les travaux préparatoires du quinquennal sommet pour que les Sept expriment à nouveau leur détermination dans ce domaine. La France a profité pour élargir le débat et s'appuyer sur les Américains pour rappeler la nécessité de moraliser les mouvements internationaux de capitaux en luttant contre la fraude et l'évasion fiscales.

Tout se passe comme si les Sept étaient considérés, à Paris, pour un certain nombre de sujets délicats, comme une instance suprême d'appel contre certaines politiques communautaires auxquelles Paris pour l'instant, n'a pas la possibilité de s'opposer. C'est le cas pour l'Europe des capitaux en préparation, insuffisamment attentive, selon Paris, à la diffusion de la fraude. La manœuvre est hardie qui consiste à jouer le président Bush contre M<sup>re</sup> Thatcher ou, éventuellement, contre le chancelier Kohl.

Paris ne désespère pas non plus d'amener à terme les Etats-Unis à accepter la création d'une nouvelle agence internationale de l'environnement et, par là même, de forcer la main à M<sup>re</sup> Thatcher. En revanche, pour la sauvegarde des océans, on déclare, à Paris, qu'on serait déjà très satisfait « de voir appliquer les réglementations déjà en vigueur ». C'est sur ce sujet que Français et Allemands sont aujourd'hui peut-être le plus proches. La France fait grand cas et qualifie d'« initiative européenne » les projets en cours de discussion pour lutter contre la pollution de l'atmosphère. On est prêt, en particulier, à souscrire à l'engagement que, d'ici, l'an 2000, toute émission de chloro-fluorocarbones (CFC) devrait avoir cessé.

PAUL FABRA.

## Diplomatie

Les négociations de Vienne sur le désarmement

### L'OTAN modifie le mode de calcul des avions de combat

Le président Bush a affirmé jeudi 13 juillet, à Paris, qu'il « ne voulait pas croire » que M. Gorbatchev juge « irréaliste » la proposition américaine de couvrir d'ici six mois ou un an un accord aux négociations sur le désarmement conventionnel à Vienne, où l'OTAN a déposé plus tôt que prévu le détail de ses propositions (le Monde du 14 juillet). Le numéro « Un soviétique » veut lui aussi aller de l'avant », a-t-il dit.

Il ressort de ces propositions que l'OTAN a révisé à la hausse le nombre de ses avions de combat. Dans son état des forces publié à la fin de l'an dernier, l'alliance atlantique s'attribuait environ 4 000 avions (contre 3 250 avions au

pacte de Varsovie), et le président Bush avait proposé en mai que le plafond soit établi dans cette catégorie d'armes à 15 % en dessous de l'effectif occidental actuel. Or le chiffre avancé par les Occidentaux à Vienne pour ce plafond est de 5 700 avions, ce qui correspond à un parc actuel de 6 700 appareils, et non pas 4 000, pour l'alliance atlantique. Un responsable de l'OTAN a déclaré que ce surplus s'expliquait par l'inclusion dans la liste d'avions d'entraînement ou plus légers. D'importantes divergences subsistent cependant avec le pacte de Varsovie pour la comptabilisation de ces équipements.

VIENNE de notre correspondant

A partir de septembre prochain, on parlera à Vienne des définitions pour les six catégories d'armes (chars de combat, pièces d'artillerie, véhicules blindés de transport, avions de combat, hélicoptères de combat, effectifs), et notamment pour les avions. L'OTAN veut inclure tous les avions et hélicoptères de combat basés à terre en permanence et refuse la distinction faite par l'Est entre avions d'attaque et de défense.

Par ce biais, l'URSS veut exclure des négociations au moins 4 000 avions, explique-t-on dans les milieux occidentaux. Selon les experts de l'OTAN, cette distinction est d'autant plus inadmissible que des avions « de défense » peuvent participer, dans certaines conditions et selon les endroits de stationnement, à des attaques.

M. Grinevski, chef de la délégation soviétique, a insisté, jeudi

13 juillet à Vienne, sur cette distinction et a offert des inspections permanentes sur les aéroports militaires est-européens pour convaincre l'OTAN du bien-fondé de sa thèse.

Le deuxième point de divergence est l'affaire des armements en dépôt, notamment en RFA. Pour des raisons géographiques, ces dépôts d'armements sont vitaux pour l'OTAN, indique-t-on, ce problème ne se pose cependant pas pour l'URSS, qui dispose d'une zone arrière relativement proche d'où elle peut faire venir assez rapidement l'armement nécessaire. L'OTAN souhaite ne pas comptabiliser le matériel en dépôt, mais uniquement les unités d'active dans la fixation des sous-plafonds pour les quatre zones régionales, de l'Atlantique à l'Oural, où des réductions sont prévues. L'Est insiste pour comptabiliser les deux, estimant que, grâce aux dépôts perfectionnés, un emploi des armes qui y sont stockées est possible presque aussi rapidement que celui des armements en exploitation. D'autres divergences concernent la

répartition des zones régionales et les effectifs. L'URSS critique notamment le fait que l'OTAN n'évoque que les forces aériennes et terrestres américaines et soviétiques stationnées hors du territoire national en Europe (le total étant limité à 275 000 hommes pour chaque alliance), sans mentionner les soldats britanniques, français et canadiens basés en RFA et dont le nombre dépasse 100 000.

Aux négociations sur les mesures de confiance et de sécurité qui se déroulent parallèlement à Vienne entre les trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), les neutres et les non alignés ont déposé mercredi leurs propositions. L'élément principal en est l'échange d'informations sur la structure des armées, les effectifs et l'armement, ainsi que l'annonce préalable de l'introduction de nouveaux systèmes d'armement.

WALTRAUD BARTYL

### La politique américaine au Proche-Orient restera inchangée

déclare M. Bush

Le président George Bush a souligné, jeudi 13 juillet, à Paris, que les Etats-Unis ne changeraient pas de position en ce qui concerne le projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza — prises par Washington et prévues dans le « plan Shamir » — malgré les pressions qui s'exercent en Israël (au sein du parti du premier ministre, le Likoud) pour en atténuer la portée. « La politique américaine est fixe », a déclaré M. Bush, ajoutant que s'il comprenait ces « pressions politiques » il ne pouvait pas « modifier chaque jour la politique américaine ».

Un « haut fonctionnaire » voyageant récemment dans le golfe Arabo-Persique à bord de l'avion du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, avait indiqué que les Etats-Unis pourraient explorer l'idée d'une conférence internationale si le projet d'élections dans les territoires occupés échouait à cause des conditions mises par Israël ou l'OPEP (le Monde du 11 juillet).

GLOBE D'ÉTÉ L'ENFER DES VACANCES UNE ENQUÊTE CATASTROPHE

هكمان الأسفل



s Sept

sance

## Europe

URSS

### Fin du « mystère » de l'université de Moscou

Un des mystères de l'université de Moscou des années cinquante est élucidé. Nous nous étions demandé (voir le Monde du 11 juillet) si le jeune Mikhaïl Gorbatchev, étudiant et responsable des Jeunesses communistes, avait participé à la campagne déclenchée par Staline autour du « complet des médecins » et faisions état d'un numéro « introuvable » du *Moskovskij Komsomolez*, le journal des Komsomols de la capitale, rapportant un discours qu'il aurait prononcé sur le sujet.

Finalement ce numéro a été retrouvé. M. Pierre Rigoulot, bibliothécaire à l'Institut d'histoire sociale (1) nous en a fait parvenir une copie, qu'il s'est procurée auprès de la Bibliothèque du Congrès à Washington. Le numéro du 29 janvier 1953 contient bien un discours d'un certain Gorbatchev, mais totalement insignifiant, sans aucune coloration politique. Et il s'agit d'un autre Gorbatchev : l'orateur, qui s'exprime au cours d'une conférence tenue en présence de Krouchtchev, alors chef du Parti à Moscou, est responsable Komsomol d'un centre rural de la région de Moscou ; il figure dans la liste des membres du comité du ce jour-là comme V.I. Gorbatchev, et n'a donc rien à voir avec l'étudiant en droit Mikhaïl Sergueïevitch.

Cela ne signifie pas nécessairement que le chef actuel du Parti n'a commis aucun « péché de jeunesse ». Mais du moins, il n'y a pas de cadavre dans ce placard-là.

M. T.

(1) 15, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris. La bibliothèque est ouverte au public tous les après-midi.

### POLOGNE

#### Une enquête est ouverte après la mort d'un prêtre de Solidarité

Un prêtre polonais de trente-neuf ans, le Père Sylwester Zych, a trouvé la mort au début de la semaine dans des circonstances mystérieuses près d'une station balnéaire de la Baltique.

L'agence de presse officielle PAF a publié jeudi 13 juillet un communiqué du parquet régional de la ville d'Elblag, dans le nord du pays, annonçant l'ouverture d'une enquête « afin d'établir les circonstances du décès ». Le communiqué, également diffusé par la télévision nationale, précise que le prêtre était « en relation étroite avec les autorités ecclésiastiques » de Pologne qui ont dépêché sur place une commission d'enquête.

Le Père Zych, sympathisant de Solidarité, était curé d'une paroisse de la localité de Skierszowice, à une cinquantaine de kilomètres de Varsovie. Il avait entamé voilà quelques

jours des vacances à Krynica-Morska, près de la frontière soviétique. Son corps a été découvert dans la nuit du lundi 11 au mardi 12 juillet par des passants à un arrêt d'autobus. En septembre 1982, il avait été condamné à dix ans de détention pour complicité dans le meurtre d'un policier. La justice reprochait au prêtre d'avoir hébergé à son domicile deux jeunes gens qui avaient pris la fuite après avoir abattu un sergent de police dans un tramway à Varsovie. En 1986, il fut libéré de la prison de Brzezino.

Deux prêtres polonais sont morts depuis le début de l'année dans des circonstances mystérieuses. Les Pères Stefan Niedziolka, à Varsovie, et Stanislaw Suchowalek, à Bialystok, avaient été retrouvés morts en janvier dernier à leur domicile. — (AFP.)

### GRÈCE

#### Le troisième mariage de M. Papandréou

On ne pourra plus les accuser de vivre en concubinage et de défrayer la chronique ! Andriás Papandréou et sa jeune compagne Dimitra Liati, se sont mariés, jeudi 13 juillet à Politi, une banlieue résidentielle du nord d'Athènes. Ce mariage est le troisième, aussi bien pour l'ancien premier ministre socialiste grec, qui est âgé de soixante-dix ans, que pour l'ancienne épouse de l'air d'Olympic Airways. Il a été célébré dans l'église de Panagia Eleftherotis (la Vierge libératrice) dans la plus pure tradition orthodoxe.

L'état-major du PASOK, le mouvement socialiste panhellénique au pouvoir en Grèce de 1981 jusqu'aux élections législatives du 15 juin dernier, a assisté, au grand complet ou

proche, à la cérémonie. Il y avait là notamment Mme Médina Mercoeri, ancien ministre de la culture et M. Carolos Papoulias, ancien ministre des affaires étrangères. Une vingtaine de journalistes grecs parmi les rares ayant soigneusement évité de critiquer cette liaison qui faisait la « une » des journaux depuis des mois, figuraient également parmi les invités. Les autres représentants de la presse n'ont pas été autorisés à entrer dans l'église.

Les quatre enfants de M. Papandréou, nés de son deuxième mariage avec Mme Margaret Chadd-Papandréou, ont boudé les festivités. A la sortie de la chapelle, plusieurs centaines d'admirateurs ont acclamé les mariés.

### Reprise du travail dans les mines de Sibérie

MOSCOU

de notre correspondant

Les douze mille mineurs de Majdoutchereh, en Sibérie occidentale, ont obtenu satisfaction et devaient reprendre le travail, vendredi 14 juillet, après quatre jours de grève.

Les négociations publiques que leur comité de grève a menées nuit et jour avec le ministre de l'Industrie charbonnière ont en effet abouti, dans la journée de jeudi, à un accord portant notamment sur une augmentation de salaire pour les équipes de nuit, l'amélioration des repas d'entreprise, l'instauration d'une journée de fermeture hebdomadaire des mines et la prise de mesures de protection de l'environnement. Les grévistes ont enfin obtenu qu'une « indépendance économique » soit reconnue à cinq des mines de la ville.

Bien qu'aucun détail n'ait été fourni sur la signification concrète de ce changement de statut, il semble que ces mines devaient par là des entreprises privées, propriété de leurs salariés, et habilitées à gérer directement leurs rentrées de devises.

Plusieurs autres revendications, comme l'extension des congés de maternité et le relèvement du prix du charbon auquel les mineurs seraient directement intéressés en vertu de l'autonomie des entreprises, ont en revanche été transmises pour examen au Parlement fédéral. A la suite de cet accord, le comité de grève s'est « autodissout » mais s'est aussitôt transformé en « groupe de travail » chargé de veiller au bon déroulement de la reprise. Tout laisse ainsi penser que la page n'est pas complètement tournée et que les structures indépendantes mises en place durant ce conflit vont survivre, soit en prenant le contrôle des syndicats, du parti et des soviets locaux,

soit en subsistant comme organisations parallèles.

Il est d'autant plus frappant, dans ce contexte, que la presse continuait vendredi à donner une image très positive de ce mouvement et à insister sur l'incroyable autonomie locale. Tout se passe comme si l'équipe de M. Gorbatchev avait, à travers cette crise, souhaité montrer aux cadres intermédiaires ce qui les attendait s'ils ne sortaient pas de leur passivité et n'allaient pas — dans tout le pays — au-devant des difficultés.

Ce même jour, la presse publiait d'ailleurs le discours prononcé, mercredi à Leningrad, par M. Gorbatchev à l'occasion de la « démission » du premier secrétaire régional, M. Soloviev, qui avait été battu aux élections parlementaires de mars dernier. Le secrétaire général a en

fait lancé à un avertissement à l'ensemble de l'appareil en expliquant que, si « de nombreux membres du parti » avaient perdu les élections, c'est que « les travailleurs » leur reprochaient de ne pas avoir accepté les conséquences de la perestroïka.

« Le parti, a-t-il dit, est confronté à la nécessité de profonds changements internes » par lesquels il doit non seulement accepter l'autonomie de l'appareil d'Etat, mais ne plus tolérer que l'on « dorme sereinement » pendant ses réunions tandis que les meetings de rue débattent des « questions les plus brûlantes ».

« Il faut, a-t-il conclu, faire explorer le terrain des organisations du parti [car] ce silence est dangereux ».

BERNARD GUETTA.

● Nouveaux affrontements au Haut-Karabach. — Le corps d'un Arménien tué par balles a été découvert mercredi 12 juillet près de Marakert. C'est la troisième victime des affrontements interethniques depuis le début de la semaine dans cette région. Mardi, deux Azéris du village de Kirikidjan avaient été abattus dans une embuscade tendue par des Arméniens. Le commandant des troupes spéciales du ministère de l'Intérieur, le général Yousi Chataline, est arrivé sur place en compagnie du chef de la police routière d'URSS. (AFP.)

● Quatre morts dans une explosion de gaz. — Une violente explosion de gaz a fait quatre morts et six blessés dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 juillet dans une raffinerie d'Almetevsk, ville située au centre de la république de Tatarie, à environ 800 kilomètres à l'est de Moscou. Selon l'agence Tass, une fuite de gaz butane a provoqué un incendie puis une explosion qui a « endommagé les bâtiments voisins et brisé les vitres des immeubles dans un rayon de plus d'un kilomètre ». (AFP.)

### Xénophobie dans la « capitale de l'Europe » Bruxelles, ville fermée ?

BRUXELLES

de notre correspondant

Des commerçants turcs, marocains et pourquoi pas finlandais obligés de traquer leurs enseignes, voire de les transformer totalement pour qu'apparaissent uniquement les langues nationales belges ; une famille qui ne peut acheter le logement qu'elle espérait pour la seule raison que son enfant étudie dans une école francophone ; un journaliste turc, installé depuis longtemps sur la place, qui ne peut habiter la maison qu'il a achetée en bon et due forme ; une Américaine qui vit depuis plus de quinze ans à Bruxelles et qui a failli se faire expulser de la commune dans laquelle elle avait loué un appartement... Un vent bizarre semble souffler depuis quelque temps sur la « capitale de l'Europe ».

L'affaire la plus inquiétante concerne la commune de Schaerbeek, au nord de Bruxelles, où le conseil communal a pris récemment un arrêté qui aurait pu obliger les commerçants — surtout turcs et marocains, très nombreux dans ce faubourg — à supprimer purement et simplement toute indication dans leur langue nationale. Plus de caractères arabes ou chinois pour indiquer le « coucou » ou le « chop suey », mais du français, de l'allemand ou du néerlandais. Cet arrêté, qui a été cassé par les autorités de justice, au nom de la constitution belge mais aussi de la convention européenne des droits de l'homme.

Pour M. Roger Nols, l'ancien bourgmestre (maire) de Schaerbeek, cette mesure avait été « parfaitement justifiée ». « Ni Schaerbeek ni Bruxelles ne sont des terres arabes », a-t-il déclaré. On ne sait pas ce que racontent ces inscriptions. Dans certains cas, on se demande d'ailleurs s'il ne s'agit pas de publicité pour du hachich ou d'autres drogues.

...En français dans le texte ! M. Nols s'était taillé, avant de prendre sa retraite, une solide réputation. N'avait-il pas été le premier homme politique belge à recevoir officiellement Jean-Marie Le Pen, n'avait-il pas fondé toute sa campagne électorale sur de violentes diatribes contre les immigrés ? Par crainte de voir ses partisans passer dans les rangs des listes d'extrême droite, ses successeurs semblent être en train de montrer qu'ils ont bien compris son message. Quant aux commerçants de Schaerbeek, ils attendent...

Tufan Erzin, un journaliste turc accrédité depuis plus de dix ans auprès des Communautés européennes et de l'OTAN, habite aussi Schaerbeek. Il y avait même acheté une maison. Mais voilà : lorsque, il y a deux ans, il a voulu s'y installer, il ne put obtenir ses branchements d'eau et d'électricité. Mortif : le quota d'étrangers admis dans la commune était atteint.

Leslie Newman — « Si j'étais la fille de Paul Newman, peut-être n'aurais-je jamais eu tous ces problèmes », dit-elle avec humour — a vécu, elle, près de quinze ans à Bruxelles où elle avait suivi ses parents. Vouloir s'installer à Anderlecht, cette commune de Bruxelles célèbre pour son équipe de football, elle ne fut pas loin d'être expulsée. Là encore, on ne voulait plus d'étrangers. Seule solution proposée par l'administration : que Leslie déclare vivre « en concubinage » (avec son ami belge).

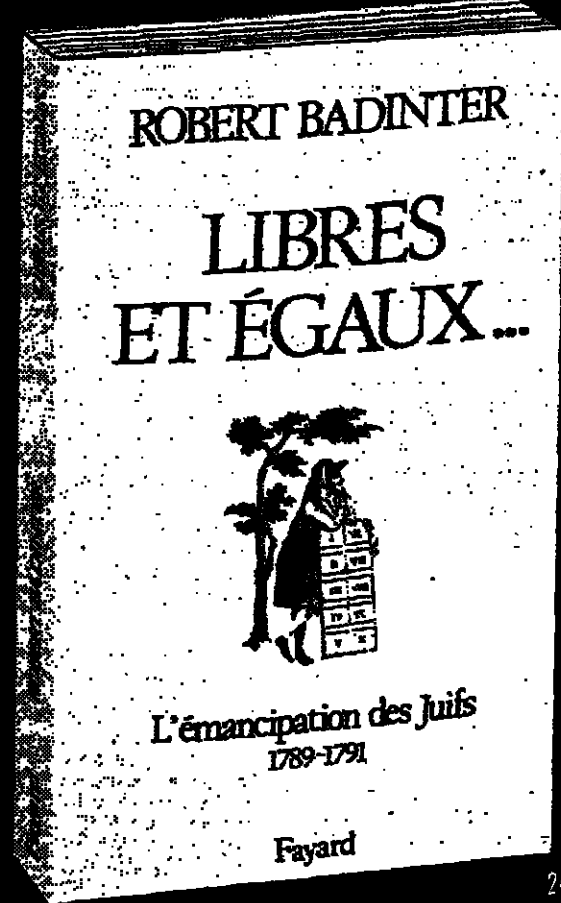
Il n'y a pas que des étrangers qui peuvent avoir des problèmes à Bruxelles. Ainsi, cette famille belge n'achètera-t-elle sans doute jamais le logement qu'elle convoitait à Overijse, une commune du sud de la ville, où plutôt la périphérie de la capitale. Elle est flamande, lui francophone et leur enfant étudie dans une école francophone. Une raison suffisante pour justifier le « non » d'une commission chargée de passer des conventions entre la commune et les propriétaires, le promoteur s'engageant à ne pas vendre de terrains à un client qui n'aurait pas obtenu l'accord de leur fameuse commission. Or celle-ci n'a qu'un critère : le futur acquéreur doit prouver qu'il n'est pas francophone. Le premier ministre, M. Wilfried Martens a lui-même critiqué cette mesure. Mais les responsables de la commission et d'autres dirigeants politiques flamands ont conseillé poliment au premier ministre de se mêler de ce qui le regardait.

Ces histoires, — et il y en a d'autres —, dont on se demande à Bruxelles si elles ne relèvent pas de la Cour européenne des droits de l'homme, ne procèdent bien entendu pas de la même veine. Entre la xénophobie paranoïaque des responsables de Schaerbeek, l'étroitesse de vue des fonctionnaires d'Anderlecht et le « flamantisme » déguisé — la Flandre, longtemps dominée, est maintenant en pleine expansion — des dirigeants d'Overijse, l'antagonisme serait malhonnête : il serait aussi absurde de faire de Bruxelles une ville d'apartheid que tous les étrangers seraient en passe de quitter. Reste le profond malaise qui s'empare de Bruxelles, de plus en plus partagée entre ceux qui profitent de l'internationalisation de la ville — promoteurs immobiliers par exemple — et ceux qui le craignent et, frileusement, se retranchent derrière de bien étranges mirallies.

Conclusion d'un avocat bruxellois : « Notre ville doit montrer qu'une capitale, même provisoire, de l'Europe, a des droits, mais aussi des devoirs. Notamment celui d'être le symbole d'une Europe, ouverte sur elle-même, et ouverte sur le monde. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## ROBERT BADINTER

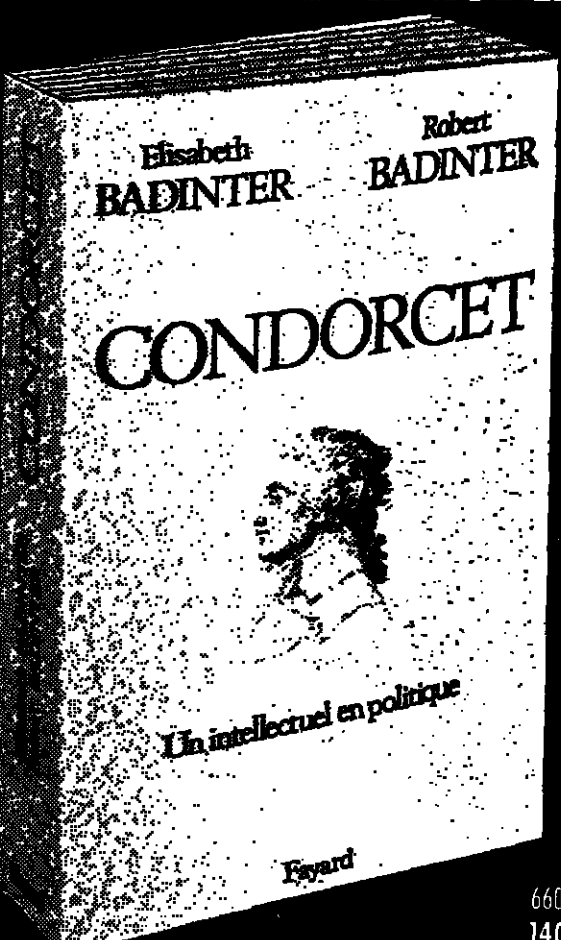


240 p.  
85 F

Refuser aux Juifs le droit d'être des citoyens comme les autres, aux mêmes conditions que les autres, c'était leur dénier la qualité d'hommes comme les autres, et renier la Révolution elle-même. Ainsi l'émancipation des Juifs apparaît en définitive comme une victoire de l'idéologie sur le pragmatisme, de la force des principes sur la force des choses.

R.B.

## Elisabeth BADINTER Robert BADINTER



660 p.  
140 F

### Un intellectuel en politique

Egalement paru chez Fayard : Correspondance inédite de Condorcet et Madame Suard, 1771, éditée, présentée et annotée par Elisabeth Badinter.

FAYARD

Avec Le Monde sur Minitel

CENTRALE - SUPELEC - ENSAM  
ECRICOE - ESC LA ROCHELLE - ESC LYON  
ESLSCA - INT GESTION et INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

## Asie

## CHINE

## Un ouvrier est condamné à dix ans de prison pour « avoir répandu des rumeurs »

Un Chinois a été condamné à dix ans de prison pour avoir déclaré à des journalistes étrangers qu'il avait été témoin de la répression sanglante de la place Tiananmen, à Pékin, le 13 juillet, la télévision chinoise, qui l'a qualifié de « contre-révolutionnaire ».

M. Xiao Bing, un ouvrier de quarante-deux ans, avait été arrêté dans le port de Dalian (nord-est du pays) moins d'une heure après la diffusion d'un extrait de son entretien réalisé dans une rue de Pékin par la chaîne de télévision américaine ABC. L'extrait portait en légende : « Si vous reconnaissez cet homme, prévenez la police ». Deux femmes qui venaient de regarder l'émission l'avaient immédiatement dénoncé. M. Xiao a été accusé par le tribunal de Dalian d'avoir « répandu des rumeurs » et « encouragé l'armée populaire de libération ».

L'Australie a annoncé qu'elle avait révisé ses relations avec la Chine en annulant toutes les visites

ministérielles entre les deux pays au moins jusqu'à la fin de l'année et en gelant le financement de tout nouveau projet d'aide à Pékin. « Il est impératif que l'Australie réexamine fermement et exprime son aversion devant les violations des droits de l'homme », a déclaré le gouvernement de Canberra, dans un communiqué.

Quant à l'ancien président américain Richard Nixon et à son ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger, ils sont les « bienvenus » en Chine, a annoncé, jeudi, le gouvernement de Pékin. Artisans de la normalisation entre les deux pays en 1972, ces deux anciens dirigeants ont été « exportés » le 12 juillet de la ville de Hanyang, « en vertu de la loi de la Chine au second semestre », a précisé un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères.

De son côté, Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, a estimé, jeudi, que Pékin respecterait l'accord qui prévoit le maintien du

système capitaliste à Hongkong pendant cinquante ans après le retour, en 1997, de la colonie britannique dans le giron chinois. Au cours d'un débat parlementaire sur cette question, Sir Geoffrey a déclaré que les récents événements « n'ont pas invalidé ni modifié les portails » sur lesquels le traité est basé. « La Chine, a-t-il dit, a réaffirmé son engagement dans l'accord et la Grande-Bretagne s'en est félicitée ».

Le gouvernement chinois a, d'autre part, confirmé, jeudi, l'envoi à Paris de son ministre des affaires étrangères, M. Qian Qichen, à l'occasion de la conférence internationale sur le Cambodge qui doit s'ouvrir le 30 juillet. Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a réitéré, à ce propos, le soutien de Pékin à cette conférence et souhaité qu'elle débouche sur un règlement « global, juste et raisonnable » au Cambodge. — (AFP, Reuters.)

Parallèlement, une grave émeute s'est déroulée dans le nord-ouest du pays, où elle a fait près de 10 millions d'hectares de cultures et de pâturages. — (AFP.)

● Nouvelle protestation chinoise contre l'assassinat de dissidents en France. — Le gouvernement chinois a demandé jeudi 13 juillet à la France d'interdire « immédiatement » aux dissidents Wu'er Kaixi et Yan Jie tout accès politique hostile au régime de Pékin. « Le fait que la France ait autorisé [ces] criminels » à séjourner sur son sol et à « mener des activités subversives » constitue une « violation flagrante des lois internationales ».

MM. Wu'er et Yan avaient accordé un entretien au Monde du 11 juillet.

## SRI-LANKA

## Assassinat du fondateur du mouvement séparatiste tamoul

Le chef du Front uni de libération tamoul (TULF), Appapillai Amirthalingam, et l'un de ses adjoints ont été assassinés, jeudi 13 juillet, à Colombo par trois inconnus. Appapillai Amirthalingam, soixante et un ans, était un député modéré, considéré comme le père fondateur du mouvement séparatiste tamoul, en lutte pour l'indépendance de l'île, partie indépendante des Tamouls.

L'événement n'a suscité aucune réaction officielle à Colombo, où les informations relatives aux violences séparatistes sont soumises à une stricte censure. Selon des sources tamoules à Madras, les auteurs de l'attentat seraient des membres présumés des Tigres tamouls (LTTE). Ce mouvement radical mène une guérilla contre la présence militaire indienne dans le nord du Sri-Lanka, tout en poursuivant des négociations de paix avec le gouvernement de Colombo.

D'autre part, le président sri-lankais, M. Ransinghe Premadasa, a réitéré, jeudi, son appel au retrait des forces indiennes, avant la fin de ce mois, du Sri-Lanka, tout en se déclarant prêt à entamer des discussions avec le régime de New-Delhi à ce sujet. « La présence de corps expéditionnaires indiens au Sri-Lanka rend très difficile tout dialogue avec d'autres groupes politiques (...) et porte préjudice à un règlement politique » avec les extrémistes tamouls, a estimé le président dans une lettre adressée au premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. — (AFP.)

● AFGHANISTAN : reprise de Semarkhel par les moudjahidins. — Les moudjahidins afghans ont repris, jeudi 13 juillet, le contrôle de la garnison de Semarkhel, près de Jalebad, a-t-on appris de sources de la résistance à Islamabad.

## Afrique

## ANGOLA

## Recherche en paternité pour un accord de paix

« Ah ! bon », s'étonne, l'air pincé, M. Omar Bongo, le président gabonais, lorsque l'on évoque devant lui le rôle capital qu'aurait joué, dans la conclusion du récent accord de cessez-le-feu entre le gouvernement angolais et les rebelles de l'UNITA, le maréchal Mobutu, son homologue zairois (le Monde du 12 juillet). A l'en croire, « l'idée d'une réconciliation nationale est née à Francoville », dans son pays, le 1<sup>er</sup> octobre dernier, lorsqu'il y a reçu les chefs d'Etat angolais et congolais, MM. Eduardo Dos Santos et Sassou Nguesso.

Le « groupe de Francoville » se serait ensuite, selon M. Bongo, élargi à d'autres chefs d'Etat qui se seraient alors partagés les rôles pour mener à bien les négociations. « M. Dos Santos nous a présenté son plan de paix auquel nous avons apporté quelques modifications », précise le président gabonais. Tout s'est peut-être conclu, le 22 juin à Gbadolite au Zaïre, mais, à son avis, tout avait déjà été soigneusement préparé. Dans cette version des faits, le maréchal Mobutu se voit reconnaître le mérite d'avoir été la puissance invitante.

Comme M. Bongo, d'autres présidents africains se sont offusqués qu'en cette affaire leur homologue zairois ait tiré un peu trop fort la couverture à lui en identifiant, à la hâte, le « plan Mobutu » à l'accord de paix. D'aucuns, à cet égard, ont remarqué l'absence, au sommet de Gbadolite, du souverain marocain qui entretenait pourtant de bonnes relations avec Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA. Quant à M. Félix Houphouët-Boigny, le président ivoirien et de surcroît le doyen des chefs d'Etat africains, lui aussi mêlé de près à la solution du conflit angolais, il avait également bousillé l'invitation de son homologue zairois qui ne l'est pas allé pour lui reprocher publiquement.

Est-ce une réaction de dépit ? M. Bongo, pourtant très discret, a fait que M. Savimbi n'a pas tenu l'engagement verbal » de quitter provisoirement l'Angola, conclut que, désormais, « tout repart de zéro ». Le maréchal Mobutu se dit, au contraire, convaincu que « les négociations de paix ont atteint un point de non-retour... »

JACQUES DE BARRIN.

## MAROC : à l'occasion de la fête musulmane du Sacrifice

## Plus de quatre cents détenus bénéficient de mesures de grâce

Plus de quatre cents détenus marocains ont été graciés par le roi Hassan II à l'occasion de l'Aïd al Adha (fête musulmane du Sacrifice), célébrée, vendredi 14 juillet, selon un communiqué du ministère de la justice. Ces mesures portent sur deux cent quatre-vingt-quatre grâces totales sur le reliquat des peines d'emprisonnement et la commutation de la peine perpétuelle au profit d'un seul détenu, précise le communiqué, qui ne donne aucune indication sur les bénéficiaires de ces mesures de grâce.

En mai dernier, le souverain marocain avait, à l'occasion de l'Aïd al Fitr, fête marquant la fin du mois du ramadan, gracié cinquante détenus politiques appartenant au mouvement Ila-alam (En avant, marxiste-léniniste, interdit) et amnistié cent soixante-dix-huit fonctionnaires condamnés pour leur « participation à des actes de vandalisme ou à des actes ayant porté atteinte à l'ordre public » lors des grèves et des émeutes qui ont éclaté à l'occasion de la révolution de 1979 et 1981.

D'autre part, le comité de coordination de l'Association marocaine des droits de l'homme (progressiste) et de la Ligue marocaine de défense des droits de l'homme (affiliée à l'Internationale parti nationaliste d'opposition) s'est déclaré, jeudi, dans un communiqué, préoccupé par l'état de santé qui se « dégrade » de quatre grévistes de la faim incarcérés à la prison civile El Alou de Rabat. En grève de la faim depuis le 17 juin, ces quatre détenus réclament un statut de prisonniers politiques et se plaignent des « agissements du directeur de la prison ».

Selon le comité, l'état « des prisonniers politiques en grève illimitée (...) à la prison d'El Alou (Rabat) se détériore dangereusement ». Le communiqué souligne la « situation dramatique » de trois grévistes de la faim détenus de l'hôpital Averroès (El Roch) de Casablanca, en grève depuis 1985 et qui réclament aussi le statut de prisonniers politiques.

## AFRIQUE DU SUD : la recherche de la paix au Mozambique

## Pretoria pourrait participer à un sommet régional

L'homme qui, selon toutes probabilités, deviendra chef de l'Etat après les élections du 6 septembre, le ministre de l'Education, M. Frederik De Klerk, effectuera, le mercredi 19 juillet, sa première visite officielle dans un pays africain en se rendant au Mozambique, où il rencontrera le président Joaquim Chissano. Il sera accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. P. W. Botha.

M. P. W. Botha avait affirmé, le mois dernier, qu'après l'accord de cessez-le-feu conclu en Angola entre le régime de Luanda et les rebelles de l'UNITA, l'Afrique du Sud

devait maintenant œuvrer pour le rétablissement de la paix au Mozambique. Le président sortant, M. Pieter Botha, s'était rendu à Maputo en septembre dernier. L'ancien directeur général adjoint du ministère des affaires étrangères, M. Glenn Babb, étroitement associé au sein du parti gouvernemental, estime que cette visite devrait permettre la tenue, à la fin de l'année, d'un sommet régional auquel serait conviée l'Afrique du Sud. Cette réunion serait organisée soit par le Mozambique, soit par la Zambie, seule le Zimbabwe y étant encore opposé. — (Reuters.)

## ETHIOPIE : en accord avec Addis-Abeba

## Un haut fonctionnaire soviétique rencontre des rebelles érythréens

Un soviétique a rencontré récemment à Londres le chef du Front populaire de libération de l'Erythrée (FPL), a-t-il été, jeudi 13 juillet, à Moscou le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Adamtchikine. Cette rencontre a eu lieu « il y a quelques jours » entre MM. Isaias Afewerki et Iouri Loukalov, chef du département Afrique au ministère soviétique des affaires étrangères, a-t-il précisé.

Ce « premier contact sérieux » de l'URSS avec les rebelles érythréens a eu lieu « en concertation avec nos amis éthiopiens qui, eux aussi, souhaitent mettre fin à la guerre » dans le corne de l'Afrique, a-t-il dit, ajoutant que « la seule chose qui ne puisse pas être négociée est l'indivisibilité territoriale de l'Ethiopie ».

« Je suis sûr que personne ne veut diviser l'Ethiopie, diviser l'Erythrée. Personne ne veut créer un précedent », a-t-il ajouté.

Rapportant que l'URSS avait accueilli le mois dernier comme « une avancée sérieuse » la décision

de l'Assemblée nationale éthiopienne d'ouvrir des négociations avec le FPL, M. Adamtchikine a précisé que Moscou « ne peut que saluer le fait que les deux parties paraissent prêtes pour les négociations ». — (AFP.)

● SOUDAN : message de soutien de M. Bush à la junte militaire. — Le général Omar Hassan El Béchir, chef de la junte militaire soudanaise, a reçu mardi un message de « félicitations et d'appui » du président américain George Bush, a annoncé, jeudi 13 juillet, le porte-parole du nouveau régime. Dans ce message, le président Bush a prêté ses vœux à l'occasion du grand pèlerinage annuel de La Mecque et a souhaité, « à la nouvelle direction » soudanaise, le succès dans la réalisation des aspirations du peuple soudanais. Il a cité, au premier message connu d'un chef d'Etat occidental à la junte, qui n'a, jusqu'à présent, été reconnue que par l'Egypte. — (AFP.)

## Amériques

## HONDURAS

## Sept soldats américains blessés dans un attentat

Sept soldats américains ont été blessés, dont trois grièvement, jeudi 13 juillet, par l'explosion d'une bombe de fabrication artisanale dans le port de La Ceiba, sur la côte atlantique, au sud du Honduras. L'attentat s'est produit près d'une discothèque où les soldats, sans uniforme, étaient allés danser. Les victimes étaient stationnées à la base aérienne Enrique-Soto-Cano (proche de Comayagua, dans le centre du pays), qui abrite près de 1 200 officiers et soldats des Etats-Unis. C'est la quatrième action violente, cette année, contre des militaires américains dans cette République centro-américaine : deux avaient eu lieu lors de manifestations dans le département du Yoro, au nord du pays, l'autre avait eu pour objectif un autobus de transport de troupes à proximité de la base de Palmarola, principale implantation militaire des Etats-Unis au Honduras. Les précédents attentats avaient été revendiqués par une organisation clandestine d'extrême gauche, le Front marxiste, qui avait assuré, contre les déclarations des autorités, avoir fait des blessés et même plusieurs morts. Des troupes américaines sont stationnées au Honduras depuis 1982, dans le cadre de la politique de Washington visant à tenir en respect la révolution sandiniste au Nicaragua.

Les autorités militaires honduriennes ont, après l'attentat de La Ceiba, affirmé que l'« entière responsabilité » de l'attentat reposait sur les victimes, du fait qu'elles avaient contourné à un ordre interdisant de sortir des casernes après 18 heures. — (AFP, Reuters, UPI.)

## EN BREF

● Première rencontre entre un ministre britannique et un responsable de l'OLP. — Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, s'est entretenu jeudi 13 juillet, à Londres, avec M. Bassam Abou Charif, conseiller politique de M. Yasser Arafat, à l'occasion de la première rencontre entre un membre du gouvernement britannique et un responsable de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Cet entretien d'un quart d'heure, à la demande des Britanniques, fait suite à la décision de Londres de relever le niveau de ses contacts avec la centrale palestinienne. (Reuters.)

● Philippines Les communistes prêts au dialogue. — Le chef en exil de la rébellion communiste

## CUBA : l'exécution pour trafic de drogue du général Ochoa

Le général Arnaldo Ochoa, le colonel Antonio de la Guardia, le commandant Amado Padron et le capitaine Jorge Martinez, principaux accusés parmi un groupe de quatorze officiers convaincus de trafic de drogue en direction des Etats-Unis, ont été fusillés jeudi 13 juillet à l'aube. Tous avaient été dégradés. Tous avaient plaidé coupable.

Le général Ochoa, en particulier, avait reconnu s'être livré à différents trafics d'ivoire, de diamants et d'armes, alors qu'il était commandant en chef en Angola, de novembre 1987 à janvier 1989. Il avait aussi admis avoir envoyé son aide de camp, le capitaine Jorge Martinez, en Colombie, afin de prendre contact avec les trafiquants du cartel de Medellin. Il avait déclaré : « Une trahison se paie avec la vie ». Dix autres

officiers ont été condamnés à des peines de dix à trente ans de prison.

Le pape Jean-Paul II et diverses organisations humanitaires ont demandé aux autorités de ne pas exécuter les condamnés. Cependant les Etats-Unis ont exprimé leurs doutes, jeudi 13 juillet, par la voix du porte-parole du département d'Etat, sur la volonté de Cuba de lutter sérieusement contre le trafic de la drogue.

« Nous n'avons pas accès à toutes les preuves dans cette affaire : nous ne pouvons donc pas tirer de conclusions », a déclaré M. Richard Boucher, relevant par ailleurs que, selon toute apparence, La Havane n'avait pas ouvert d'enquête après les inculpations par la justice américaine de plusieurs officiers cubains au début des années 80.

## Un pays de justice sommaire

(Suite de la première page)

C'est que le comportement très digne du général devant le « jury d'honneur » avait frappé les Cubains, au point qu'il devait être fait des blessés et même plusieurs morts. Des troupes américaines sont stationnées au Honduras depuis 1982, dans le cadre de la politique de Washington visant à tenir en respect la révolution sandiniste au Nicaragua.

Autre mystère capital : depuis quand avait-on quelque chose, à de hauts niveaux dans l'île, sur ce trafic ? L'instruction a fait apparaître que l'administration américaine chargée de la lutte contre la drogue (DEA) était informée depuis 1987 que des officiers cubains étaient impliqués dans un trafic. Et que faisaient pendant ce temps les services secrets de l'île, si redoutés des citoyens « non conformes » et tellement encensés par le régime ? Et si

des dénonciations des Etats-Unis survenaient dès les bienvenues en 1987 (comme l'a déclaré M. Fidel Castro) pourquoi les mises en accusation, à partir du début des années 80 par la justice américaine, d'officiers cubains (dont l'amiral Aldo Santamaria, membre du « jury d'honneur ») étaient-elles sans valeur ?

Le cas du colonel Antonio de la Guardia — autre fusillé, en sa qualité de cheville ouvrière du trafic — est également révélateur de quelques failles. Cet homme a pu faire faire des transbordements portant sur six tonnes de cocaïne entre la Colombie et les Etats-Unis simplement parce qu'il disposait (comme chef d'une cellule secrète du ministère de l'Intérieur chargée de tour-

ner l'embargo américain sur des technologies sensibles) de pouvoirs absolus : celui, en particulier, de faire partir sans contrôle avions et vedettes garde-côtes. La mise en œuvre du colonel démontre clairement qu'à Cuba quiconque dispose de pouvoirs fait ce qu'il veut sans contrôle... jusqu'à ce que les frères Castro décident que c'est terminé. Ce n'est certes pas démocratique ; et, dès lors, la bonne foi de la révolution peut et doit être suspectée, contrairement à ce que tentent vainement de faire croire ses chefs. Et si ceux-ci sortent, en première analyse, renforcés de cette affaire, ce pourrait n'être que pour le court terme.

JEAN-PIERRE CLERC.

● INDE : violences dans l'Assam et au Cachemire. — Sept personnes ont été tuées dans des actes de violence, dont l'explosion d'une bombe, attribuée aux séparatistes de l'ethnie Bodo, dans l'état de l'Assam, au nord-est de l'Inde, a indiqué, jeudi 13 juillet, l'agence indienne PTI. D'autre part, quatre policiers ont été tués et quelque 45 civils et militaires blessés, jeudi, au cours d'affrontements armés entre les forces de sécurité et des musulmans à Srinagar, capitale de l'état de Jammu-et-Cachemire (nord de l'Inde), ont annoncé les autorités. — (AFP.)

● ETATS-UNIS : la grâce pour une jeune condamnée à mort. — Une jeune noire américaine, Paula Cooper, condamnée à mort pour un assassinat commis à l'âge de quinze

ans, a vu sa peine commuée, jeudi 13 juillet, en soixante ans de détention par la Cour suprême de l'Indiana. Cette décision intervient peu après la réaffirmation par la Cour suprême des Etats-Unis de sa jurisprudence selon laquelle des mineurs peuvent être exécutés, sauf s'ils avaient moins de seize ans au moment de leur crime. Paula Cooper avait fait l'objet en 1987 d'une vaste campagne en sa faveur, avec l'intervention notamment d'Amnesty International et du pape Jean-Paul II.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION  
COMMUNICATION



# Bicentenaire

Les manifestations officielles du 13 juillet : Trocadéro, Elysée, Bastille, musée d'Orsay

## Chronique d'un cortège privilégié

Paris est à eux. Et à eux seuls. Trente-deux chefs d'Etat ou de gouvernement habitués de la capitale ou débutants, ministres et invités de marque qui s'avancent en cortège, silencieusement, dans une ville qui s'écroule à leur passage, cortège derrière ses barrières ou ses barrières pour leur laisser, le temps d'une halte, d'une cérémonie ou d'un déjeuner, le loisir de savourer les charmes d'un décor prestigieux, mais vide. Vide, purgé de sa vie quotidienne, de ses rires et de ses larmes.

Judi 13 juillet, première glorieuse du Bicentenaire, où la chronique heureuse d'une transhumance huppée. L'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature, confie en plissant les yeux de plaisir : « C'est un vrai bonheur de circuler sans arrêt, le long de trottoirs dégagés, de rues libres ». Et la ministre égyptienne de la culture, M. Farouk Houti, vient d'arriver de la capitale depuis ses études, ne se souvenant pas d'avoir « aussi bien apprécié Paris, ce joyau ». Judi 13 juillet ou une curieuse coexistence pacifique à distance. Parallèlement presque parfait entre un voyageur privilégié et les Parisiens, sous les autres. La ville hors périmètre. Jamais ou presque, ils ne se rencontrent, ne se croisent.

Paris, devenue banlieue d'été de la rive gauche de la Seine ou de la place de l'Opéra, savait depuis longtemps son éviction de ces fêtes. Bonne fille, au fond, malgré des semaines de grève préventive, elle n'a nourri pas vraiment d'ombrage. Le Bicentenaire est l'ennemi. L'embarras fort peu de temps la même zone et rend, aussitôt repart, sa liberté à la circulation, à une journée d'été sans bousculade.

Judi 13, de toute façon, paraît être un soir. Les Parisiens sont partis à la campagne ou marchent à pieds dans ce centre interdit, ils sont sous terre, dans le métro. Paris ne boude pas. Elle affiche une sérénité de mise. Ceux qui sont restés partent à peine. L'imposant dispositif policier n'a pas placé la ville en état de siège, comme on le craignait. Il est comme ceux qui l'ont précédé : il se déplace d'ouest en est le long du fleuve.

Place du Trocadéro, d'abord. En un quart d'heure, en milieu de matinée, les rues adjacentes sont bouclées, les automobilistes détournés. La « parvis de la liberté » des droits de l'homme est désignée à cette heure et sous la lecture des articles de la Déclaration de 1789, volent par M. François Mitterrand dans un « style déposé », se fait entre soi, pour la trentaine d'invités prestigieux de la France. Les policiers sont encore nerveux. Mitterrand, avec la presse, mais ceux qui assistent à cette lecture et sous la lecture des articles de la liberté se laissent peu à peu gagner par l'émotion, sous un ciel d'azur. Paris s'étend aux pieds de l'astrade aux fauvelles rouges et or.

Jane Birkin, André Dussolier, des comédiens descendant un long plan incliné à l'écrit des extraits de textes de Condorcet ou de Sieyès. Des colombes de paix priant leur envol. Des enfants disposés à remettre devant la tribune. Belle cérémonie pour des symboles deux fois centenaires, avec la tour Eiffel en horizon. L'Orchestre de Paris joue une œuvre de François-Joseph

Gossec, composée pour les festivités de la Révolution. Instants de recueillement pour le chef de l'Etat, entouré de MM. George Bush et Houphouët-Boigny, pour M<sup>me</sup> Cory Aquino et M<sup>me</sup> Thatcher et de beaucoup d'autres.

12 h 35. Il faut quitter l'esplanade du Trocadéro. Les cortèges s'égaient. M<sup>me</sup> Thatcher est huée par quelques badauds. M<sup>me</sup> Aquino applaudit. Paris, à ses barrières, garde ses préférences. Le dispositif policier s'est défilé. La journée sera belle. Pourquoi s'inquiéter ? Les voitures officielles perdent leur bel ordonnancement. Des chefs d'Etat ou des ministres passent. Certains voudraient s'écarter dans cette ville pour eux réservée. Les Indiens disparaissent. Un ministre camerounais n'arrive jamais au ministère de la culture, où il est attendu. Mais qu'importe ! Les dangers, déjà, paraissent se fonder dans la douceur de l'air et du décor.

### Le rodéo de George Bush

Un quart d'heure, c'est ce qu'il faut aux chefs d'Etat pour gagner l'Elysée, où M. Mitterrand les a conviés à déjeuner. Prévu pour ne composer qu'un seul millénaire, le cortège se rompt sans drama. Seule la protection du président américain conserve sa tension précautionneuse. George Bush ne profitera pas de la ville fantôme. Il s'y précipite à vive allure, précédé, suivi par des voitures qui filent toutes portes ouvertes. Son rodéo amuse les passants.

L'ouest a retrouvé sa tranquillité. Le Bicentenaire a rejoint ses quartiers familiers, la présidence de la République, le Louvre, où M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand reçoit les conjoints, le Palais-Royal où Jack Lang régalait vingt ministres et chefs de délégation. Paris empêchée s'habitue. On suit la progression de la noire caravane à l'oreille. Alors on s'arrête obliquement. Le décor est plutôt au cœur du dispositif. Sur le parking du Palais-Royal, les invités se gèrent à la va-vite. Certains se trompent de déjeuner.

Gabriel Garcia Marquez avait envie de partager la repas des hôtes de Jack Lang. La protection lui rappelle discrètement qu'il est assis aux côtés de l'épouse du président. L'écrivain s'assure à pied, revient pour le café, ravi de jouer des tours au programme officiel. Il y a bien longtemps qu'il a serré les deux policiers chargés de sa protection.

Que les jardins du Palais-Royal sont beaux, vos deux terrasses, le salon restauré des Médicis ! Sir Ewen Ferguson, ambassadeur du Royaume-Uni, se console de la froideur réservée à son premier ministre en regardant des jeunes gens prendre le soleil autour de la fontaine. Victor Flores Olas, président du Conseil national de la culture du Mexique, confie son désir d'aller marcher à pied, dans les rues, et de photographier son empire d'un jour.

L'épouse de Robert Maxwell, l'éditeur britannique, montre un rare talent de maîtresse de maison entre des ministres japonais, nigériens et péloponnésiens. Le Bicentenaire s'offre une pause au-dessus des colonnes de Buren. Les francophiles se recroisent des histoires de jeunesse, à Paris, quand la capitale, comme aujourd'hui, gar-



rait sa paix, ses rues propres de Ville-

Le déjeuner s'attarde. Les policiers ont renoncé à faire respecter les horaires. Dehors, des CRS n'ont plus le cœur à réguler la circulation. « C'est calme, dit l'un d'eux, alors... » Les cortèges avancent maintenant au pas. On patiente même devant l'Elysée pour un après-midi de conversations bilatérales organisées par les services de la présidence. Il n'y a guère que George Bush pour croire encore Paris ville à histoires.

### Fouille magnétique des mélomanes

Le Bicentenaire défile enfin le centre pour la Bastille. Là, le dispositif policier montre les dents. Tireurs sur les toits, hélicoptères au sol, filtres sévères des deux mille spectateurs invités de la cérémonie d'inauguration de l'Opéra. Les fées, peu nombreuses, sont tenues à distance. Vers 17 heures, les ministres français, comme les mélomanes ou Catherine Deneuve, doivent se soumettre à la fouille magnétique d'un portail. Les fêtes de la Révolution ont quitté leur chères vieilles pierres pour s'aventurer dans le modernisme.

Et cela leur va moins bien. L'Opéra de la Bastille passe pour un lieu plus « sensible », avec des courures de verre et de marbre. Les invités sont donc parqués plus d'une heure dans les égarés, un verre de champagne à la main. Même les heureux élus du Tout-Paris ne pourront approcher la caravane des trente-trois amis de la France. Les chefs d'Etat entreront les derniers. François Mitterrand et George Bush juste à l'heure de la représentation. L'Armée empruntera même une tente de toile blanche pour

le dissimuler dix mètres durant, du trottoir à la porte, à la vue d'un éventuel tireur.

Tout-Paris voudrait bien voir, et s'agace à attendre ainsi cet inaccessible Paris d'un jour. Enfin, les voici, apparus, comme dans un rêve, au balcon central de la grande salle, dans un ordre de préséance un peu flou. George, François et Cory paraissent ne plus se quitter. Ils sont assis au premier rang en compagnie de Michel Rocard. M<sup>me</sup> Thatcher nettement plus loin, comme placée sous la surveillance de M. Helmut Kohl. Autour d'eux, sorte de gardes du corps attentifs, MM. Bérégovoy, Fabius, Jospin, Dumas, etc. M. Pierre Joxe goûte son premier répit de la journée. On l'a vu partout arpenter le même trottoir que ses hommes.

### Etoiles et stars

Trop rapides braves. Le noir est mis. Le Bicentenaire et ses trente-trois occupants sont maintenant protégés par l'obscurité. Invisibles, dans le dos de la salle, jusqu'à l'ultime Marseille chantée par le plus beau plateau de solistes de renom qu'une commémoration puisse offrir. Etrange échange, égalitaire pour la première fois de la journée, entre des étoiles et des stars. Teresa Berganza, Barbara Hendricks, Plácido Domingo et Ruggero Raimondi s'inclinent devant les chefs d'Etat qui leur renvoient leur salut. Le président américain applaudit à se faire mal aux mains, étonné, du coin de l'œil, de trouver François Mitterrand trop sévère, comme un peu distant, pour un tel hommage de l'art à la gloire.

Le chef de l'Etat paraît vouloir quitter la salle enthousiaste, soucieux de sa propre ponctualité pour la fête suivante. Ailleurs,

Mais George lui fait signe de rester pour les rappels. George est visiblement heureux d'être là. Paris, stylisée comme dans un film made in Hollywood, lui met le sourire en appétit. Dieu que Barbara Hendricks est belle ! Dieu que tout ça, le Bicentenaire, ces cérémonies et tout et tout, est sympathique !

Mais il faut bien continuer, démentir encore. Direction le Musée d'Orsay pour une soirée de gala de belle tenue. Le « club », comme dit un diplomate, une nouvelle fois accusé par Jack Lang, préposé aux marches des temples du Bicentenaire. Et quelques craintes pour les services du protocole : Gabriel Garcia Marquez devrait être placé à la table de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, en compagnie du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi et de M<sup>me</sup> Bénazir Bhutto. L'écrivain n'allait-il pas relancer avec jubilation la conversation sur les dettes du tiers-monde ?

A chaque étape de cette croisière révolutionnaire ses soucis. On verrait bien. Après tout, la journée s'égare sans une fausse note. L'important était d'abord de quitter le navire venu de l'Opéra-Bastille. L'Américain plongé dans sa longue limousine, le président français entouré de ses motards, les autres fermant la marche, veille que la ville. De la place, le spectacle manque d'intérêt. « Il n'y a rien à voir que des bagnoles » dit un touriste de bon sens. Des bagnoles et des policiers, à nouveau plus détendus.

### L'accordéon d'Yvette Horner

Eux aussi s'échappent rapidement, oubliant déjà l'Opéra tout neuf, rangé au rayon des accessoires inutiles en moins d'une demi-heure. L'hélicoptère rouge de la Protection civile reprend son vol. Les barrières sont repliées, vite, très vite, comme s'il y avait, pour la première fois, quelque chose à « squatter » à un lieu trop symbolique du partage populaire. Et ce Bicentenaire n'aurait fait bien de nettoyer derrière lui.

Car Paris prend la mouche de cette captation de fête. Courtoise, la ville s'était poussée avec bonne grâce pour laisser la Bastille à son peuple, et le peuple s'impatientait de la voir. Sorti de terre, négligeant le périmètre sacré, venu de nulle part puisé d'une ville symboliquement conquise, il se répand autour du Génie avant même la tombée du jour.

A minuit, il est plusieurs dizaines de milliers à danser au son de l'accordéon d'Yvette Horner, cadence de la Ville de Paris. A dîner, plutôt à se presser, assis, du côté de l'Opéra-Bastille, sur les augustes marches de marbre foulées par les chefs d'Etat. Flânant sans but souvent, mais présents. Soucieux de se réapproprier l'asphalte parisien, les places, les bals multiples. Pas vraiment tous très gais, mais dans la rue. Dans les rues interdites, justement, du Bicentenaire.

Il est même place de la Concorde, à portée de pétard de l'Elysée, de l'hôtel Clillon et de l'ambassade américaine. Ils se massent en nombre, remettant en ordre leur vieux décor des 14 juillet. Sur les Champs-Élysées, ils sont assis, couchés sur les tribunes du « défilé Gaudin » qu'ils n'occuperont pas le lendemain.

Résumé des informations générales.

## L'inauguration de l'Opéra Bastille

### Soirée heureuse, acoustique radieuse

Après tant de batailles, tant de distorsions, de décisions contradictoires, l'inauguration de l'Opéra Bastille, jeudi soir, a été un moment de paix et d'optimisme. La plupart de ceux qui avaient pris parti pour ou contre le projet étaient là et paraissaient heureux. Pour un jour au moins, on avait rangé les armes, tandis que rayonnaient les maîtres d'œuvre, ceux qui depuis six ans, contre vents et marées, ont érigé ce grand navire.

On retrouvait sans peine nombre d'amis et de têtes célèbres dans ce lieu clair, dépourvu de pompe et d'ennui, familier à l'image de tout cet édifice.

En entrant dans la salle, en effet, on est frappé par un sentiment de proximité. Les distances paraissent courtes de la scène au fond du parterre et les habitants des secondes galeries sont « à l'échelle humaine ». Les deux mille sept cents spectateurs peuvent se sentir frères dans cet opéra « moderne et populaire », qui a abîmé le rouge et l'or pour le gris bleuté des murs, le chêne du parquet, le jeu alterné du noir satiné et du bois de poir pour les sièges. Certains trouvent cependant un peu terne cette harmonie, qui me semble douce et propice au rêve.

### Une Marseille pétaradante

Confirmation de cette intimité, de cette présence des spectateurs les uns aux autres : lorsque entrent les gouvernants des pays invités, point n'est besoin de jumelles, à quelque endroit qu'on se trouve placé, pour reconnaître tous ces personnages autour du

président de la République qui apparaissent sur les belles vagues arrondies des galeries comme les Jupiter et les Junon des opéras baroques.

Tourneons-nous du côté de la scène, où le rideau bleu nuit de Cy Twombly est parcouru d'ondes blanches comme des traces laissées par des avions ou des étoiles aux parcours capricieux. Tandis que retentit une « Marseille » pétaradante, modèle Ambroise Thomas, apparaît au fond de la scène un monument très étonnant, une immense chaise (d'annonces y verrouille la guillotine !) animée par un tuyau comme on en voyait aux gazogènes du temps de guerre. Étrange cadeau de Bob Wilson, qui devient de plus en plus impressionnant à mesure que les voiles se lèvent, libérant la profondeur scénique formidable des plateaux déjà fameux de l'Opéra Bastille. Une superbe entrée en matière.

Puis vont se succéder à un rythme soutenu quelques-uns des plus grands chanteurs d'aujourd'hui mis en scène, avec une sobriété parfois très spectaculaire, par Wilson devant des toiles abstraites aux couleurs brouillées, tournoyantes, frémissantes de mille javelots ou captant lumières et couleurs violentes sur de vastes figures géométriques.

Ruggero Raimondi arrive en premier devant un public insuffisamment chauffé pour que son « Vœu d'or » (de Fanst) produise autant d'effet qu'une chanson de Renaud. Drole d'ouverture pour l'Opéra Bastille en présence du président de la République : « Et Satan conduit le bal ».

Mais tout de suite après, c'est un instant de grâce qui révèle d'embée

en cette salle un lieu idéal pour les rossignols, avec June Anderson dans le *Pardon de Blois*, de Meyerbeer. Une exquise pureté sonore, les roulaides qui interrogent les échos de tous côtés, les crescendo, les dégradés, tout est net, limpide, liquide, sans mille sécheresses.

Et l'Orchestre de l'Opéra, mené tambour battant par Georges Frère dans l'ouverture de *Corneille*, mais avec une telle plénitude lyrique dans tous les airs, va confirmer la qualité probablement exceptionnelle de la salle. La sonorité charnue, vivante, ni otomane ni électronique, qui prouve l'excellence des calculs et des matériels choisis.

Des réplages seront cependant nécessaires : l'orchestre paraissait un peu trop haut dans la fosse, mais il était bon qu'il fût à l'honneur pour cette grande première ; et sur le plateau, à certains endroits, une partie de l'aura des chanteurs semblait s'évaporer vers les cintres.

Il n'est pas possible ici de détailler chacune des parties de cette couronne offerte à cette première soirée (1) après June Anderson, le terrible « Athènes » d'Alain Fournier, Shirley Verrett, hifératique, invoquant les divinités du Styx ; Plácido Domingo et les superbes chanteurs de l'Opéra, brent les chœurs de Samson et du premier juit, avant qu'Elizabeth Patel et Manuel Legris dansent la bacchanale du même « Samson », une chorégraphie bien fade.

La seconde partie allait crescendo avec Alfredo Kraus, sublime prince de style, Jean-Philippe Lafont, élan et radiance. Teresa Berganza déboulant dans la « Habanera » de *Corneille* une fabuleuse robe rouge de Christian Lacroix (2) ; Barbara Hendricks, la Juliette de Gounod, autre

rossignol exquis. Enfin, Martine Dupuy, bouleversant dans l'air de Marguerite de Berlioz, traité par Bob Wilson comme il en a le secret, et qui est comme le présage de toutes les émotions que nous promet le nouvel opéra.

JACQUES LONCHAMPT.

- (1) Il est très regrettable que la télévision n'ait annoncé ni le nom des artistes, ni les airs qu'ils chanteront.
- (2) Chaque chanteur était habillé spécialement par un grand couturier : Ungaro, Kenzo, Tagliani, Givenchy, Lanvin, Dior et Yves Saint Laurent.

## Trente-deux chefs d'Etat et de gouvernement invités

Voici la liste des chefs d'Etat et de gouvernement présents aux cérémonies du Bicentenaire :

**Afrique.** — Côte d'Ivoire : Félix Houphouët-Boigny ; Djibouti : Hassan Gouled-Atbidon ; Egypte : Hosni Moubarak ; Gabon : Omar Bongo ; Madagascar : Didier Ratsiraka ; Niger : Ali Saibou ; Ouganda : Yoweri Kaguta Museveni ; Sénégal : Abdou Diouf ; Togo : Gnassingbé Eyadéma ; Zimbabwe : Robert Mugabe ; Cameroun : Paul Biya ; Mali : Moussa Traoré ; Zaïre : Joseph Désiré Mobutu.

**Amérique.** — Brésil : José Sarney ; Canada : Martin Brian Mulroney ; États-Unis : George Bush ; Mexique : Salinas de Gortari ; Uruguay : Julio María Sangu-

netti ; Venezuela : Carlos Andres Perez.

**Asie.** — Inde : Rajiv Gandhi ; Japon : Sosuke Uno ; Pakistan : Benazir Bhutto ; Philippines : Corason Aquino ; Bangladesh : Houssein-Mohanna Ershad.

**Europe.** — RFA : Helmut Kohl ; Grèce : Christos Sartzetakis ; Irlande : Patrick Hillery ; Italie : Ciriaco De Mita ; Portugal : Mario Soares ; Royaume-Uni : Margaret Thatcher ; Chypre : Georges Vassiliou ; Yougoslavie : Janez Drnovsek.

**Le secrétaire général des Nations unies :** Javier Perez de Cuellar.

**Le président de la Commission des Communautés européennes :** Jacques Delors.

## « Le plus populaire des bals popus »

### Billancourt, à contretemps

Sur la façade blafarde et mal éclairée, la Régie inscrit son sigle en lettres majuscules. De temps à autre, des lambeaux d'un feu d'artifice éteint allument le ciel de leurs mauves. Sous le ciel de Billancourt, un petit bal comme tant d'autres vient de s'ouvrir. Comme tant d'autres s'il n'y avait, derrière l'estrade où joue à présent l'orchestre, les hauts murs et l'entrée de l'usine Renault. Comme la toile peinte de quelque décor de théâtre oublié.

Difficile de reconnaître, parmi les danseurs qui s'évertuent à réussir leur *paso doble*, les fameux « dix de Billancourt ». Ils se sont fondus parmi la foule du « plus populaire des bals popus ». Car, Gisèle Moreau l'a rappelé au nom du PCF (organisateur de ce « bal de la liberté » en faveur des « dix », ce n'est pas à la Bastille mais sur le pavé de Billancourt que « vibrent les idées de la Révolution française ».

Un travailleur immigré, venu, comme beaucoup d'autres, égarer un peu sa soirée banlieusarde, somme ses voisins d'écouter plus attentivement et scandé plus approbation à coups de « Bravo, madame » ! Comme le millier de sympathisants, il applaudit vigoureusement lorsque l'on décide, dans un élan populaire calculé, de rebaptiser l'endroit « place de la Liberté et de la Citoyenneté dans l'entreprise ».

Lorsque la danse reprend ses droits, beaucoup prennent déjà le chemin du retour. Sous les ampoules bleu-blanc-rouge, l'orchestre de Jo Privat veille à l'amusement des danseurs persévérants. Jamais la houle qui ailleurs fait tanguer la place de la Bastille n'a été aussi loin de ces quelques couples-là.

J. R.



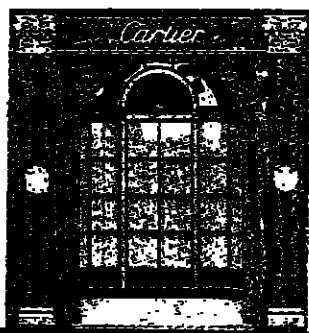


هكزامن الأمل

... Le Monde • Samedi 15 juillet 1989 9

***– Les hommes naissent libres  
et égaux en droits...***

*(Mais rien ne les empêche d'être différents)*



***Cartier***  
L'ART D'ÊTRE UNIQUE

PARIS LONDRES NEW YORK TOKYO GENÈVE MILAN



Symboles 1789

## L'Assemblée nationale

par Ran Halevi (\*)

La naissance de l'Assemblée nationale, le 17 juin 1789, signe de la mort de l'absolutisme. En inscivant cette dénomination inédite sur son drapeau, le Tiers État balaie l'idée de droit divin dont l'ancienne monarchie a tant abusé, et restitue à la nation ses droits imprescriptibles : il baptise la Révolution française par un acte de souveraineté. Le plus surprenant dans cette inauguration, c'est qu'elle surgit d'une assemblée sans traditions, sans règles, sans chefs, sans partis, et qui s'est éduquée en quelques semaines aux procédures parlementaires et à la délibération politique. La voici qui déclare la nation souveraine et qui commence à légiférer dans l'universel pour refaire le contrat social de fond en comble sur les principes de la volonté raisonnable.

Ce qui devient Assemblée nationale, ce ne sont donc pas les États généraux, organe impuissant d'un système républicain en déshérence, mais le Tiers État, qui va progressivement s'agréger les membres des ordres privilégiés, mais à titre individuel, et comme députés de la nation. En cela, les Communes interviennent, et avec quelle précision, le livre imaginé quelques mois plus tôt par Sieyès, leur prophète. Si le Tiers État ne peut à lui seul former les États généraux, écrit l'abbé dans *Qu'est-ce que le Tiers État ?* « Eh ! tant mieux ! il composera une Assemblée nationale ».

Il faudra, pourtant, de laborieuses discussions et une forte pression extra-parlementaire pour que les Communes se rendent à cette violence logique. C'est que la scène inaugurale de la Révolution partage — déjà — les patriotes. Plus d'un républicain, par souci légitime ou pour des raisons pratiques, à « couper le câble ». Mirabeau lui-même va déployer toute la magie de son éloquence pour prévenir un coup de force qui ferait sortir l'Assemblée des limites de son titre : dire que le Tiers est la nation, ce serait ôter le roi, encourir la réprobation du peuple et entraîner « le déchaînement de toutes les vengeances, la coalition de toutes les aristocraties, et la hideuse anarchie, qui toujours ramène au despotisme ».

Mais les alarmes du grand tribun restent sans écho. La formule qu'il propose — « représentants du peuple français » — soulève un tumulte de protestations. Les modérés refusent de le suivre, qui ne sont pas davantage écoutés. Le resort de l'événement leur échappe déjà.

A lire, aujourd'hui, les arguments échangés au cours de ce mémorable débat, on ne peut dire que les députés du Tiers aient saisi leur décision sans en saisir le caractère révolutionnaire. Mais ils n'en mesurent pas sur le moment toute la portée, que les mois et les années suivants allaient dévoiler. La constitution de l'Assemblée nationale bouleverse en effet le principe même du droit public français : bien avant que ne tombe la Bastille, ce sont les privilèges abolis et les droits de l'homme consacrés. Elle donne à la nation souveraine, sur le roi, un privilège d'antériorité ; elle attribue à l'Assemblée, et à elle seule, l'expression de la volonté de la nation.

Dorénavant, la nation est une entité indivisible qui exclut toute forme d'appropriation partielle ; de même que l'Assemblée ne figure plus un simple organe délibérant, comme ce fut le cas depuis la première réunion des États généraux. Jusque-là simples négociateurs auprès de la cour, les députés deviennent un corps souverain, délibérant et décrétant pour le compte de la nation.

C'est sur ce socle juridique et politique que la révolution va reconstruire le vieux royaume. C'est à partir de là aussi qu'elle va à la rencontre de ses grands dilemmes, écartelée désormais entre l'inaliénabilité des droits de la nation et la souveraineté de sa représentation, héritée de celle du roi.

(\*) Ran Halevi a présenté, avec François Furet, et animé les *Orateurs de la Révolution française*, tome I. Les Constituants, « La Pléiade », Gallimard, 1989.

# Le Monde

## BICENTENAIRE

UN INÉDIT SUR LE 150<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE 1789

## Jean Guéhenno et la Révolution

Nous publions aujourd'hui et demain un texte inédit de Jean Guéhenno sur la Révolution française. Ces pages de l'essayiste (1890-1978) ont été rédigées en juillet-août 1939 pour le cent cinquantième anniversaire de l'événement. Le coup de gong de la guerre les a interrompues. Jean Guéhenno écrit lui-même, le 6 juillet 1939, à Romain Rolland : « Je suis plongé pour le moment dans les mémoires et les documents sur 1789. La Révolution m'y apparaît comme une irrésistible force logique et loyale. Sommes-nous désormais incapables de croire en notre raison et en notre loyauté ? »

La France fête le cent cinquantième anniversaire de la Révolution. Mais tout se passe comme si elle avait un peu honte. C'est qu'un gouvernement, il faut l'avouer, est dans un cas difficile, qui se trouve devant exister, comme le principe même de son établissement, un acte, un mouvement, une ardeur exemplaire qui perpétuellement menace de ruine tous les gouvernements, et lui-même. Donc le gouvernement a décrété des fêtes, mais ce n'a pas été sans scrupules. Des fêtes, il le sait bien, des fêtes, surtout, ne sont jamais que ce que les fait le peuple. Si la fête n'est pas dans le cœur même du peuple, c'est en vain qu'un gouvernement mobilise tous ses présidents, tous les grands corps de l'État, et tout le monde des lettres, des sciences et des arts, et ses avions, et ses canons, et ses régiments, et toutes ses trompettes et tous ses tambours... Mais quel danger d'autre part à laisser faire le peuple, à laisser s'échauffer son vieux cœur !

Un gouvernement ne demande pas mieux que de commémorer. C'est une de ses fonctions. La mémoire nationale, il le croit du moins, est un monde mort sur lequel il a tous les droits. Il choisit entre les morts, fait comparaître un instant ceux qu'il lui plaît sur le grand théâtre de la comédie politique, leur fait dire tout juste ce qu'il veut, leur coupe à son gré la parole : un salut à droite, un salut à gauche, et les morts, avides qu'ils sont de vivre encore, s'en retournent gronder la fin de leurs discours dans les longues galeries des bibliothèques et des musées.

### Comme un espoir secret

Ah ! s'il n'y avait que les morts à administrer ! Jamais ils ne vous font d'histoires. Mais il y a les vivants, ces vivants qui sont, comme ils disent, la mémoire nationale, et Dieu sait ce qu'ils peuvent vouloir ! Les vivants sont bizarres, les vivants sont baroques et mystérieux, imprévisibles et jamais contents.

Le plus grand service justement qu'un gouvernement attende des morts, c'est qu'ils l'aident à gouverner, à endormir, à amortir cette terrible volonté nationale. Des fêtes et des commémorations, si elles sont bien réglées, peuvent en ce point être très efficaces. Faites lever de la nuit du passé de grands songes. Proposez-les aux citoyens : le temps qu'ils passeront à rêver, ils ne le passeront pas à vouloir. Moins le citoyen veut et plus le gouvernement est tranquille. Comblez donc le citoyen de tous les biens des morts, habillez-le de toutes leurs vertus, mettez-lui une pique en main et qu'il porte, en rêve, la liberté à tous les peuples de l'Europe, accrochez-lui pour une journée sur la poitrine le croix d'honneur. Voilà notre homme heureux, un peu fier, et pour quel temps tranquille, bon citoyen, sujet soumis. Tant d'honneurs dans le passé le distraient de penser à celui qui lui manque aujourd'hui.

Peu de fêtes ont autant d'attrait pour le peuple que les cavalcades historiques. Chacun est pressé d'y jouer son rôle. Toutes les cousettes d'Orléans ont rêvé d'être au moins un jour Jeanne d'Arc et d'entrer dans la ville d'Orléans au poing, sur un cheval blanc ; tous les apprentis, pour lui faire accueil, d'être le dauphin monté sur un cheval noir. Même, je parierais que ces rêves ont en pour effet quelques amourettes et quelques mariages. Quant à moi, j'ai souvenir d'avoir porté dans ma jeunesse au moins une fois le costume de tous mes ancêtres. Le plus laid, le plus pauvre me paraissait bon. J'ai été un page de Louis XV, mais aussi un valet de la reine Anne. Le passé embellit tout, même la vieille peine.

Il était donc conforme à tous les principes de tous les gouvernements que le gouvernement de la République ait pensé cette année à nous déguiser en sans-culottes. Une chose importait seulement : c'est qu'il restât bien entendu que nous serions « déguisés », justement. Des fêtes doivent rester des fêtes.

Soyons justes : à y bien penser, le gouvernement de la République, en décrétant ces manifestations, a fait preuve de la plus méritoire audace.

Un gouvernement ne court aucun risque à célébrer l'anniversaire de la

mort de Louis XIV, voire celui de sa naissance, comme le nôtre le fit en septembre dernier. Louis XIV est mort, tout à fait mort. Aucun littérateur monarchiste, aucune école d'Action française, ne le ressuscitera. C'est affaire, depuis qu'il est mort, entre lui et Dieu. « *Et nunc, reges, erudimini qui judicatis terram.* » Les hommes n'ont plus rien à faire avec lui. Mais la Révolution ! Elle vit comme un espoir secret. Il n'est pas jusqu'au mot qui n'ait en lui quelque chose d'inquiétant. Ces renversements qu'il évoque, ce tournoiement, cette virevolte, cette roue qui tourne, et qui élève l'opprimé, et qui abaisse le puissant, ce mouvement irrésistible et fatal, de quoi glacer d'épouvante quiconque est un peu habitué à la stabilité d'un fau-

### Cette ardeur contagieuse

La mort n'est pas dans ce mot-là. Il fait peur aux uns, remplit les autres d'espérance. Tout confus qu'il soit, on peut-être même à cause de cette confusion, il porte en lui pour bien des hommes on ne sait quelle promesse de bonheur. J'admire le soin que les rédacteurs du communiqué officiel ont pris de l'habiller, de l'emboîmer. Chaque fois qu'ils ont dû l'écrire, ce mot inévitable, ils lui ont accolé l'épithète la plus noble, la plus rassurante, la plus traditionnelle, la plus nationale. Ils écrivent chaque fois, sans crainte des longueurs : « Cent cinquantième anniversaire de la Révolution française. » Et chacun sent bien tout ce que peut cet adjectif, sa valeur historique et comment il rejette dans le passé ce qui risque d'être trop actuel, sa valeur géographique et comme il est rassurant pour l'univers et nos relations diplomatiques, sa valeur d'éloquence, enfin, et comme il est capable d'ennoblir même l'ignoble.

N'importe ! Le mot, le substantif garde son souffle et son poison. Mettez-lui tous les costumes que vous voudrez. Faites-en un soldat de musée. Embeuvez-le. Que tous les

historiens et que tous les prêtres de la cérémonie politique opèrent sur lui toutes leurs passes. Il vit, il bouge, il respire. Vous ne parviendrez pas à le désarmer.

C'est qu'il n'exprime pas la fantaisie d'un temps ni d'un pays, on ne sait quelle lubie qui aurait pris un petit canton d'hommes il y a cent cinquante ans. Il vit désormais d'une vie générale, universelle. Il intéresse toute l'humanité. Il est devenu

kluge et qui puisse servir à des déguisements provinciaux. Il est au fond de toutes les âmes et leur parle d'un dernier recours qui ne leur manquera jamais contre l'injustice. Quel gouvernement n'aurait peur d'un mot qui, à lui seul, est comme un appel permanent à l'insurrection des consciences ?

Quand la France se fut mise en marche, Mirabeau, le 27 juin 1789, déclara : « L'Histoire n'a trop sou-

carrière où l'on a décidé d'entrer : « Il nous est permis d'espérer que nous commençons l'Histoire des hommes ». / La Révolution est cette nouvelle carrière, cette nouvelle Histoire, une Histoire qui n'est pas près de finir, une Histoire qui ne finira jamais. Car on sait souvent bête, et quelquefois héros, mais on n'a jamais fini de devenir un homme. L'ordre de la « bêtise », et de l'« héroïsme » est l'ordre de la fatalité. Nous contentons-nous d'être « bêtes » ou « héros », la fatalité travaille, a travaillé pour nous : tout est réglé d'avance. Mais, dans l'inter-valle, entre la bêtise et l'héroïsme, dans cet entre-deux dont parle Pascal et où se joue tout le jeu de l'homme, tout ne dépend que de notre volonté, et nous pourrions aller plus loin. Un homme qui a commencé de se sentir responsable et qui veut toujours l'être ne peut plus jamais être content. Voilà la Révolution en marche.

Elle est cette insatisfaction perpétuelle, cette insoumission continue à ce qui nous est donné, à ce que nous avons reçu, et cette toujours nouvelle exigence. Dès qu'on a décidé de construire la société selon les règles de la raison et de la justice, en voilà pour jamais : la bêtise ne sera jamais achevée, parce que la raison ne peut jamais être contenue ni la justice satisfait. Toujours dans la masse du peuple quelque conscience plus délicate prépare quelque nouvelle aurore. Quelque idée plus fine de l'homme nous fera demain paraître grossier ce que nous contentons aujourd'hui et sentir l'ordre établi comme une oppression.

Au sommet de son rêve, en 1793, la France prophétisa cette révolution continue. On vit cette chose encore unique dans l'histoire des États : un gouvernement, par une sorte de loyauté logique, inscrire dans la loi et recommander à ses administrés le devoir de l'insurrection : « Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » (Constitution de 1793, art. 35). On comprend qu'à l'occasion des fêtes le gouvernement de la République n'ait pas fait à un tel article la publicité convenable.

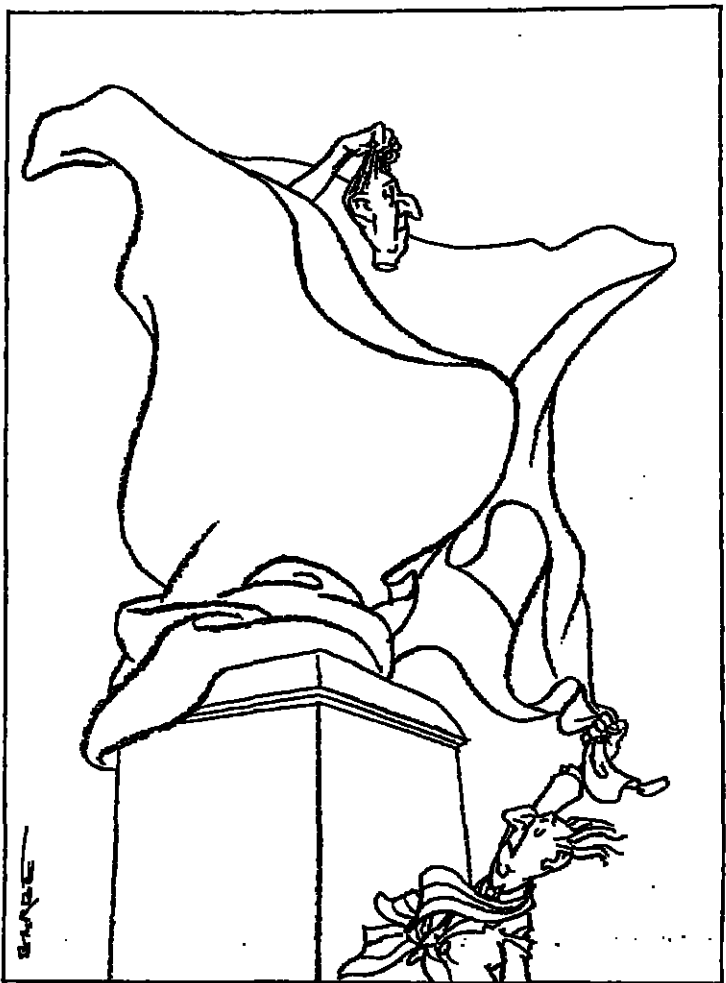
### Gardons les convenances

Nous n'avons rien su de ce que furent à propos de ces fêtes les débats au conseil des ministres. Mais on n'a pas de peine à imaginer ce que put être le discours de tel de ces notables qui doivent à la Révolution toute leur notabilité : « Ah ! messieurs, prenons garde. Il est vrai, nous sommes en fait la Révolution. Mais faut-il tant nous en vanter ? Rien ne serait dommageable à ce pays comme de lui faire la recommandation d'une agitation perpétuelle. L'étranger n'est déjà que trop enclin à le croire et des événements récents l'y ont encore encouragé. Je crains, messieurs, que tout ce qu'il y a de respectable dans le monde n'ait, à notre sujet, plutôt besoin d'être rassuré. Quels aims voulons-nous avoir, si nous donnons à penser que nous sommes toujours prêts à danser la *Carmagnole* et à chanter le *Ça ira* ? »

Et le conseil estima que c'était là parler en homme de gouvernement. Il fut décrété que l'on ferait quelque chose sans doute, mais que toutes les convenances seraient prudemment observées. On chargea l'organisation de ces fêtes au ministère technique, que le ministre de l'éducation nationale. N'est-il pas le ministre de la mémoire nationale ? Il administre l'enseignement, mais chacun sait bien qu'on n'enseigne que le passé. Ainsi eut-il toute garantie que cette révolution qu'on allait célébrer serait une révolution passée, une Révolution morte. Enfin, s'il arrivait qu'en dépit de toutes les précautions le peuple s'avisât de croire à ces fêtes et que cette satanée révolution soufflât encore son poison sur le pays et sur le monde, le gouvernement de la France aurait des excuses toutes prêtes : cela pourra passer pour quelque erreur technique, quelque lubie d'un artiste original ou d'un professeur hurluberlu, qui se serait avisé contre toute tradition et contre toute convenance qu'il faut enseigner non le repos et le goût du passé et de la mort, mais l'inquiétude et le goût de l'avenir et de la vie, la Révolution justement.

Prochain article :  
LE PAS DE LA RÉVOLUTION  
C'EST LE PAS DE LA FRANCE

Copyright Annie Guéhenno et le Monde.



comme sa respiration. Tout le mérite des Français est d'avoir été des premiers à lui donner cette ardeur contagieuse qui lui a permis de gagner toute la Terre. Il est le même dans toutes les langues du monde, comme si aucun mot ne pouvait mieux signifier notre fraternité. Il n'appartient à personne en particulier. Ce n'est pas un mot de fol-

vent raconté les actions que des bêtes féroces, parmi lesquelles on distingue de loin en loin quelques héros ; il nous est permis d'espérer que nous commençons l'Histoire des hommes », et Jaurès disait qu'il n'est pas de « plus admirable parole ».

Cette fierté, mais aussi cette modestie inquiète devant la nouvelle

## TF1-« LE MONDE » : MESSAGES SUR LA RÉVOLUTION

### Liberté-égalité-fraternité, une trilogie à réaliser

Cardinal Decourtray, président de la Conférence épiscopale française

« Même si la question peut paraître sangnante, peut-on demander ce que la Révolution française a apporté à l'Eglise catholique ? »

— La réponse n'est pas simple et non seulement elle n'est pas simple mais elle est plurielle. Certains vont insister sur les malheurs qu'elle a apportés à l'Eglise catholique. On ne peut pas ne pas penser aux persécutions, aux martyrs, aux noyades de Nantes, à la souffrance des Ven-

décés. D'autres insisteront sur le fait que les droits de l'homme en 89 étaient très marqués par les valeurs évangéliques ; ils ont d'ailleurs été proposés en partie par le clergé.

— A quel moment l'évolution de l'Eglise à l'égard de la Révolution, puis de la République, a-t-elle été la plus marquée ?

— Il y a eu des catholiques qui, quelques dizaines d'années après la

Révolution, l'ont mieux acceptée. Déjà le baron de Tocqueville — qui n'était pas un catholique fervent mais tout de même un catholique et donc un chrétien et dont beaucoup d'ancêtres ont été guillotinés — indiquait les aspects positifs de la Révolution. Quelques-uns ont donc été sensibles à cet aspect positif que sont les droits de l'homme. Aujourd'hui un homme comme le pape Jean-Paul II parle des droits de l'homme sans le moindre complexe. A partir de quel moment ces droits de l'homme ont-ils été « rapatriés », à l'intérieur de l'Eglise ? Il me semble qu'une coupure est marquée après la première guerre mondiale, vers les années 20, et plus encore peut-être après la seconde guerre mondiale. Peu à peu, l'expression « droits de l'homme » est devenue une expression, j'allais presque dire à la fois « laïque et chrétienne ».

— Y a-t-il un message universel qu'il faudrait renouveler ou proposer à l'Assemblée de troisième millénaire ?

— Je crois que l'on peut garder les trois mots : « liberté-égalité-fraternité », mais en leur donnant un contenu beaucoup plus complet sur le plan humain. A la « liberté », en particulier, pour quelle ne soit pas purement formelle. La liberté démocratique, c'est très bien, mais il y a aussi la liberté de vivre, que beaucoup de peuples n'ont pas, même s'ils ont une démocratie formelle. La « liberté » est un concept chrétien donc, qui va encore beaucoup plus loin. De même pour l'« égalité » : il ne faut pas qu'elle soit nivellement, mais unité dans le respect de la différence de tous les peuples. Et la « fraternité », qui a été un mythe, une sorte d'utopie, il y a beaucoup à faire pour la réaliser, cette fraternité.

Propos recueillis par  
BRIGITTE MATRON.

### Il y a deux cents ans

### La nation française ne devrait pas supprimer les « annates »

Né en 1748 à Milan d'une famille noble, le cardinal Antoine Dugnani était nonce à Paris, nommé par Pie VI lorsque la Révolution y éclata. Fidèle à ses devoirs, il chercha à s'opposer aux innovations qu'on voulait introduire dans l'Eglise. Il continua de résider à Paris, et si son caractère inviolable le mit à l'abri des dangers personnels, il n'en fut pas moins en butte à des tracasseries. On l'accusa enfin de France, sous prétexte qu'il favorisait les prêtres et les royalistes.

Cardinal Antoine Dugnani, 8 août 1789.

« J'ai lu dans les papiers publics que l'Assemblée nationale, dans sa séance du 4 août, s'était occupée de la suppression des annates (1). Je ne puis m'empêcher de représenter à Votre Excellence que je crois qu'il est de la justice et de la générosité de la nation française de ne pas priver Sa Sainteté d'un droit dont elle jouit depuis si longtemps sans la priver et sans l'entendre. J'ose donc espérer que l'Assemblée nationale voudra bien, avant de rien arrêter sur

cet article, me donner le temps d'en informer Sa Sainteté et d'attendre ses ordres... »

(1) Revenu prélevé par la papauté chaque année sur les « prébendes », ou rémunérations accordées aux ecclésiastiques titulaires d'une charge. Les annates furent supprimées le 11 août 1798. Elles avaient rapporté au Saint-Siège 313 000 livres sur les trente dernières années. (NDLR).

Documentation établie par  
CORINNE WICHARD.

حکام الامم



كلمة من الأهل

# Politique

## POINT DE VUE

### Où est passé l'Etat-nation ?

par Alain Houlou  
secrétaire général de l'Institut  
sociétiste d'étude et de recherche

L'a-t-il échappé à personne que la commémoration ou célébration qu'il y ait eu de la Révolution française ne va pas de soi. Valse hésitation de la Mission nationale ad hoc, protestations des sponsors qui ne rentrent pas dans leurs frais, polémiques stériles sur ce que l'on doit célébrer ou répudier entre 1789 et 1799, succès des reconstitutions aristocratiques comme à Versailles, le tout pour aboutir à l'échec déjà connu du 25 août prochain : les citoyens ne descendront pas dans la rue. Le Bicentenaire ne sera pas une fête populaire.

Manque de préparation ? Improvisation ? Le malaise est plus profond et traduit une impossibilité des Français et des Français à fêter - enfin le mot juste, mais qui l'emploie ? - ce qu'ils ne ressentent plus comme une conquête ni comme une valeur sûre : la souveraineté nationale, affirmée et revendiquée en juin 1789 avant même l'abolition des privilèges la nuit du 4 août.

Il s'agit bien de souveraineté nationale, car la souveraineté populaire, fondée sur la théorie du contrat social, n'a jamais établi le pouvoir politique en France. La seule fois où on a osé l'inscrire dans un texte, le projet constitutionnel d'avril 1946 - qui affirmait : « La souveraineté appartient au peuple » - la majorité des Français l'ont rejeté. Ce qui fonde le pouvoir en France, depuis la Révolution, c'est la souveraineté nationale, c'est-à-dire la délégation de pouvoir par le peuple à ses représentants élus à

L'Assemblée. Siège l'a emporté sur Rousseau et Robespierre.

Or, la conception de l'Etat-nation, fondée sur la souveraineté nationale, a été peu à peu battue en brèche à mesure que la France devenait une puissance coloniale et instaurait une Constitution coloniale, basée sur une non-séparation des pouvoirs et la primauté du règlement sur la loi dans l'empire colonial, puis dans l'Union française. Totalement niée pendant la période de Vichy par un régime qui revendiquait ouvertement, par la voix du maréchal Pétain - dans la Revue des Deux Mondes du 15 septembre 1940, quelques semaines après la défaite - l'influence allemande dans la conception de l'Etat, la tradition française de la souveraineté nationale a été balayée en 1958 par ceux-là mêmes qui avaient combattu l'Etat français pétainiste.

#### L'avènement du citoyen

A l'Etat-nation, qui privilégie la primauté de la loi sur le règlement et un équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif, a succédé une conception prussienne de l'Etat, héritée de Hegel, qui instaura un Etat fonctionnel avec une centralisation administrative et non plus seulement politique. L'Etat, dès lors, n'est plus l'émancipation de la nation ; il est une entité séparée, seule détentrice de légitimité.

Ainsi s'est amorcée une dérive vers un Etat fonctionnel et technocratique. Le citoyen, dans ce système, perd une grande partie de sa fonction dynamique et risque de devenir un sujet assisté par un Etat providence.

Le révélateur le plus sensible de cette dérive aura été le recours au

concept, étranger à la tradition française et emprunté à la philosophie allemande, de « société civile », qui instaura une coupure entre l'individu et l'Etat.

Et l'on voudrait que les Français fissent ce qui a été peu à peu ignoré puis aboli en 1958 : l'idéal d'une citoyenneté et d'un Etat démocratique et républicain reposant sur la souveraineté nationale ? Le contrepoids de la tour Eiffel a failli éclipser la prise de la Bastille. On voit toujours la première se dresser fièrement, on ne voit plus très bien ce que la seconde a marqué : l'avènement du citoyen.

Soyons clair : après un quart de siècle d'absence du pouvoir, la gauche ne pouvait s'attaquer de front aux institutions. Mais un second septennat peut être l'occasion - et François Mitterrand est un juriste avisé - d'aborder le problème sans qu'il soit question de revenir à une quelconque III<sup>e</sup> République ou à un affaiblissement de la magistrature suprême. Quant au Parti socialiste, au moment où son premier secrétaire appelle à une réflexion sur le fond avant le congrès de mars prochain, voilà un thème qui ne saurait le laisser indifférent.

Car, si l'on n'y prend garde, on s'enfoncera dans l'Etat fonctionnel et technocratique, on sera toujours en démocratie, mais loin des valeurs qui fondent la République. Aujourd'hui, on ne sait plus très bien quel bicentenaire on fête. Demain, le triptyque républicain Liberté, Egalité, Fraternité risque de devenir une devise « flottante ». Ce serait de mauvais augure au moment où le gouvernement a, avec raison, choisi l'Europe sociale plutôt que l'Europe des technocrates.

#### A l'extrême droite

### M. Le Pen rencontre des difficultés dans la constitution du groupe des droites européennes

« Le gouvernement français use et abuse du Bicentenaire. Les dépenses sont incalculables, des gâches sont imposées aux gens. Le 14 juillet est la fête nationale et de l'armée, pas celle de la Révolution. C'est à Lisbonne que M. Jean-Marie Le Pen a porté, jeudi 13 juillet, ce jugement après avoir tenu, pendant trois jours au Portugal, une réunion avec les partenaires du Front national à l'intérieur de la CEE.

Selon M. Le Pen, cette réunion, à laquelle participaient une vingtaine de députés européens, a servi à assurer « le passage des consignes entre les anciens et les nouveaux députés ». Des élus français, britanniques, italiens et grecs étaient présents, mais les républicains allemands - l'extrême droite d'outre-Rhin - étaient absents.

Il semble que M. Le Pen, président du groupe des droites européennes à Strasbourg (seize membres sortants, dont neuf Français, cinq Italiens, un Grec et un Irlandais du Nord), rencontre quelques difficultés à constituer un nouveau pôle regroupant les quatre députés

d'extrême droite italiens du Mouvement social italien (MSI) et leurs sept homologues d'Allemagne de l'Ouest. Ces derniers ne veulent pas siéger aux côtés des descendants politiques de Benito Mussolini, qu'ils accusent de « persécution » la population allemande du Tyrol du Sud ou Haut-Adige. Une réunion de conciliation, restée vaine, s'était déroulée à Vevey, en Suisse, la semaine dernière, à laquelle participaient, outre M. Le Pen, M. Franz Schönhuber, chef de file des républicains, et M. Giancarlo Fini, dirigeant du MSI. Au terme de cette rencontre, tenue aussi en présence de M. Jörg Haider, responsable du parti d'extrême droite autrichien, il avait été précisé que « la question de la formation d'un groupe parlementaire à Strasbourg est ouverte » et que « les conversations se poursuivent ».

La rencontre de Lisbonne donne une indication défavorable sur la poursuite de ces conversations. Le secrétaire général du groupe des droites européennes, Jean-Marc

Brissard, avait déclaré à Vevey que « l'événement » ne serait pas la constitution du groupe parlementaire à Strasbourg mais le discours prononcé à l'ouverture de la session du Parlement, mardi 25 juillet, par le doyen d'âge de l'Assemblée : M. Claude Autant-Lara, quatre-vingt-sept ans, élu en neuvième position sur la liste de M. Le Pen, lequel en rajoutant à l'extrême le cinéaste avait relégué M. Jean-Claude Martinez à la première place de « non-élu », la onzième (le Monde du 14 juillet).

M. Brissard a sans doute raison de souligner qu'il ne sera pas habituel d'entendre un discours inaugural prononcé par un représentant de l'extrême droite française dans cette enceinte européenne mais il n'est pas moins intéressant de constater que, privé de soutien allemand, l'extrême droite française aurait un groupe inférieur d'une unité à celui de la précédente législature (dix Français, quatre Italiens et un Néerlandais). M. Le Pen voulait en doubler les effectifs.

O. B.

#### Le retour aux Antilles des indépendantistes amnistiés

### Luc Reinette appelle à d'autres combats contre la « présence de la France » en Guadeloupe

Près de cinq cents personnes ont fait un accueil triomphal à Luc Reinette et aux cinq autres militants indépendantistes amnistiés, Henri Bernard, Henri Amédien, Humbert Marbois, Jules Kinsanda et Henri Péronet, jeudi soir 13 juillet, à leur arrivée à l'aéroport de Pointe-à-Pitre. « Qu'ils le veuillent ou pas, la Guadeloupe sera indépendante ! » scandaient en chœur ces manifestants pendant que leurs camarades sortaient de l'aérogare.

100.000 LIVRES  
RARES EN STOCK  
5 CANNONNIERS PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
9 RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Prenant la parole dans le parking de l'aéroport, sur la plate-forme d'une camionnette équipée d'un haut-parleur, Luc Reinette a appelé « à d'autres combats pour d'autres victoires ». « Si nous avons été amnistiés, a notamment déclaré le chef de file présumé de l'ARC (Alliance révolutionnaire caribéenne), c'est parce que le gouvernement a senti que la pression montait ; c'est grâce à la détermination du peuple guadeloupéen. Nous constituons une force capable de changer l'ordre des choses et nous devons combattre la présence de la France et faire des pas décisifs avant 1992 », a ajouté Luc Reinette en évoquant l'échéance européenne de 1993.

Peu de temps avant le retour des six amnistiés, un autre militant indépendantiste, en fuite depuis juin 1983, Max Côté, appartenant à la mouvance trotskiste et non à l'ARC, était sorti de la clandestinité pour affirmer, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'avait « jamais quitté la Guadeloupe » et ajouter : « J'ai pu noter, durant cette expérience, que la population guadeloupéenne était opposée à l'indépendance ».

#### EN BREF

Des « rénovateurs socialistes » d'organisation. - Les signataires de l'appel aux « rénovateurs socialistes », réunis le week-end dernier autour de M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, députée de l'Essonne, maire d'Athis-Mors, ont affirmé, mercredi 12 juillet, leur « ferme intention de déposer une motion » au congrès du PS, en mars prochain, « afin de faire naître un nouveau courant d'idées (...) indépendant des équipes présidentielles ». Ils proposent, notamment, que 50 % des membres du comité directeur soient choisis sur la base des courants, 25 % sur la base de « secteurs thématiques », 25 % sur la base des régions, d'ouvrir un « droit au référendum d'initiative militante » et que « le PS affirme clairement son intention d'œuvrer à la réalisation du PS européen transnational ».

CORSE : fin de l'occupation d'un car-ferry. - Les militants nationalistes corse de l'organisation A Riposte qui avaient engagé, jeudi matin 13 juillet, dans le port d'Ajaccio, une opération d'occupation du car-ferry Danielle-Casanova ont cessé leur mouvement, en fin d'après-midi, après avoir reçu l'assurance que les cas des trois nationalistes corse encore emprisonnés après les mesures d'amnistie seraient examinés par les autorités compétentes, indique-t-on de source syndicale locale.

# Aujourd'hui

Aujourd'hui, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution Française, les Droits de l'homme sont sur toutes les lèvres. Le Président de la République, Monsieur François Mitterrand, les a souvent évoqués au cours de cette année. Cependant, la France a imposé plus de 145 essais nucléaires aux peuples du Pacifique, de 1966 à 1989.

Le gouvernement français affirme que ces essais, qui sont effectués sur les atolls de Moruroa et de Fangataufa, et dont la puissance atteint 200 kilotonnes, ne présentent aucun danger. S'il en est ainsi, pourquoi les statistiques sur le nombre des cancers en Polynésie ne sont-elles pas publiées ? Pourquoi refuse-t-on une expertise épidémiologique réalisée par des médecins indépendants ?

Comment se fait-il qu'une trombe d'eau de quelques dizaines de mètres s'élève au dessus du lagon au moment de l'explosion alors qu'on affirme que les puits de tir sont parfaitement étanches ?

Nous souhaitons que les Polynésiens puissent, eux aussi, célébrer la Liberté, l'Egalité et la Fraternité, dans un océan Pacifique, qui ne soit plus contaminé par de la radioactivité. C'est pourquoi, scandalisés et inquiets quant à l'avenir du Monde où nous vivons, nous demandons instamment L'ARRÊT DES ESSAIS NUCLÉAIRES.

LES ORGANISATIONS FRANÇAISES ET INTERNATIONALES SUIVANTES APPELLENT A L'ARRÊT DES ESSAIS NUCLÉAIRES DANS LE MONDE. Ligue Internationale de Femmes pour la Paix et la Liberté Egypte-Rég. (Servus Intern Nederland, Intern Fellowship of Reconciliation, Allensar, Dutch Committee for Europ Security Oosterbeek), République Fédérale d'Allemagne: (National Ass of Pacific Solid Groups, Forschungsinstitut Friedenspolitik Starnberg, Ökumenische Initiative Eins Welt, Treffpunkt Dritte Welt Löhndersheid, Dem Fraueninitiative Essen, Intern Ärzte für die Verhütung eines Atomkrieges Löhndersheid), Suède: (Femmes für den Frieden Basel, Int Physicians for the Prev of Nuc War Basel, Verein Oekolett Basel), Norvège: (Den norske Fredskomité, Grandmothers Ag Nuc War Oslo), Angleterre: (European Nuc Disarm Ldn, Women Working for a Nuc Free & Independent Pacific Bristol, Christian Campaign for Nuc Disarm, Sussex Alliance for Nuc Disarm, Colonialism & Indigenous Movements), Islande: (Alands/Alands Fredsbevegelse, Åland, Provestoppkommission i Finn), Islande: (Women Union for Culture & Peace), Les Etats-Unis: (Greenwich Village Condition Ag Nuc Arms N.Y.), Belgique: (Pax Christi Vlaanderen Gent), France: (Femmes pour la Paix, Résistance Intern des Femmes à la Guerre, Groupes de Scientif pour l'information sur l'Energie Nuc, Contribuables pour la Paix, Mouvement pour le Désarm, la Paix et la Liberté, SOS TAHTITI, Mouvement pour une Altern Non violente, Les Verts, Mouvement Intern de la Réconciliation, Objections en Moude Rural, Ass du Livre de la Paix Grenoble, Democrite, Les Communautés et le Mouvement de l'Arche de Lanza del Vasto, Maison de Vigilance, Ass des Médecins pour la Prévention de la Guerre Nuc, Collectif des Scientif pour le Désarm Nuc), Autriche: (Austri Condition for Disarm and Peace and its members org, Amalg Metal Workers Union, Action for World Development, Austr Quaker Peace Committee, Campaign for Intern Coop and Disarm Vie, Darwin Peace Group, Fed Engine Drivers & Firemen's Ass of Australasia, People for Nuc Disarm NSW, Mudge-Monnan-Victoria-Western Australia, United Church Social Resp & Justice Committee, Mothers and Others for Peace, Pacific Peace Fleet, Office of Senator Jo Vallette, Dem Party Senators of the Austr Parliament, Senators Haines, Sanders, Maclean, Powell, Macklin), Autriche: (Peace Movements in Aotearoa), Suède: (The Swedish Section of Womens Intern Democr Fedt (Karlstad, Gbg), Groupes Prof Suédoises contre les armes nucléaires (Artists, Ingénieurs, Architectes, Professeurs, Dentistes, Psychologues, Infirmités et Assistants, Juristes, Pasteurs et Vicaires, Kinésithérapeutes, Chercheurs, Médecins), Organisations Suédoises pour la Paix: (Working Team Test Ban NOW, FredSan Karlstad, Stilla Havskriska i Arvika, Sv Freds Mariefrid, Mellerrids Fredsgr, Rimforsa Fredsgr, SPAS-Falköping, Sv Fredskommission, Parents pour la Paix et l'Avenir Tby, Jeanes de Linköping pour la Paix, Fredspolitiska fven PAX Gbg, Sv Freds Örebro, Fredsgr i Robertfors, Samarbete för Fred Skåne, Östarkers Fredsgr), Org Chrétiennes Suédoises pour la Paix: (Mouvement Suédois de la Réconciliation, Uppsala Broderstegen, Humanism Chrétien et Action Sociale Uppsala, Sv Ekumen Nämnd Intern Utskott, Kyrkans U-Forum Uppsala, Abrahamkyrkans Forum Bromma, Jämsbogs Forum), Associations Suédoises: (Fredly & Co Karlstad, Fred Vi Unga Söderstille, ÅSA Kvinnoförb Gbg, Skollän Tve Tvernska Skollän Hedenst, The Health Promotion Society of Sweden Skåne, Folkkompanj mot Kärnkraft Örebro, Högskolestudenterna Malmö, Personalien vid Angelstaskolan, Jakobshergskolan för Fred Järffälla, U-gruppen Gbg), Org Politiques Suédoises: (Värml Soc Dem Kvinnoförb KIL, KIL Soc Dem Kvinnoförb, Sv Soc Dem Kvin soffer Skåne, Skåne Soc Dem Kvinnoförb, Sv Kristna Soc Dem Förb (Skåne, Falköping), VPK Nacka, Miljöpartiet Alvesta, Miljöpartiet Umeå, Gbg och Bohuslän Kommunist Ungdomsförb), Org Syndicales Suédoises: (ABF Värml, Statistiska Medlemsförb, Statsanst Förb Skåne, Kommunalare för Fred Västervik), Ligue Intern de Femmes pour la Paix et la Liberté Suède: (Ass Suédoises: Karlstad, Arvika, Skåne, Växjö, Jönköping, Borlänge, Gbg, Uppsala, Linköping, Kalmar, Östra Dist, Åseda, Lund, Umeå, Saltsjö-Bro, Ljungsby), Femmes pour la Paix Suède: (Ass Suédoises: Gbg, Östersund, Ludvika, Uppsala, Vänersborg, Norrköping, Värnamo, Skåne, Sundsvall), Supporteur Test Ban Campaign: Working Team Test Ban, NYA Soc Section of WILPF (UKFP) Thiroux solas, 8-116 81 STOCKHOLM SUÈDE, Postal Giro 5 79 10-2.

WORKING TEAM  
TEST BAN  
NOW  
1 9 8 9

## Politique

## Radioscopie de l'Assemblée nationale et du Sénat

## Les Français n'accordent à leurs députés qu'une confiance limitée

indique un sondage de la SOFRES sur l'image du Parlement

La « radioscopie » de l'Assemblée nationale et du Sénat s'achève dans ce numéro avec un sondage SOFRES — le Monde sur l'image des députés et du Parlement. Le résultat est plutôt négatif et souligne, s'il le fallait, l'urgence qu'il y a à réformer des institutions essentielles dans une démocratie. Les quatre premiers volets de cette enquête portaient sur le bilan de santé du Parlement (le Monde du 11 juillet), les thérapies possibles (le Monde du 12 juillet), les grandes heures qu'il a connues dans le passé (le Monde du 13 juillet) et un voyage à l'intérieur de « la maison Fabius » (le Monde du 14 juillet).

Les Français n'aiment guère leurs députés. Deux cents ans après son instauration, la représentation parlementaire n'inspire aux citoyens qu'une confiance limitée. 52 % d'entre eux estiment qu'ils ne font pas leur travail « très consciencieusement » (tableau III) et un tiers d'entre eux les jugent « plutôt corrompus » (tableau X).

L'antiparlementarisme est naturellement fort chez les partisans du Front national, mais il est aussi répandu parmi les écologistes et chez les partisans du Parti communiste. Les artisans, les commerçants et les industriels sont ceux qui portent le jugement le plus sévère sur le travail des députés, et ils sont, avec les employés, les plus nombreux à douter de leur honnêteté.

Les Français sont néanmoins attachés à l'institution parlementaire. Les deux tiers d'entre eux estiment que l'Assemblée nationale, mais aussi le Sénat, jouent un rôle « utile » (tableaux I et II). Encore cette proportion a-t-elle diminué depuis quatre ans (en avril 1985,

80 % des Français estimaient que l'Assemblée jouait un rôle « utile »). La fonction législative apparaît bien comme primordiale aux citoyens, qui, agissant des députés, la place en tête des activités que ceux-ci doivent exercer (tableau VII). Ils attendent de leurs représentants qu'ils prennent position sur les grands problèmes nationaux et qu'ils contrôlent l'action du gouvernement, mais, aussi, qu'ils jouent un rôle d'intermédiaires entre les particuliers et les pouvoirs publics. Cette dernière tâche est même considérée comme prioritaire par les sympathisants communistes.

Parce qu'ils privilégient l'élaboration des lois, les Français, logiquement, attendent de leurs députés qu'ils travaillent dans les commissions de l'Assemblée avant que de participer aux débats en séance publique (tableau VI). L'image qu'ils ont de ces séances, à travers la retransmission des questions d'actualité le mercredi à la télévision, est meilleure qu'on ne pouvait

l'imaginer : plus de la moitié des Français estiment normal que dans l'hémicycle (tableau V). Cependant, assisté par petit écran interposé à ces échanges hebdomadaires est loin de suffire à l'information des citoyens sur le travail de leurs représentants (tableau IV). Les Français se plaignent de ne pas être suffisamment instruits des travaux parlementaires (même si les personnes âgées, qui sont les plus à

même de regarder la télévision dans la journée, sont moins nombreuses à regretter cette insuffisance).

On constate que l'évaluation du rôle du Parlement est inversement proportionnelle au degré d'information des citoyens. Les catégories sociales les plus cultivées sont celles qui portent le jugement le plus exact sur les pouvoirs respectifs de l'exécutif et du législatif, estimant que le premier l'emporte sur le second. Inversement, les catégories sociales moins instruites et les jeunes accordent davantage d'importance au Parlement. Globalement, les Français, dans leur majorité, sont conscients de la prépondérance du chef de l'Etat sur les autres acteurs de la vie publique (tableau IX).

Cette situation semble satisfaisante. Les Français sont, en effet, plus nombreux à souhaiter le maintien d'un système dans lequel l'exécutif et la majorité qui le soutient sont maîtres du jeu, qu'à se prononcer pour une évolution qui, en renforçant les prérogatives de l'opposi-

tion et celles du Parlement en général, révaloriserait le rôle de ce dernier. Le clivage, sur ce point, est nettement tranché entre les partisans de l'actuelle majorité et ceux de l'opposition, ces derniers souhaitant que leurs représentants à l'Assemblée nationale aient davantage de droits.

Attachés au bicamérisme (le rôle du Sénat et celui de l'Assemblée sont jugés « utiles » par une proportion sensiblement égale des citoyens), les Français sont, globalement, sans illusion sur la fonction du Parlement. Ils apprécient avec réalisme les pouvoirs dévolus aux différentes institutions dans le système de la Ve République. La prééminence du chef de l'Etat semble leur convenir si l'on considère la piètre opinion que nombre d'entre eux ont de leurs députés. L'enquête permet de préciser la nature du phénomène écologiste qui apparaît bien, ici, comme l'expression d'un rejet du système politique établi.

P. J.

TABLEAU I. — Dans l'ensemble, diriez-vous que l'Assemblée nationale joue un rôle très utile, assez utile, peu utile ou pas utile du tout ?

	Rappel enquête SOFRES/Expansion directe - Avril 1985	Juillet 1989
Très utile	28	21
Assez utile	52	47
Peu utile	11	20
Pas utile du tout	2	4
Sans opinion	7	8
	100 %	100 %

TABLEAU II. — Et diriez-vous que le Sénat joue un rôle : très utile, assez utile, peu utile ou pas utile du tout ?

	Le SÉNAT
Très utile	18
Assez utile	44
Peu utile	19
Pas utile du tout	6
Sans opinion	13
	100 %

TABLEAU IV. — En ce qui concerne l'Assemblée nationale, estimez-vous être : très bien informé, assez bien informé, assez mal informé ou très mal informé ?

Très bien informé	2
Assez bien informé	30
Assez mal informé	46
Très mal informé	18
Sans opinion	4
	100 %

TABLEAU III. — Estimez-vous que dans l'ensemble les députés remplissent leur fonction plutôt consciencieusement ou pas très consciencieusement ?

	Rappel enquête SOFRES novembre 1989	Juillet 1989
Plutôt consciencieusement	51	38
Pas très consciencieusement	32	52
Sans opinion	17	10
	100 %	100 %

TABLEAU V. — A propos des débats à l'Assemblée nationale que l'on voit à la télévision, pensez-vous qu'ils donnent une mauvaise image du travail parlementaire ou qu'il est normal que dans une démocratie, la majorité et l'opposition puissent échanger des propos même vifs ?

Ils donnent une mauvaise image du travail parlementaire	36 %
Il est normal que dans une démocratie, la majorité et l'opposition puissent échanger des propos même vifs	53 %
Sans opinion	11 %
	100 %

TABLEAU VI. — Qu'est-ce qui est le plus important, selon vous, dans le travail d'un député à l'Assemblée ?

Participer aux travaux des commissions qui préparent l'examen des textes de loi	63 %
Participer aux débats en séance publique	24 %
Sans opinion	13 %
	100 %

TABLEAU VII. — Parmi les activités suivantes d'un député, quelles sont les deux qui vous paraissent les plus importantes ?

Travailler à la préparation des lois	43
Prendre position sur les grands problèmes nationaux	42
Faire aboutir les demandes d'intervention des électeurs	39
Contrôler l'action du gouvernement	39
Sans opinion	6 %
	100 %

(1) Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner deux réponses.

TABLEAU VIII. — Par rapport à il y a une quinzaine d'années, estimez-vous que le rôle du Parlement a plutôt augmenté, a plutôt diminué ou est resté à peu près le même ?

Il a plutôt augmenté	16 %
Il a plutôt diminué	14 %
Il est resté à peu près le même	47 %
Sans opinion	23 %
	100 %

TABLEAU IX. — Estimez-vous qu'à l'heure actuelle en France, c'est plutôt le Président, plutôt le Président de la République ou plutôt le premier ministre qui fixe les grandes orientations de la politique ?

Plutôt le Président	14 %
Plutôt le Président de la République	52 %
Plutôt le premier ministre	24 %
Sans opinion	10 %
	100 %

TABLEAU X. — Pensez-vous que d'une manière générale les députés sont plutôt honnêtes ou plutôt corrompus ?

Plutôt honnêtes	50 %
Plutôt corrompus	33 %
Sans opinion	17 %
	100 %

● RECTIFICATIF : Une erreur de préimpression a été commise dans le présent de l'article de *Le Monde* du 14 juillet. Il s'agit de Catherine Guigon (et non Elisabeth).

## Gérard Trouvé, secrétaire général du groupe UDF

## Le « mécano »

« Secrétaire général de groupe... c'est un métier ? ». Cette question, Gérard Trouvé la connaît bien. Depuis 1981, il assure à l'Assemblée, pour le compte de l'UDF, ce « non-métier » qui occupe pourtant ses jours, une bonne partie de ses nuits, et trace de profonds sillons sur son front de quadragénaire. Secrétaire général de groupe, c'est être silencieux et anonyme dans une maison où la parole est une preuve de l'existence et la célébrité une raison de vivre. C'est faire partie des non-dits et, plus grave peut-être encore, des battus aux élections, dans ce temple du suffrage universel, où la seule légitimité qui vaille est celle issue des urnes. Mais la politique, comme tout spectacle, a aussi ses coulisses, ses « mécanos » qui préparent dans l'ombre la scène sur laquelle d'autres se produiront en pleine lumière. Gérard Trouvé est donc « mécano » en chef de la troupe UDF. C'est-à-dire aussi surveillant général, assistant social, intendant, juriste, psychologue, écrivain public, conseiller...

dans les sessions parlementaires, l'Assemblée est sa résidence principale. Dans les couloirs, où il assure « cinquante pour cent de son travail », il recueille les souhaits des uns, les protestations des autres et les transmet au président de groupe. C'est là encore qu'entre deux séances il s'informe des projets de la majorité et des autres groupes de l'opposition, de l'évolution d'un texte de loi, qu'il « sonde » tel conseiller ministériel sur le dépôt d'un amendement.



Il est entré en politique dans le sillon de Jacques Duhamel et de Joseph Fontanet. Une maîtrise de philo, une licence de droit et de sciences politiques l'ont conduit en 1974 à l'Union centriste, en qualité de chargé d'études. Il a rejoint en 1978 le groupe UDF nouvellement constitué et a été chargé, au printemps 1981, d'assurer son secrétariat général. « Homme de l'ombre » ne signifie pas, pour Gérard Trouvé, « éminence grise ». Des années d'expérience, professionnelle et sans doute personnelle, lui ont appris avant tout le « respect de l' élu ». « Je peux éclairer la décision d'un député, l'accompagner ou le conseiller, mais je ne décide pas à sa place ».

On ne gère certes pas un groupe de quatre-vingt-un membres, comprenant une bonne dizaine d'anciens ministres et un ex-président de la République, comme une colonie de vacances. Il y faut du tact, beaucoup de diplomatie, infiniment de modestie, de patience et de présence. Affecter les bureaux — plus ou moins bien situés dans le Palais-Bourbon — les places dans les commissions, dans les groupes d'amitié, répartir les temps de parole, les interventions lors des séances tant pressées de questions au gouvernement, sont autant de casse-tête que le secrétaire général doit assumer, sous l'autorité du président de groupe. Il lui faudra se souvenir, en temps utile, que tel député n'a pas obtenu en 1988 la commission qu'il souhaitait et qu'il serait bon, en 1989, de la lui accorder ; que tel autre, élu d'une circonscription rurale, tient tout particulièrement à intervenir dans la discussion sur le budget agricole...

Son temps, Gérard Trouvé a appris à ne plus le compter. Pen-

Face à des députés partagés entre leur circonscription et leur bureau parisien, il doit assurer au sein du groupe une permanence logistique. Qu'un bureau ne convienne pas, qu'une information manque, qu'un doute persiste sur la rédaction d'un amendement ou l'utilisation adéquate de tel article du règlement, et c'est lui que l'on appelle. C'est encore lui qui, aux heures tardives de la nuit, fait une entrée discrète au pied de l'hémicycle pour s'assurer de la présence de « ses » députés et du respect des consignes de vote. C'est toujours lui qui, rompu aux techniques parlementaires, suggère en cours de débat une demande de scrutin public ou d'interruption de séance.

Secrétaire général de groupe, est-ce un avenir ? Certains, comme Michel Charasse, l'ont eu glorieux. Gérard Trouvé, lui, confie volontiers qu'il est « désolé » de son métier. Mais quand on vit dans les coulisses de la politique depuis vingt-cinq ans, on doit bien un jour avoir envie de monter à son tour sur la scène. Gérard Trouvé a déjà goûté des planches municipales, de 1983 à 1989, dans la ville communiste de Malakoff, dans la banlieue parisienne. Et à l'Assemblée ? Dans ce drôle de métier de secrétaire général, la promotion interne n'existe pas. Alors, avec la discrétion qui est la sienne, Gérard Trouvé confie dans un sourire : « Je deviendrais bien député ou président de groupe... Mais il y a un fichu concours à l'entrée... ».

PASCALE ROBERT-DIART.

**LE COFFRET DU BICENTENAIRE**

POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.

En carton pelliculé, lavable.

**40F** Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

**LE COFFRET DU BICENTENAIRE**

NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_ LOCALITÉ \_\_\_\_\_ Nbre d'ex. \_\_\_\_\_

PRÉNOM \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_ X 40F = \_\_\_\_\_

Commande et règlement à adresser à : **DIFFUSION BP 1 - LE MONDE BP 212 CLEON 76410**

**HASSAN II DU MAROC : L'IMAGE TÊMÉRAIRE**

Seul ouvrage du continent noir — si l'on excepte deux esclaves d'Afrique australe — le souverain chrétien célèbre son 60<sup>e</sup> anniversaire. Il a engagé son pays sur la voie du développement et de la décentralisation. Michel Jobert, qui connaît bien le roi, dresse un bilan tout en nuances de sa politique.

Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes

en kiosques et en librairies  
78, rue Joffroy — 75017 Paris  
Tél. : 46.22.34.14

le journal mensuel de documentation politique **après-demain**

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

**LES O.N.G.**

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèques) à **APRÈS-DEMAIN**, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

مكتبة الأمل



# Le Monde SANS VISA

On s'habitue à tout, même au tourisme. C'est ce que doivent penser les derniers Pygmées de la grande forêt équatoriale africaine inscrits depuis peu — à la rubrique vie primitive — dans les catalogues de plusieurs agents de voyages. Récits, conseils et mise en garde.



## Pygmées à touristes

par Marc  
Ambroise-Rendu

**T**RAQUER la faune équatoriale sur les talons d'un chasseur pygmée, c'était un rêve secret. Ces petits bonshommes, que l'on dit « hauts d'une coudée », sont fascinants. On les croirait sortis d'une vitrine du Musée de l'homme. Ils sont la vivante réponse à cette éternelle interrogation des préhistoriens : à quoi ressemblaient nos lointains ancêtres du mégalithique qui vivaient à l'ombre humide des grandes forêts européennes ?

Chasseurs, pêcheurs, ramasseurs de végétaux, déterreurs de racines, ayant oublié l'art rupestre, mais ignorant encore l'agriculture et l'élevage, les Pygmées n'ont pour subsister que leur astuce et quelques bouts de bois. Comme il y a neuf mille ans.

Ces égarés de la préhistoire n'en sont pas moins dans l'actualité, car ils donnent aux « civilisés » une superbe leçon d'écologie pratique. Sans rien demander auprès de quiconque, ils parviennent à vivre en harmonie avec l'un des milieux les plus hostiles de la planète : la grande forêt équatoriale. Elle s'étend sur des millions d'hectares, à l'aune de l'Afrique, entre les plages de l'Atlantique et les rives des Grands Lacs. Les six nations adolescentes qui aujourd'hui la partagent n'y exercent qu'une autorité fort théorique.

Ici, les terres et les eaux ne sont point encore départagées. Au-dessus des marécages, quatre étages de végétation se disputent une lumière glauque, dans une atmosphère de hammam. C'est le paradis des poissons, des reptiles et des insectes, mais le gibier est

rare. Les éléphants eux-mêmes y sont devenus nains et méchants.

Par groupes d'une trentaine d'individus, les Pygmées nomades se déplacent dans cet enfer vert. Ayant peu d'enfants, mais ne connaissant ni les guerres, ni les vendettas, leur population paraît en équilibre. Elle atteindrait au maximum soixante-quinze mille personnes. Les groupes changent de canton dès que la nourriture s'y fait rare. Ils abandonnent alors les huttes que les femmes reconstruisent ailleurs, en deux heures. Avec une hotte pour tout bagage, les voilà partis, trotinant sur les pistes ouvertes par les éléphants. Dépourvus d'argent, ils se procurent les lames de leurs hachettes en les troquant contre du gibier. Ils aiment les fêtes, chantent à ravir, pratiquent le *carpe diem* et, malgré leur apparente insouciance, se montrent de parfaits gestionnaires de leur milieu.

Hélas, cet art de vivre est condamné. Les États africains, qui tirent le diable par la queue, souhaitent légitimement exploiter les trésors de leur forêt. A la recherche des bois précieux, les bulldozers avancent. Bien entendu, le gibier s'exile et les Pygmées s'embarquent. Puis, en une nuit, ils boivent leur maigre paic. Leur petit monde est donc en voie de disparition. Pour les curieux, il n'est que temps d'aller les explorer.

### Nuit de rêve à Brazzaville

Voici justement une occasion : un voyage organisé « à la rencontre des Pygmées ». Hommes et femmes, une demi-douzaine de Parisiens sont de la partie. Dilués vaccinés contre la fièvre jaune, bourrés de quinine, bardés d'appareils photos et de magné-

toscopes, ils sont prêts à supporter les fatigues d'une longue approche et l'inconfort d'un séjour que l'on annonce « sportif ». Allons-y.

Onze heures de voyage pour débouler dans un palais de Brazzaville, une nuit de rêve, puis l'agacement d'un avion particulier qui vous largue quelque part au nord du Congo sur une piste en latérite. Un camion-benne charge les « explorateurs » et force sur les chemins forestiers. Ceux-ci rétrécissent au fil des kilomètres, et bientôt le monstre doit tailler sa route à la force du moteur. Fouettés par les lames, accablés par les branches qui dégringolent avec leur chargement de fourmis carnivores, les passagers mettent pied à terre pour dégager les arbres qui encombrant le layon.

Voici l'eau, enfin. Bagages, cartons de vivres, matériel de couchage et voyageurs s'entassent sur d'instables pirogues qui embarquent au moindre roulis. « Trois heures de descente au fil de l'eau, et nous atteignons le village où l'on nous attend pour dîner », annonce le chef de l'expédition, un Français qui vit ici depuis des années. Demain, dès l'aube, nous partirons pour deux jours en forêt, où nous rencontrerons les chasseurs pygmées, et sans doute des éléphants et des gorilles. Bivouac au coin du feu, chants et danses, puis retour au camp de base. Alléchant programme !

Mais la partie de canotage s'avère plus délicate que prévu. Sans cesse, des arbres abattus barrent le courant. Il faut bien les franchir, par en dessous ou par en dessus... Un véritable saccage de chasse aquatique, d'abord amusant, puis préoccupant, lorsque vient la nuit. La croisière, qui se met à rappeler celle d'*African Queen*, continue à la lueur de torches électriques. Soudain, des cris. L'une des pirogues a chaviré

et coulé. Barbotant dans une obscurité totale, deux voyageurs et leurs pagayeurs appellent au secours.

Leur situation est d'autant plus inconfortable que, bordé d'impénétrables marécages, le cours d'eau n'a pas de rives solides. Les naufragés sont finalement recueillis par l'embarcation qui ferme la marche du convoi. Les derniers arrivés ne parviennent à bon port que tard dans la nuit, transis, affamés, ayant perdu quelques objets, dont un appareil photo, dépourvus du moindre vêtement sec, mais heureux de s'en tirer à si bon compte.

### Casseroles et vieux fusils

A la lueur des boîtes de conserve où brûle du gazole, ils font bouillir au ragoût d'antilope. Mais ensuite, ils prêtent peu d'attention aux mélodies de pirogues qui campent à proximité, et s'engouffrent sous leur hutte, et s'endorment sous les moustiquaires humides. Un orage grande an loin. L'aventure africaine...

Le lendemain, plus question de départ en fanfare. Les rescapés demandent grâce, et découvrent la clairière où ils viennent de passer la nuit. Constituée de huttes disparates, encombrée d'impediments et envahie de linge mis à sécher, le village a l'allure d'un campement de bohémiens. Défaillance aussi du côté des Pygmées.

D'abord, ils sont de taille quasiment normale, et constitués comme vous et moi. Ensuite, ils sont vêtus d'oripeaux européens et de bleu-jeans déchirés à la mode de Saint-Germain-des-Près. Enfin, les chasseurs brandissent de vieux fusils manufacturés à Saint-Etienne, tandis que leurs épouses, cigarette au bec, mani-

plent de bien prosaïques casseroles. Comble d'infortune, des milliers d'abeilles s'abattent en vomissant sur tout ce qui est comestible. Elles ne lèveront le siège qu'à la nuit.

La randonnée cynégétique est donc remplacée par une courte promenade dans les environs, avec pique-nique au bord d'un étang, genre bois de Boulogne. A l'exception d'une modeste pintade et d'un couple de singes, à peine entraperçus, les hôtes de ces bois demeurent invisibles. Le soir, les Pygmées donnent sur commande, mais sans rechigner, une sorte de dîner-spectacle. Martelant des tambourins, chantant et dansant,

ils dialoguent avec Bobé, le dieu de la chasse.

Le jour suivant, les villageois font la preuve de leurs talents d'apiculteurs. A une heure de marche du camp, ils ont repéré, on ne sait comment, un essaim caché à dix mètres en l'air, dans le creux d'un arbre. Grimper le long du tronc comme un liard sur un poteau téléphonique, le plus agile de la bande s'ouvre la voie à coups de hache et pille le miel qu'il recueille dans un panier de fortune. La dégustation suit immédiatement la récolte. Demain, l'arbre sera carrément abattu afin de récupérer ce qui reste au fond du nid.

(Lire la suite page 14.)

### MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA

### CLUB SANGHO AGADIR

La liberté à son club

situé dans l'un des plus beaux jardins  
d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

## ESCALES



## Le prix de l'évasion

Facile de déplorer que « dans notre société de consommation le voyage se banalise ». Plus difficile, en revanche, d'éviter les plus écoulés des clichés, style « danseuses souples comme des lianes », « foisonnante Djakarta » ou « pays aux mille visages ». Reste que dans l'univers de l'évasion organisée, ces mots font encore de l'effet. Il est vrai que réunir, dans un itinéraire, les noms de Djakarta, Jogjakarta, Surabaya et, surtout, Bali revient à préparer une potion presque magique. Surtout en boudant le périlleux arrêt à Singapour, paradis du shopping.

Concocté par le voyageur Privilegié à l'intention du Racing Club de France (renseignements et inscriptions au 47-20-04-76), un circuit de 12 jours propose de découvrir, du 7 au 20 août, quelques-uns des « must » de cet archipel de 13 000 îles. Citons le sanctuaire de Prambanan, le temple de Borobudur, l'escalade du volcan Bromo (avec lever de soleil au bord du cratère) et les rizières en terrasses de Bali. Le prix est élevé (27 880 F par personne en chambre double) mais justifié, au dire des organisateurs, par la qualité et le ref-

inement des prestations offertes : transfert en voiture avec chauffeur du domicile parisien à l'aéroport (au départ seulement...), luxueux dossier de voyage, hébergement dans les meilleures chambres d'hôtels de luxe avec accueil privilégié, dîner chez un prince et avalanche de colliers de fleurs. Certains seront sensibles à ces détails, d'autres resteront dubitatifs. D'autant qu'à ce prix on pourrait faire voler ces « privilégiés » en classe affaires. Ce qui est prévu, d'ailleurs, mais pour un supplément de 11 300 F...

## Un toit pour l'été

Les derniers seront les premiers pour l'été, qui fait à ceux qui n'ont pas encore pu réserver un logement pour cet été un traitement de faveur. L'organisme de séjours en locations de vacances renouvelle son opération « prêt à partir à moitié prix » en établissant, chaque lundi, une liste de logements disponibles à partir du samedi suivant pour une semaine et qui sont proposés à moitié prix. Ces logements sélectionnés figurent dans le catalogue. Le choix est vaste, comprenant la plupart des régions touristiques en France, en Espa-

gne, en Italie, en Suisse et en Autriche, au bord de la mer, en montagne et à la campagne.

## Au pays de Lancelot

Vous prenez une des dernières forêts gauloises, la forêt des Andaines et, au cœur de cet océan de verdure de 7 000 hectares, vous disposez, romantiquement, autour d'un lac où se mire un casino d'opéra, une petite station thermale nommée Bagnoles-de-l'Orne-Tessé et qui, grâce aux propriétés de ses eaux, revendique d'être la « capitale des veines ». Il est vrai qu'on se baigne ici depuis le XII<sup>e</sup> siècle et que les cures qu'on y suit (à base de bains et de douches), dans un établissement entièrement rénové, vous font, notamment, une belle jambe. Vous saupoudrez ensuite de romans de la Table Ronde et versez une bonne louche de légende arthurienne. Sur place, on vous propose d'ailleurs un circuit touristique et culturel sur les pas de Lancelot du Lac, héros d'un festival dont les manifestations

se succèdent jusqu'en septembre.

Enfin, pour conser le tout, vous ajoutez une razzia de l'un des plus beaux complexes de l'Ouest de la France, de golf (avec un 9 trous municipal plein de charme, niché dans un vallon à l'anglaise) et d'équitation avec un village du cheval où l'on peut pratiquer toutes les disciplines équestres, attelage (et frissons) compris. Il ne vous reste plus qu'à déguster avec le sourire. Demandez la recette à la Maison de Bagnoles (58, rue Rambuteau, 75003 Paris, tél. : 43-87-74-96) ou à l'office du tourisme local (place de la République, BP 32, 61140 Bagnoles, tél. : 33-37-85-86).

Précisons que ce cocktail bucolique et tonique est servi à 220 km seulement de Paris et à 60 km d'un Mont-Saint-Michel qui mérite toujours le détour. Et qu'il doit sa saveur particulière à un exceptionnel sens de l'accueil dont témoignent, par exemple, la famille Rebutard (au village du cheval), M. Jean-François Lipka (au golf), M. et M<sup>me</sup> Petit (au tennis) et Marie-France et Paul Quinton, propriétaires du Manoir du Lys (tél. : 33-37-80-69), une délicieuse auberge (membres des Relais du silence) nichée dans la forêt, sur la route de Juvigny, à deux pas du golf. Comptez 315 francs par personne, en chambre double et demi-pension.

## Greens basques

Si l'Irlande était mauvaise joueuse, elle demanderait que soit immédiatement rayée de la carte la grève immense et couverte d'écrue que l'on découvre du Centre international d'entraînement au golf d'Ibarriz, à Bidart, au sud de Biarritz. Sompieuse, en effet, cette section de côte basque digne des paysages marins qui ont fait la célébrité de l'Irlande. A couper le souffle (d'autant que le vent est souvent de la partie) des golfeurs qui s'insolent ou se perfectionnent (entrée 50 francs, nombreux stages à partir de 1 750 francs, se

renseigner au 59-23-74-65) dans le plus beau et sophistiqué décor qui soit. Et des autres, aussi, séduits par un endroit où l'on peut déjeuner avec du menu, et sans supplément, l'une des plus belles vues du littoral français.

Pour les golfeurs, il est vrai, la côte basque, avec ses six golfs dans un rayon de 25 km (sans oublier les superbes parcours de Moliets, Hossegor et Seignosse, dans les Landes), a quelques choses de magique.

Permet les nombreux hôtels qui proposent des forfaits golf, citons la Mariola (tél. : 59-47-30-10), à Urrugne (six jours, sans les repas, pour 3 500 francs par personne), l'Atlantique (tél. : 59-42-08-09), à Anglet, où l'on conjugue leçons individuelles de golf et cure de thalasso (7 364 francs par personne pour six jours en pension complète) et l'hôtel du Palais (tél. : 59-24-09-40), pour une cure de charme rétro dans un palace rénové et embelli, avec des forfaits golf de 6 625 à 7 555 francs par personne pour sept nuits en chambre double avec petit déjeuner. A signaler également les forfaits « avion + hôtel + voiture » (et golf) proposés par Visit France, la filiale tourisme d'Air Inter. Pour se renseigner : l'Agence de tourisme du Pays basque (1, rue de Donzac, BP 247, 64108 Bayonne cedex, tél. : 59-59-28-77) et le Comité du tourisme de Biarritz (tél. : 59-24-20-24). Par Minitel : 3615 code Biarritz.

## Culture estivale

Bateau-livre à Palavas et au Cap-d'Agde, café littéraire à Collioure, nuit de flamenco avec Manitas de Plata, chapiteau de l'enfant à Palavas toujours, nuit de l'Image à Camon : du 17 juillet au 1<sup>er</sup> septembre, du Grand-Roi à Port-Bou, deux cent cinquante manifestations culturelles gratuites animeront le littoral du Languedoc-Roussillon. Ce que le ministère de la culture, qui en est responsable, appelle « les Arts au soleil ».



Les deux millions d'estivants attendus cet été dans cette région pourront aussi participer à des festivals et assister aux représentations de troupes itinérantes dans des domaines aussi divers que la musique (classique, rock, jazz et un carillon ambulant de quarante-neuf cloches), la danse, le théâtre, les marionnettes ou le cirque. Pour connaître le détail de ces manifestations ainsi que les lieux et dates des spectacles des troupes itinérantes, appeler le 87-88-18-09 ou, sur place, consulter les syndicats d'initiative.

## Divas italiennes

Rome, Florence, Venise, une trilogie que l'on peut voir et revoir avec un plaisir renouvelé. Dans chacune de ces cités italiennes, Cit Evasion (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 42-66-00-80, et agences de voyages) propose des séjours étonnants - trois nuits pour le prix de deux - la temps de respirer la Dolce Vita et de faire le plein d'émotions esthétiques et culturelles. Les trajets en train ou en avion et un choix d'hôtels élargissent encore l'éventail des prix.

Avec un voyage en train, le séjour dans la Ville éternelle coûte de 1 890 F en hôtel trois étoiles à 2 770 F en hôtel cinq étoiles et, si l'on préfère l'avion, de 2 110 F à 3 190 F, vols inclus. Dans les mêmes conditions, le séjour dans la cité des Médicis coûte de 1 510 F à 1 880 F et de 2 360 F à 2 720 F. Pour la Sérénissime, prévoir de 1 390 F à 2 040 F et de 1 980 F à 2 730 F. Dans chacune de ces trois villes, on peut aussi réserver des nuits supplémentaires.

En ce qui concerne Rome, notons l'existence d'un tarif très spécial avion-hôtel à 1 590 F (hôtels trois étoiles) et 1 890 F (quatre étoiles) avec départ le vendredi et retour le lundi sur vols Alitalia.

**OBJECTIF : MONTAGNES & DESERTS**

VOYAGES - AVENTURES à pied, en 4x4 sous les étoiles

Sahara Kenya Népal Maroc Mali Turquie, etc.

**NOMADE**

100 rue de la République 92115 Paris 92 42 22 22

## Le Monde

### ABONNEMENTS VACANCES

**VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ :** Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

**VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ :** Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (vols normaux)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

**« LE MONDE » ABONNEMENTS**  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES : NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_  
N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_  
PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

## VOYAGE

### Pygmées à touristes

(Suite de la page 13.)

Voici venue l'heure de la chasse. Mais, pour cette activité-là, vitale, les Pygmées refusent d'être accompagnés par un Blanc. Il pourrait avoir « le mauvais œil ». Les voyageurs doivent se rabattre sur une démonstration de construction de hutte. En mangeant puisque nous devons lever le camp dès demain, ces dames font une charpente de perches, puis, en guise de toiles, la couvrent de larges feuilles vernissées.

Le troisième jour de l'expédition est aussi le dernier. Lever dès l'aube. Tout le monde plie bagage, et, en quelques allées et venues de pirogues, passe sur la rive opposée. Pour gagner la route et le canon-bonne, il faut encore franchir ce diable de marécage.

En un instant, les explorateurs prennent la mesure de la jungle. Les seuls points fermes sont les entrelacs de racine rayonnant autour des arbres. D'un « flot » à l'autre, la vase vous attend, dormant sous les feuilles mortes et les touffes d'herbe traitées. Au mieux, on patauge jusqu'aux genoux, au pis, on se retrouve dans la glu jusqu'aux aisselles. La colonne avance au rythme de 500 mètres à l'heure.

Les Blancs, qui ne portent pratiquement rien, s'échinent, et prennent des allures d'égoutiers. Heureusement, les Pygmées sont là. Outre leurs hottes et leurs marmots, ils charrient les encombrants bagages de l'expédition qui arriveront sans la moindre trace de boue. Ce déplacement les enchante, car, au bout de la route,

il y a le bourg des forestiers, les copains, les boutiques et un débit de boissons. Déjà, l'une des femmes rêve tout haut de s'échapper une paire de chaussures. Réponse du mari en dialecte pygmée : « Mais pour quoi faire ? Regarde ces couillons de Blancs, leurs godasses les empêchent de marcher... »

Ceux-ci vont faire tout à l'heure, au sec, le compte des vêtements définitivement

incrutés de boue rougeâtre, des chaussures pourries par plusieurs jours d'humidité et des appareils photo à faire réviser. Le coup de grâce leur est porté dans l'avion léger - et sans toilettes - qui les ramène à Brazza. Une épidémie de « turista ». Chacun songe avec un frisson aux séqueles qui l'attendent peut-être demain : biphazie et autres crises de paludisme. Ce serait cher payer pour une rencontre manquée avec les Pygmées.

Le moment est venu de préciser que la compagnie Pullman, organisatrice du voyage, gère une quarantaine d'hôtels en Afrique. Ceux de Brazza, désertés par les hommes d'affaires à la suite de la crise pétrolière, cherchent de nouveaux clients... On a songé à faire venir des touristes. Que leur proposer de nouveau ? Une aventure avec les Pygmées. Avec les aventures et les risques que comporte toute expédition dans la jungle. Se faire peur, tout en jouant les ethnologues, tel est le dernier ressort du tourisme exotique, Lévi-Strauss coiffant le casque colonial de Savorgnan de Brazza. Déjà plusieurs voyageurs français ont inscrit dans leur catalogue un séjour en forêt équatoriale congolaise. Sans grand succès jusqu'ici. Contre une invasion touristique, les Pygmées et la grande forêt se défendent fort bien, merci.

MARC AMBROISE-RENDU.

## Carnet de route

## ● Y aller

Quatre organismes au moins proposent un voyage au pays des Pygmées.

Airtour Afrique en collaboration avec Pullman International Hotel (dans les agences de voyages) : A la rencontre des Pygmées. Paris, Brazzaville, Pokola, quelques jours dans la région de la rivière Sangha et retour. Guide : Michel Courtois. Groupe de huit personnes maximum. Prix : entre 15 000 et 20 000 F.

Visages du monde (5, rue Jean-du-Bellay, 75004 Paris, tél. : 43-29-63-10) : Aventure chez les Pygmées. Paris, Brazzaville, Ouesso, Kabo, dix jours de randonnée et de bivouac en forêt. Guide : Francis Marion. Groupe maximum : douze personnes. Prix pour 16 jours : 16 900 F.

Flouve du monde (28, rue du Lac, 75015 Paris), tél. : 42-73-06-39) : Proques et Pygmées dans la jungle. Paris, Bengui, descente de l'Oubangui, randonnée pédestre en forêt, taxi-brousse. Accompagnateur : Christophe Santuc. Groupe maximum : neuf personnes. Un départ chaque mois. Prix pour 15 jours : 12 000 F, de juin à décembre 1989.

Jungle Adventure (Jeunes sans frontières, 3, rue Gerbaldi, 83000 Toulon, tél. : 94-62-03-81) : Bivouac en pays Pygmée. Paris, Brazzaville, Ouesso, descente de rivière et randonnée en forêt. 16 jours. Guide : Francis Marion. Prix : 15 800 F. Groupe : dix personnes maximum.

## ● A lire

Le Congo aujourd'hui, de Jean-Claude Klotchkoff. Editions du Jaguar, 1987.

**MARRAKECH**  
**EN**  
**CONCORDE**  
10-12 nov. 1989

Documentation et inscription :

**AIRCOM**

93, rue de Monceau  
75008 Paris  
Tél. : 45-22-86-46  
Tél. : 64-37-80 F

حضانة الأطفال



## Piperades

**L**e mot poivre, on le sait, vient du latin *piper*. Il a donné son nom au poivre doux que les Espagnols nomment *pimentos*, alors que notre piment, lui, vient du latin *pimentum*. Au Pays basque, terre de liaison hispano-française, c'est de ce mot *piper* que l'on a fait *piperade*, un ragout de poivrons doux.

Que le lecteur ne voie pas ici l'étalage d'érudition. Simplement l'explication d'une recette basque qui est fondue de poivrons, tomates, relevée d'oignon et d'ail. Aussi faudrait-il écrire « la piperade », car elle est une en soi. Mais cette fondue (cuisinée à la graisse d'olive ou à l'huile d'olive selon le goût) peut être accompagnée d'œufs, brouillés ou en omelette. Ce qui devrait être précisé sur les cartes. Et plus encore lorsque cette piperade aux œufs brouillés est escortée de tranches de jambon (de Bayonne) poêlées.

Or, le plus souvent, le jambon est présent sans être indiqué sur la carte, surtout hors du Pays basque. Je reviens de Biarritz. Au *Gulf Stream* de Chiberta, la carte précise bien « piperade basquaise et sa tranche de jambon poêlé », tout comme aux *Jardins de l'Océan* (hôtel Régina de Biarritz) et au *Miramar*. Tandis qu'au *Relais de Parme*, plus précisément encore, il est indiqué « piperade aux œufs et jambon ».

Jambon de... Bayonne, bien sûr! Encore faut-il dire que, jusqu'à ces derniers temps, le plus souvent, on retrouvait dans l'assiette une tranche sèche et salée d'un jambon de porc élevé (que l'on me pardonne l'expression) « comme un cochon »!

André Hargous et quelques autres proposent à présent, comme dans les restaurants plus haut cités, un jambon Ibaïona.



Voulu par une petite équipe d'éleveurs et de salaisonniers basques, il provient de porcs de bonne race (large white, notamment), ayant atteint neuf mois au moins et nourris de céréales (orge, blé, maïs). Pesant entre 9 et 11 kilos, ces jambons, travaillés par les « quatre saisons », c'est-à-dire séchés à l'air du pays, portent une médaille à la patte et possèdent une carte d'identité. Celui dégusté au *Relais Miramar*, la carte d'identité en fait foi, provenant de l'élevage de M. Chabagno, salé par M. Mayté Sauveur, avait été abattu le 21 mars 1988.

A Paris, vous dégusterez au gentil *Relais basque* (un oublié du Michelin, négligé par le Guide-Millau aussi) une piperade comme à Macaye. Le couple Sorhondo, né-natif, en ce décor typique (11, rue Saint-Lazare, Paris-9 - tél. : 48-78-29-27).

formés samedi et dimanche) n'a certes pas ici encore les jambons Ibaïona, mais vous vous régalez du gaspacho de Cambo, des chipirons à l'encre, du fromage Ardi Gasna (avec son verre de jerez) avant le... « secret de la chambre d'amour », un dessert qui nous ramène ainsi à Biarritz. J'ajoute que l'on sert ici dès 19 heures, ce qui permet des dînettes avant-spectacle bien agréables.

LA REYNIERE

P.-S. A propos de cuisine basquaise, je puis recommander le petit ouvrage de Michel Berberousse *Cuisine basque d'hier et d'aujourd'hui* (Tiki éditeur, BP 73, Biarritz). Il y a, entre autres, deux recettes de piperade, l'une agrémentée de ventrèche et l'autre de jambon de Bayonne et de petites chipolatas. Toutes deux comportant un morceau de piment fort dont Espelette est, au pays, le berceau.

### Le Vin de paille

C'est dans cette rue que, sortant du Ritz, Max Maupuy s'installa après-guerre avant d'ouvrir *Chez Alain*, rue de Cassellane. Depuis... en dehors de la boulangerie Saint-Philippe, au coin, et d'un indien, rien. Et voici que dans deux petites salles claires Jean-Luc Masfère s'épanouit.

C'est incontestablement un cuisinier qui aime découvrir le parfait des choses et les échanges de saveur. Ses tagliatelles au sabayon de tokyo (d'Alsace, il devrait l'indiquer, le tokyo hongrois ici conviendrait mieux), sa poêlée de champignons sauvages, son saumon frais au fumet de crustacés, sa papillote de truite rose en infusion de citronnelle, la noix d'entrecôte grillée « retour du Médoc » et un lapereau désséché aux quiches et à l'ail doux en chemise sont de qualité.

Peut-être aimeraient-on des portions un peu plus « solides » eu égard aux prix, et faire soi-même son choix des fromages de saison. Mais les desserts (le flottant au caramel blond, marqués chocolat amer saucé au thé de Chine, glace au parfum d'œillet et rhubarbe confite) sont originaux. Le service de Guy et Alain a un côté bon-enfant-distingué agréable. La carte des vins devra s'efforcer, et l'addition atteint 300 F.

● **LE VIN DE PAILLE**, 3, rue du Commandant-Rivière, 75008 Paris. Tél. : 43-59-22-85. Fermé samedi et dimanche. Ouvert en août. CB - DC. Chiens acceptés.

### La Fontaine d'Auteuil

Mai à l'aise dans sa trop petite maison de la rue du Cherche-Midi, Xavier Grégoire n'a pas cherché 14 heures pour s'installer au village d'Auteuil, dans un gentil cadre de discrète élégance où les gourmets avisés viendront vite se régaler de plats originaux sans être nouveaux. Tels ce gâteau de sardines au caviar d'aubergine (68 F), la poêlée de tagliatelles à la chair de tourteau (82 F), le saint-pierre au riz basmati et herbes fraîches (120 F), la pièce du boucher à la moelle et au vin de Graves (82 F), etc.

Bons fromages signés du fromager Cuatrecasas et succulents desserts, dont un feuilleté à la crème aux grappes et un gratin d'ananas au beurre d'oranges. Aux dîners, un menu « affaires » (choix de deux plats, fromages et dessert) à 160 F. A la carte, compter 250-300 F avec, par exemple, un parfait côtes-du-rhône de chez Guigal.

● **LA FONTAINE D'AUTEUIL**, 36 bis, rue La Fontaine, 75016 Paris. Tél. : 42-89-04-47. Fermé samedi midi et dimanche. Salon 15-20 couverts. CB - DC. Chiens acceptés.

### Alain Raye

Mai à l'aise, lui aussi, qui nous venait de Savoie, dans le moule parisien, ce timide, très bon et modeste cuisinier se fait petit à petit une place méritée. Même si Michelin semble ignorer qu'une étoile lui conviendrait parfaitement. Originalité des mets, recherche séduisante des saveurs comme dans ce gâteau de grenouilles aux pommes de terre et à l'ail. Si à la carte on peut compter 400 F, le menu, midi et soir, comportant un choix de cinq entrées, autant de plats, fromage et desserts (à 205 F) est remarquable.

Les amuse-bouche sont plaisants, les six sortes de pain maison donnent appétit, le beurre vient de la coopérative d'Echirolles (Isère), ce qui est bien... et rare! Enfin, une jeune sommelière, Véronique Perrin, vous conseillera utilement entre les vieux millésimes de la carte (hors de prix, on l'imagine) et des vins agréables comme le prieuré saint-jean-de-bébian 1988 à 130 F. A noter que la maison sera ouverte en août.

● **ALAIN RAYE**, 49, rue du Colisée, 75008 Paris. Tél. : 42-25-66-76. Fermé samedi midi et dimanche. Salon : 8-12 couverts. AE - DC - CB. Chiens acceptés.

### Le Saint-Vincent

Depuis que j'ai ici signalé la reprise de ce café-tabac par Pierre Cambin, le tabac a été supprimé, le comptoir harmonisé pour permettre aux amateurs de déguster au verre, notamment les beaujolais (y compris le dixième cru nouveau, le Régné).

Et dans cette série de salles claires agréables, on se régale de la salade de quous de bœuf (26 F) d'une andouillette ou du tablier de sapeur lyonnais, du coq au fleurie, d'un hachis Parmentier, d'une brochette d'onglet sauce moutarde, de spars ribs, tous plats entre 60 et 70 F, avec en entrée le matafen savoyard (32 F), un jambon Serrano d'Espagne (35 F) et aussi un casoulet (70 F) et un méchoui d'épaule d'agneau aux pommes boulangères (75 F). Vin de pays à moins de 100 F. Une adresse « sympa »!

● **LE SAINT-VINCENT**, 26, rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris. Tél. : 47-34-14-94. Ouvert en août. Fermé dimanche. Parking : 1, rue Cambon.

### Le Bistrot de l'Etoile

C'est l'ancien Santansy, repris par Guy Savoy qui avait déjà, en face de sa glorieuse maison de la rue Troyon, un *Bistrot de l'Etoile* numéro un. Il a ici délégué ses pou-

voirs à Bruno Gandarnes, excellent second et qui sait mûrner la cuisine adéquate : des œufs durs farcis tapenade à la salade de petits gris pommes de terre, de la morue crème d'ail au pied de porc confit, d'une bouillabaisse de volaille à la langue d'agneau aux ravioles.

Le pot de cépage merlot est à 50 F, et les vins comme les plats conduisent à des additions de 200-250 F pour peu que l'on soit mis en bonne humeur et bon appétit par l'ambiance maison.

● **LE BISTROT DE L'ÉTOILE**, 75, avenue Niel, 75017 Paris. Tél. : 42-27-88-44. Fermé samedi midi et dimanche. CB.

### L'Aiguière

J'ai signalé il y a quelques mois l'arrivée (et la persée) ici de Patrick Massatini. La neuve carte fait appel à Massatini (*Le Cuisinier Royal et Bourgeois*), avec notamment la poularde à la Sainte-Maneould (deux fautes d'orthographe sur la carte à cette occasion!). Le menu « affaires » (deux plats, fromage ET dessert) du déjeuner reste à 155 F.

Et, tout juillet, exposition d'automates et limonaires.

● **L'AIGUIÈRE**, 37 bis, rue de Montreuil, 75011 Paris. Tél. : 43-72-42-32. Fermé samedi midi et dimanche. Ouvert en août. CB - AE - DC.

## Aux quatre coins de France

### Vins et alcools

**CHAMPAGNE Dir. de ptté**, élevé en foudre de chêne, amoncelé, pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : RÉDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à R.M. DUBOIS P. & F. (C), « Les Alambics », VENTEUIL, 91280 EPERNAY. 26-58-48-37.

**GRANDS VINS DE JURANÇON CHATEAU DE ROUSSE**, Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux. J. LABAT-LAFONDETTE, 64118 JURANÇON. Tarif sur demande.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Aquitaine

**ENTRE MER ET MÉDOC**  
**HOTEL RESTAURANT \*\*\*\***  
Parc forestier 2 ha. Piscine, tennis, parcouru santé, piste cyclable, prox. golf. 1/2 pension 260 F.  
**LES ARDILLIÈRES**, 33100 SALAUNES. Tél. 56-56-56-56.

#### Côte d'Azur

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*\*  
Hôtel de charme près mer, cuisine, grand confort.  
**50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS**  
**TV COULEUR PAR SATELLITES**  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Buge, 06000 NICE. Tél. 93-47-42-56 - Tél. 478-418. Télécopie 93-16-17-99.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Buge, 06000 NICE. Tél. 93-48-39-40.  
Piscine, centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur.  
téléphone direct, minibar.

#### Montagne

**05350 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Village XVIII<sup>e</sup> s. Plus haute comm. d'Europe, 2040 m. Randon. pédestre.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Tennis, billard. Chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.

#### Paris

**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. T8. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

#### Grande-Bretagne

**68 - QUEENSGATE**  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-378-4111. Tél. 916228.  
Télécopie 19-44-1-378-4576.  
Hôtel moderne et accueillant.  
Près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.

#### Italie

**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES \*\*\*  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-43-721.  
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

**VÉRONE**  
**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Delle Case, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193945/56-90-22  
Fax : 193945/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

## TOURISME

**ÉTÉ 1989**  
**SÉJOURS ENFANTS A LA MONTAGNE**  
(après l'été et Sports)  
Haut-Doubs. Alt. 900 M.  
TGV 3 heures de PARIS  
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5 à 14 ans) dans ambiance très familiale dans ancienne ferme XVII<sup>e</sup> siècle, confortablement restaurée, au milieu des pâturages et des forêts. Accueil limité à 15 enfants. Activités proposées : tennis, pouxy, jeux collectifs, découverte des fleurs, milieu rural, peinture sur bois, fabrication du pain...  
Prix : 1 650 F par semaine/enfant.  
Tél. (03) 81-38-12-81.  
**LE CRÉT L'AGNEAU**  
25650 MONTRENOT

1939/1940

## L'ANNÉE TERRIBLE

L'HISTOIRE DE DE TRAGIQUE L'EFFONDREMENT LA FRANCE

par Jean-Pierre AZEMA



Chaque jour, pendant tout l'été, le Monde raconte la drôle de guerre et l'Occupation : la déclaration de guerre, les premiers affrontements, les Allemands à Paris, l'exode, l'appel du 18 juin, Pétain et le gouvernement de Vichy, les juifs hors la loi, la collaboration avec l'occupant.

Le Monde

A PARTIR DU LUNDI 17 JUILLET (NUMÉRO DATÉ MARDI 18)  
CHAQUE JOUR DANS LE MONDE

## JEUX

## échecs

N° 1341

## UNE PAIRE DE FOUS

(Championnat d'URSS, Tbilissi, 1988)  
Blancs : CHIROV  
Noirs : ANKOPIAN  
Défense Grünfeld

1. e4 c5 2. e5 d5 3. e6 f5 4. e7 f6 5. e8 f7 6. e9 f8 7. e10 f9 8. e11 f10 9. e12 f11 10. e13 f12 11. e14 f13 12. e15 f14 13. e16 f15 14. e17 f16 15. e18 f17 16. e19 f18 17. e20 f19 18. e21 f20 19. e22 f21 20. e23 f22 21. e24 f23 22. e25 f24 23. e26 f25 24. e27 f26 25. e28 f27 26. e29 f28 27. e30 f29 28. e31 f30 29. e32 f31 30. e33 f32 31. e34 f33 32. e35 f34 33. e36 f35 34. e37 f36 35. e38 f37 36. e39 f38 37. e40 f39 38. e41 f40 39. e42 f41 40. e43 f42 41. e44 f43 42. e45 f44 43. e46 f45 44. e47 f46 45. e48 f47 46. e49 f48 47. e50 f49 48. e51 f50 49. e52 f51 50. e53 f52 51. e54 f53 52. e55 f54 53. e56 f55 54. e57 f56 55. e58 f57 56. e59 f58 57. e60 f59 58. e61 f60 59. e62 f61 60. e63 f62 61. e64 f63 62. e65 f64 63. e66 f65 64. e67 f66 65. e68 f67 66. e69 f68 67. e70 f69 68. e71 f70 69. e72 f71 70. e73 f72 71. e74 f73 72. e75 f74 73. e76 f75 74. e77 f76 75. e78 f77 76. e79 f78 77. e80 f79 78. e81 f80 79. e82 f81 80. e83 f82 81. e84 f83 82. e85 f84 83. e86 f85 84. e87 f86 85. e88 f87 86. e89 f88 87. e90 f89 88. e91 f90 89. e92 f91 90. e93 f92 91. e94 f93 92. e95 f94 93. e96 f95 94. e97 f96 95. e98 f97 96. e99 f98 97. e100 f99 98. e101 f100 99. e102 f101 100. e103 f102 101. e104 f103 102. e105 f104 103. e106 f105 104. e107 f106 105. e108 f107 106. e109 f108 107. e110 f109 108. e111 f110 109. e112 f111 110. e113 f112 111. e114 f113 112. e115 f114 113. e116 f115 114. e117 f116 115. e118 f117 116. e119 f118 117. e120 f119 118. e121 f120 119. e122 f121 120. e123 f122 121. e124 f123 122. e125 f124 123. e126 f125 124. e127 f126 125. e128 f127 126. e129 f128 127. e130 f129 128. e131 f130 129. e132 f131 130. e133 f132 131. e134 f133 132. e135 f134 133. e136 f135 134. e137 f136 135. e138 f137 136. e139 f138 137. e140 f139 138. e141 f140 139. e142 f141 140. e143 f142 141. e144 f143 142. e145 f144 143. e146 f145 144. e147 f146 145. e148 f147 146. e149 f148 147. e150 f149 148. e151 f150 149. e152 f151 150. e153 f152 151. e154 f153 152. e155 f154 153. e156 f155 154. e157 f156 155. e158 f157 156. e159 f158 157. e160 f159 158. e161 f160 159. e162 f161 160. e163 f162 161. e164 f163 162. e165 f164 163. e166 f165 164. e167 f166 165. e168 f167 166. e169 f168 167. e170 f169 168. e171 f170 169. e172 f171 170. e173 f172 171. e174 f173 172. e175 f174 173. e176 f175 174. e177 f176 175. e178 f177 176. e179 f178 177. e180 f179 178. e181 f180 179. e182 f181 180. e183 f182 181. e184 f183 182. e185 f184 183. e186 f185 184. e187 f186 185. e188 f187 186. e189 f188 187. e190 f189 188. e191 f190 189. e192 f191 190. e193 f192 191. e194 f193 192. e195 f194 193. e196 f195 194. e197 f196 195. e198 f197 196. e199 f198 197. e200 f199 198. e201 f200 199. e202 f201 200. e203 f202 201. e204 f203 202. e205 f204 203. e206 f205 204. e207 f206 205. e208 f207 206. e209 f208 207. e210 f209 208. e211 f210 209. e212 f211 210. e213 f212 211. e214 f213 212. e215 f214 213. e216 f215 214. e217 f216 215. e218 f217 216. e219 f218 217. e220 f219 218. e221 f220 219. e222 f221 220. e223 f222 221. e224 f223 222. e225 f224 223. e226 f225 224. e227 f226 225. e228 f227 226. e229 f228 227. e230 f229 228. e231 f230 229. e232 f231 230. e233 f232 231. e234 f233 232. e235 f234 233. e236 f235 234. e237 f236 235. e238 f237 236. e239 f238 237. e240 f239 238. e241 f240 239. e242 f241 240. e243 f242 241. e244 f243 242. e245 f244 243. e246 f245 244. e247 f246 245. e248 f247 246. e249 f248 247. e250 f249 248. e251 f250 249. e252 f251 250. e253 f252 251. e254 f253 252. e255 f254 253. e256 f255 254. e257 f256 255. e258 f257 256. e259 f258 257. e260 f259 258. e261 f260 259. e262 f261 260. e263 f262 261. e264 f263 262. e265 f264 263. e266 f265 264. e267 f266 265. e268 f267 266. e269 f268 267. e270 f269 268. e271 f270 269. e272 f271 270. e273 f272 271. e274 f273 272. e275 f274 273. e276 f275 274. e277 f276 275. e278 f277 276. e279 f278 277. e280 f279 278. e281 f280 279. e282 f281 280. e283 f282 281. e284 f283 282. e285 f284 283. e286 f285 284. e287 f286 285. e288 f287 286. e289 f288 287. e290 f289 288. e291 f290 289. e292 f291 290. e293 f292 291. e294 f293 292. e295 f294 293. e296 f295 294. e297 f296 295. e298 f297 296. e299 f298 297. e300 f299 298. e301 f300 299. e302 f301 300. e303 f302 301. e304 f303 302. e305 f304 303. e306 f305 304. e307 f306 305. e308 f307 306. e309 f308 307. e310 f309 308. e311 f310 309. e312 f311 310. e313 f312 311. e314 f313 312. e315 f314 313. e316 f315 314. e317 f316 315. e318 f317 316. e319 f318 317. e320 f319 318. e321 f320 319. e322 f321 320. e323 f322 321. e324 f323 322. e325 f324 323. e326 f325 324. e327 f326 325. e328 f327 326. e329 f328 327. e330 f329 328. e331 f330 329. e332 f331 330. e333 f332 331. e334 f333 332. e335 f334 333. e336 f335 334. e337 f336 335. e338 f337 336. e339 f338 337. e340 f339 338. e341 f340 339. e342 f341 340. e343 f342 341. e344 f343 342. e345 f344 343. e346 f345 344. e347 f346 345. e348 f347 346. e349 f348 347. e350 f349 348. e351 f350 349. e352 f351 350. e353 f352 351. e354 f353 352. e355 f354 353. e356 f355 354. e357 f356 355. e358 f357 356. e359 f358 357. e360 f359 358. e361 f360 359. e362 f361 360. e363 f362 361. e364 f363 362. e365 f364 363. e366 f365 364. e367 f366 365. e368 f367 366. e369 f368 367. e370 f369 368. e371 f370 369. e372 f371 370. e373 f372 371. e374 f373 372. e375 f374 373. e376 f375 374. e377 f376 375. e378 f377 376. e379 f378 377. e380 f379 378. e381 f380 379. e382 f381 380. e383 f382 381. e384 f383 382. e385 f384 383. e386 f385 384. e387 f386 385. e388 f387 386. e389 f388 387. e390 f389 388. e391 f390 389. e392 f391 390. e393 f392 391. e394 f393 392. e395 f394 393. e396 f395 394. e397 f396 395. e398 f397 396. e399 f398 397. e400 f399 398. e401 f400 399. e402 f401 400. e403 f402 401. e404 f403 402. e405 f404 403. e406 f405 404. e407 f406 405. e408 f407 406. e409 f408 407. e410 f409 408. e411 f410 409. e412 f411 410. e413 f412 411. e414 f413 412. e415 f414 413. e416 f415 414. e417 f416 415. e418 f417 416. e419 f418 417. e420 f419 418. e421 f420 419. e422 f421 420. e423 f422 421. e424 f423 422. e425 f424 423. e426 f425 424. e427 f426 425. e428 f427 426. e429 f428 427. e430 f429 428. e431 f430 429. e432 f431 430. e433 f432 431. e434 f433 432. e435 f434 433. e436 f435 434. e437 f436 435. e438 f437 436. e439 f438 437. e440 f439 438. e441 f440 439. e442 f441 440. e443 f442 441. e444 f443 442. e445 f444 443. e446 f445 444. e447 f446 445. e448 f447 446. e449 f448 447. e450 f449 448. e451 f450 449. e452 f451 450. e453 f452 451. e454 f453 452. e455 f454 453. e456 f455 454. e457 f456 455. e458 f457 456. e459 f458 457. e460 f459 458. e461 f460 459. e462 f461 460. e463 f462 461. e464 f463 462. e465 f464 463. e466 f465 464. e467 f466 465. e468 f467 466. e469 f468 467. e470 f469 468. e471 f470 469. e472 f471 470. e473 f472 471. e474 f473 472. e475 f474 473. e476 f475 474. e477 f476 475. e478 f477 476. e479 f478 477. e480 f479 478. e481 f480 479. e482 f481 480. e483 f482 481. e484 f483 482. e485 f484 483. e486 f485 484. e487 f486 485. e488 f487 486. e489 f488 487. e490 f489 488. e491 f490 489. e492 f491 490. e493 f492 491. e494 f493 492. e495 f494 493. e496 f495 494. e497 f496 495. e498 f497 496. e499 f498 497. e500 f499 498. e501 f500 499. e502 f501 500. e503 f502 501. e504 f503 502. e505 f504 503. e506 f505 504. e507 f506 505. e508 f507 506. e509 f508 507. e510 f509 508. e511 f510 509. e512 f511 510. e513 f512 511. e514 f513 512. e515 f514 513. e516 f515 514. e517 f516 515. e518 f517 516. e519 f518 517. e520 f519 518. e521 f520 519. e522 f521 520. e523 f522 521. e524 f523 522. e525 f524 523. e526 f525 524. e527 f526 525. e528 f527 526. e529 f528 527. e530 f529 528. e531 f530 529. e532 f531 530. e533 f532 531. e534 f533 532. e535 f534 533. e536 f535 534. e537 f536 535. e538 f537 536. e539 f538 537. e540 f539 538. e541 f540 539. e542 f541 540. e543 f542 541. e544 f543 542. e545 f544 543. e546 f545 544. e547 f546 545. e548 f547 546. e549 f548 547. e550 f549 548. e551 f550 549. e552 f551 550. e553 f552 551. e554 f553 552. e555 f554 553. e556 f555 554. e557 f556 555. e558 f557 556. e559 f558 557. e560 f559 558. e561 f560 559. e562 f561 560. e563 f562 561. e564 f563 562. e565 f564 563. e566 f565 564. e567 f566 565. e568 f567 566. e569 f568 567. e570 f569 568. e571 f570 569. e572 f571 570. e573 f572 571. e574 f573 572. e575 f574 573. e576 f575 574. e577 f576 575. e578 f577 576. e579 f578 577. e580 f579 578. e581 f580 579. e582 f581 580. e583 f582 581. e584 f583 582. e585 f584 583. e586 f585 584. e587 f586 585. e588 f587 586. e589 f588 587. e590 f589 588. e591 f590 589. e592 f591 590. e593 f592 591. e594 f593 592. e595 f594 593. e596 f595 594. e597 f596 595. e598 f597 596. e599 f598 597. e600 f599 598. e601 f600 599. e602 f601 600. e603 f602 601. e604 f603 602. e605 f604 603. e606 f605 604. e607 f606 605. e608 f607 606. e609 f608 607. e610 f609 608. e611 f610 609. e612 f611 610. e613 f612 611. e614 f613 612. e615 f614 613. e616 f615 614. e617 f616 615. e618 f617 616. e619 f618 617. e620 f619 618. e621 f620 619. e622 f621 620. e623 f622 621. e624 f623 622. e625 f624 623. e626 f625 624. e627 f626 625. e628 f627 626. e629 f628 627. e630 f629 628. e631 f630 629. e632 f631 630. e633 f632 631. e634 f633 632. e635 f634 633. e636 f635 634. e637 f636 635. e638 f637 636. e639 f638 637. e640 f639 638. e641 f640 639. e642 f641 640. e643 f642 641. e644 f643 642. e645 f644 643. e646 f645 644. e647 f646 645. e648 f647 646. e649 f648 647. e650 f649 648. e651 f650 649. e652 f651 650. e653 f652 651. e654 f653 652. e655 f654 653. e656 f655 654. e657 f656 655. e658 f657 656. e659 f658 657. e660 f659 658. e661 f660 659. e662 f661 660. e663 f662 661. e664 f663 662. e665 f664 663. e666 f665 664. e667 f666 665. e668 f667 666. e669 f668 667. e670 f669 668. e671 f670 669. e672 f671 670. e673 f672 671. e674 f673 672. e675 f674 673. e676 f675 674. e677 f676 675. e678 f677 676. e679 f678 677. e680 f679 678. e681 f680 679. e682 f681 680. e683 f682 681. e684 f683 682. e685 f684 683. e686 f685 684. e687 f686 685. e688 f687 686. e689 f688 687. e690 f689 688. e691 f690 689. e692 f691 690. e693 f692 691. e694 f693 692. e695 f694 693. e696 f695 694. e697 f696 695. e698 f697 696. e699 f698 697. e700 f699 698. e701 f700 699. e702 f701 700. e703 f702 701. e704 f703 702. e705 f704 703. e706 f705 704. e707 f706 705. e708 f707 706. e709 f708 707. e710 f709 708. e711 f710 709. e712 f711 710. e713 f712 711. e714 f713 712. e715 f714 713. e716 f715 714. e717 f716 715. e718 f717 716. e719 f718 717. e720 f719 718. e721 f720 719. e722 f721 720. e723 f722 721. e724 f723 722. e725 f724 723. e726 f725 724. e727 f726 725. e728 f727 726. e729 f728 727. e730 f729 728. e731 f730 729. e732 f731 730. e733 f732 731. e734 f733 732. e735 f734 733. e736 f735 734. e737 f736 735. e738 f737 736. e739 f738 737. e740 f739 738. e741 f740 739. e742 f741 740. e743 f742 741. e744 f743 742. e745 f744 743. e746 f745 744. e747 f746 745. e748 f747 746. e749 f748 747. e750 f749 748. e751 f750 749. e752 f751 750. e753 f752 751. e754 f753 752. e755 f754 753. e756 f755 754. e757 f756 755. e758 f757 756. e759 f758 757. e760 f759 758. e761 f760 759. e762 f761 760. e763 f762 761. e764 f763 762. e765 f764 763. e766 f765 764. e767 f766 765. e768 f767 766. e769 f768 767. e770 f769 768. e771 f770 769. e772 f771 770. e773 f772 771. e774 f773 772. e775 f774 773. e776 f775 774. e777 f776 775. e778 f777 776. e779 f778 777. e780 f779 778. e781 f780 779. e782 f781 780. e783 f782 781. e784 f783 782. e785 f784 783. e786 f785 784. e787 f786 785. e788 f787 786. e789 f788 787. e790 f789 788. e791 f790 789. e792 f791 790. e793 f792 791. e794 f793 792. e795 f794 793. e796 f795 794. e797 f796 795. e798 f797 796. e799 f798 797. e800 f799 798. e801 f800 799. e802 f801 800. e803 f802 801. e804 f803 802. e805 f804 803. e806 f805 804. e807 f806 805. e808 f807 806. e809 f808 807. e810 f809 808. e811 f810 809. e812 f811 810. e813 f812 811. e814 f813 812. e815 f814 813. e816 f815 814. e817 f816 815. e818 f817 816. e819 f818 817. e820 f819 818. e821 f820 819. e822 f821 820. e823 f822 821. e824 f823 822. e825 f824 823. e826 f825 824. e827 f826 825. e828 f827 826. e829 f828 827. e830 f829 828. e831 f830 829. e832 f831 830. e833 f832 831. e834 f833 832. e835 f834 833. e836 f835 834. e837 f836 835. e838 f837 836. e839 f838 837. e840 f839 838. e841 f840 839. e842 f841 840. e843 f842 841. e844 f843 842. e845 f844 843. e846 f845 844. e847 f846 845. e848 f847 846. e849 f848 847. e850 f849 848. e851 f850 849. e852 f851 850. e853 f852 851. e854 f853 852. e855 f854 853. e856 f855 854. e857 f856 855. e858 f857 856. e859 f858 857. e860 f859 858. e861 f860 859. e862 f861 860. e863 f862 861. e864 f863 862. e865 f864 863. e866 f865 864. e867 f866 865. e868 f867 866. e869 f868 867. e870 f869 868. e871 f870 869. e872 f871 870. e873 f872 871. e874 f873 872. e875 f874 873. e876 f875 874. e877 f876 875. e878 f877 876. e879 f878 877. e880 f879 878. e881 f880 879. e882 f881 880. e883 f882 881. e884 f883 882. e885 f884 883. e886 f885 884. e887 f886 885. e888 f887 886. e889 f888 887. e890 f889 888. e891 f890 889. e892 f891 890. e893 f892 891. e894 f893 892. e895 f894 893. e896 f895 894. e897 f896 895. e898 f897 896. e899 f898 897. e900 f899 898. e901 f900 899. e902 f901 900. e903 f902 901. e904 f903 902. e905 f904 903. e906 f905 904. e907 f906 905. e908 f907 906. e909 f908 907. e910 f909 908. e911 f910 909. e912 f911 910. e913 f912 911. e914 f913 912. e915 f914 913. e916 f915 914. e917 f916 915. e918 f917 916. e919 f918 917. e920 f919 918. e921 f920 919. e922 f921 920. e923 f922 921. e924 f923 922. e925 f924 923. e926 f925 924. e927 f926 925. e928 f927 926. e929 f928 927. e930 f929 928. e931 f930 929. e932 f931 930. e933 f932 931. e934 f933 932. e935 f934 933. e936 f935 934. e937 f936 935. e938 f937 936. e939 f938 937. e940 f939 938. e941 f940 939. e942 f941 940. e943 f942 941. e944 f943 942. e945 f944 943. e946 f945 944. e947 f946 945. e948 f947 946. e949 f948 947. e950 f949 948. e951 f950 949. e952 f951 950. e953 f952 951. e954 f953 952. e955 f954 953. e956 f955 954. e957



Après avoir confié son secrétariat général à une femme

## Le Conseil de l'Europe s'interroge sur les moyens de favoriser l'égalité entre les sexes

Les ministres chargés des questions d'égalité entre les hommes et les femmes des vingt-trois pays membres du Conseil de l'Europe (1) se sont réunis les 4 et 5 juillet à Vienne (Autriche). Dans une résolution, ils invitent les gouvernements à créer « les conditions qui permettent aux femmes et aux hommes de concilier

leur vie professionnelle et leur vie privée », en adoptant notamment des mesures touchant les licenciements et les conditions de travail, les congés parentaux (qui doivent être accessibles aux deux parents), l'amélioration des services d'accueil des enfants et « une meilleure égalité sur les salaires, les pensions, la protection

sociale et les soins de santé ». Les ministres recommandent également, aux pays qui n'en disposent pas, de mettre en place des structures permettant de définir et d'appliquer des politiques égalitaires et, aux autres pays, de veiller à la « mise en pratique » des dispositions législatives existantes.

La technique laisse rêveuse, M<sup>me</sup> Michèle Aubert, secrétaire d'Etat française chargée des droits des femmes. Elle ne croit pas que ces comparaisons soient utiles à des méthodes aussi diverses, mais compte sur la force d'exemple que représente l'administration. « C'est dans ce domaine, dit-elle, que nos efforts doivent se porter. Il est anormal qu'il y ait si peu de femmes préfets, sous-préfets, ou présidentes d'université. (...) D'autre part, est-ce que les femmes continueront de voter continuellement pour des partis qui se moquent d'elles ? Regarder à quel point elles ont reporté leurs voix sur la liste des Verts aux européennes. »

Invitée à intervenir sur le thème ambitieux de « la conciliation de la vie professionnelle, de la vie privée et des responsabilités familiales et parentales », M<sup>me</sup> Aubert a souligné la nécessité que soit « reconnu à la paternité et à la maternité un rôle social comme on

VIENNE  
de notre envoyé spécial

« C'est la première fois en quarante ans que le Conseil de l'Europe confie à une femme la fonction de secrétaire général. Pendant la durée de son mandat, j'aurai à cœur de faire avancer la cause des femmes. Je ne suis pas encore connue, mais le principe ne souffre aucune discussion. » A peine installée (elle a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> juin), M<sup>me</sup> Catherine Lalumière veut « parler un langage direct » tout en faisant preuve d'imagination, sinon d'audace. Si la reconnaissance sociale et économique du travail des femmes n'est pas un problème, constate-t-elle, les inégalités subsistent, notamment aux postes de responsabilité. Ce phénomène est net dans le secteur économique, encore plus dans la politique.

« Les principaux retards proviennent des archaïsmes des mentalités et des mœurs », remarque M<sup>me</sup> Lalumière. Les structures et les lois dont se dotent lentement les Etats pour parvenir à l'égalité entre hommes et femmes ne suffisent pas. Certains ont recours aux sanctions, « mais ce n'est pas facile de trouver des sanctions efficaces ». Faut-il que le bâton ne vaut-il pas mieux prendre des mesures incitatives ?

Actuellement, au Conseil de l'Europe, le thème de l'égalité des sexes est traité par un comité ad hoc. « Faut-il en faire un comité directeur tout en sachant que la encore les pouvoirs sont limités ? » a demandé M<sup>me</sup> Lalumière. Faut-il, comme certains le souhaitent, rattaché l'égalité entre les hommes et les femmes au grand secteur des droits humains ? De même, quelle force doivent avoir les textes élaborés ? « Souhaitiez-vous vous en tenir à des recommandations et à des résolutions dont la force juridique est faible ou bien voulez-vous vous diriger vers une convention ? »

Conclure par une résolution trop timide et trop générale, cette conférence a mis en relief les disparités existantes entre les Etats. Certains possèdent déjà un large arsenal de lois et ont mis en place des structures importantes en faveur de l'égalité des hommes et des femmes.

D'autres, comme la Turquie, s'ouvrent depuis peu à ce problème. Mais le but de telles réunions n'est-il pas, comme le souligne le ministre norvégien de la consommation, M<sup>me</sup> Oddrun Pettersen, de créer un effet d'entraînement entre les pays ? Encore faut-il que ceux qui bénéficient d'une longueur d'avance y trouvent leur compte. Tout en sachant qu'il n'y a pas de recette, des représentants du Danemark et de la Belgique, par exemple, auraient souhaité des échanges plus denses.

Au Danemark comme en Norvège les femmes ont, semble-t-il, fortement ébranlé le bastion masculin du monde politique. « Merci aux quotas », dit M<sup>me</sup> Pettersen. Nous avons réussi à imposer qu'il n'y ait pas moins de 40 % de femmes dans les représentations politiques, mais aussi dans l'administration : nous ne croyons pas avec des quotas progressifs. Nous avons voulu tout de suite frapper un grand coup. Apparemment, cela marche.

REPÈRES

### Education

Pas assez d'admis au CAPES

Le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES) a annoncé mercredi 12 juillet, résultats à l'appel, que tous les postes ouverts aux concours 1989 du CAPES ne seraient pas pourvus. 8 471 postes ont été ouverts, contre 8 050 l'année précédente et, dans les disciplines dont les résultats sont déjà connus, 2 416 postes restent vacants. Si les lettres classiques, l'allemand, la philosophie ou les sciences naturelles font le plein, il n'en va pas de même pour toutes les matières. Ainsi seuls 245 candidats ont été admis pour 488 postes en espagnol, 708 pour 1 060 postes en lettres modernes, 1 111 pour 1 343 postes en mathématiques et 633 repus pour 1 343 postes en physique-chimie.

### Aid el Kébir

5 000 moutons à Marseille

Dans les anciens abattoirs de Marseille ouverts pour la circonstance, les musulmans du sud de la France ont égorgé 5 000 moutons à l'occasion de la fête de l'Aid el Kébir, jeudi 13 juillet. Les services vétérinaires avaient fait savoir que cette année l'abattage rituel serait réprimé s'il se faisait en dehors d'un établissement agréé. Mais, en contrepartie, M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, avait ordonné la remise en service des anciens abattoirs de Saint-Louis. Ainsi, les musulmans ont-ils pu se conformer à leur coutume tout en respectant les règles d'hygiène établies par la législation française. « Chacun sa liberté, chacun ses croyances, chacun ses racines », a dit M. Vigouroux. L'essentiel est que

cela se passe dans la paix et dans la joie.

### Environnement

Des crédits pour l'épuration du Pô

L'équivalent de 260 millions de francs pour construire enfin des stations d'épuration dans le bassin du Pô : il a fallu une véritable marée brute envahissant les plages de l'Adriatique et chassant les baigneurs (le Monde du 14 juillet) pour que le gouvernement italien se décide à faire voter ces crédits par le parlement, jeudi 13 juillet. La veille, le ministre de la santé avait recommandé aux personnes portant des lunettes ou des lunettes de ne pas se baigner. La pollution des algues dans l'eau de mer est essentiellement due au déversement incontrôlé dans les rivières des eaux d'égout et au lessivage des engrais agricoles utilisés en excès.

## FAITS DIVERS

De la Loire à l'Allier

### La cavale du « roi de l'évasion »

Le Bicentenaire révolutionnaire réclamait un monarque d'occasion. « Roi de l'évasion » et « prince de la cavale », Philippe Delaire, vingt-huit ans, s'est machinalement proposé pour le rôle. En mars dernier, très exactement le dimanche de Pâques, Delaire et son comparse Alain Lacoste, trente-deux ans, s'étaient évadés de la prison d'Yzeure (Loire) où ils attendaient d'être jugés pour des vols à main armée. Ils furent apparemment discrets jusqu'au mardi 11 juillet, à 15 h 45. Accompagnés d'un troisième homme, Jean Lombardo, trente-deux ans, ils blessèrent légèrement un gendarme et en prirent un autre en otage à la suite d'un accrochage lors d'un contrôle routier à Saint-Germain-l'Espérance (Loire). Une cavale plutôt champêtre s'ensuivit, non sans angoisses et frayeurs pour ceux qui croisèrent le trio, armé, selon leurs témoignages, d'un fusil d'assaut Famas, d'un moins quatre armes de poing et d'une grenade quadrilobée. Plus chanceux que Louis XVI à Varennes, le « roi de l'évasion » a, pour l'heure, réussi à déjouer les rapaces mis à ses trousses, ces plans « épervier » et « vautour » déclenchés dans les départements de la Loire, de Saône-et-Loire et de l'Allier.

Une maison du petit village de Meley, occupée par trois personnes âgées. Vers 4 heures le lendemain matin, ils laissèrent leurs quatre otages, partant à bord d'une Fiat Ragato rouge qu'il devait rapidement abandonner avant de fuir à travers champs. Entre-temps, le gendarme Fissard devait ronger ses fers et donner l'alerte.

En vain. Rencontrant, vers 6 h 30, deux agriculteurs de la région de Marigny, Maxime et François Villard, ils les contraindrent à les véhiculer durant 60 kilomètres, passant à travers trois barrières de gendarmes. Il est vrai que Philippe Delaire s'était grisé, vêtu d'une veste de couleur bleue et d'une casquette, assis très calmement à côté du conducteur du tracteur, qui remorquait une charrette de foin où étaient cachés ses deux complices et l'un des deux agriculteurs. Vers 11 heures, jeudi, l'étrange équipage arriva au restaurant Au Bon Accueil, à quelques kilomètres de Vichy (Allier).

Laissant repartir les deux agriculteurs, le trio faisait appeler deux taxis par la patronne. Ils seront repérés pour la dernière fois, aux alentours de 13 heures, dans deux cafés proches de la gare de Vichy. Aven d'échec à l'état-major de la gendarmerie : « Ils sont retournés vers Vichy et Montluçon où ils ont des amis. Pour eux, c'est un retour à leurs bases, pour nous, un retour à la case départ. »

Deux Van Gogh volés, récupérés aux Pays-Bas. Deux tableaux de Vincent Van Gogh, dérobés le 12 décembre dernier au musée Kröller-Müller, à Ede-Ottorio, dans le centre des Pays-Bas, ont été retrouvés. C'est ce qu'a fait savoir, jeudi 13 juillet, le maire de la commune en précisant que les deux toiles, les *Tourneurs fanés* et une version des *Chênes mangés de pommes*, étaient des fausses particulièrement abimées. Cette annonce fait suite à l'arrestation, ces trois dernières semaines, de quatre personnes qui sont finalement passées aux aveux après avoir longtemps gardé le silence. Ce groupe composé de trois hommes et d'une femme travaillait depuis six mois de négocier un rançon de 5 millions de florins (environ 15 millions de francs) en échange des tableaux. Afin de faciliter les négociations, les voleurs avaient restitué, le 6 avril, une autre toile, le *Tisserand*, dérobée en même temps que celles qui viennent de refaire surface. La valeur totale des trois œuvres de Van Gogh est estimée entre 600 et 750 millions de francs. (Corresp.)

## JUSTICE

L'affaire de la Sokoa

### Deux militants basques condamnés

Deux militants basques soupçonnés d'appartenir à l'ETA-militaire ont été condamnés, jeudi 13 juillet, par la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, à des peines de quatre et cinq ans de prison pour détention d'armes et d'explosifs et association de malfaiteurs, en application de la loi du 9 septembre 1986 sur la lutte contre le terrorisme.

Un important dépôt d'armes avait été découvert dans les sous-sols de la société Sokoa de Hendaye le 7 novembre 1986. La police avait notamment saisi deux lance-missiles sol-air équipés et des lance-roquettes, ainsi que de nombreux documents révélant des projets d'attentats.

Julen de Mandaraga y Agirre, cinquante-sept ans, a été condamné à quatre ans de prison et José Luis Arrieta Zubimendi, quarante-cinq ans, comptable de l'entreprise, constructeur de la cache, à cinq ans de prison. Le tribunal a assorti les

deux sanctions d'une période de dix ans d'interdiction de séjour.

Les condamnés n'étaient pas présents à l'audience pour assister à la lecture du jugement, mais il n'y avait là aucun mépris de leur part. La responsabilité en revient aux détracteurs du Bicentenaire. Tous les effectifs de police étant mobilisés à cette occasion, il n'avait pas été possible de former une escorte pour les amener au palais de justice.

Seuls les deux prévenus libérés étaient donc à leur base pour entendre le tribunal prononcer leur verdict. José Rego Vidal, cinquante ans, a bénéficié de la prescription pour les faits antérieurs à 1984 et d'une insuffisance de preuves pour sa participation au dépôt d'armes. De la même manière, le tribunal a estimé que la culpabilité de François Noblia, PDG de la société Sokoa, n'était pas établie.

M. P.

Inceste et diffamation

### Claudine J. condamnée pour avoir témoigné contre son père

Le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc a condamné avec sursis pour diffamation M<sup>me</sup> Claudine J. à verser 30 F de dommages et intérêts à son père, M. J., qu'elle avait accusé de l'avoir violée dans son enfance lors de l'émission de TF 1 « Méditations » du 27 mars dernier. Claudine est également condamnée à 5 000 F au titre des dépenses. Journaliste et productrice de l'émission,

François de Closets partage la condamnation symbolique des 30 F avec sursis pour avoir refusé de retirer le témoignage de l'émission malgré les pressions du père.

Ce procès avait été intenté par le père de Claudine, laquelle avait pourtant veillé, sur TF 1, à ne pas livrer d'indication permettant de le reconnaître. Elle avait accusé son père de lui avoir fait subir des sévices sexuels dès l'âge de neuf ans et pendant plusieurs années (le Monde du 24 juin). L'avocate de Claudine, M<sup>me</sup> Monique Antoine, s'était heurtée à la prescription qui interdit d'apporter la preuve de faits diffamatoires remontant à plus de dix ans. Aussi les associations féministes demandent-elles qu'en matière d'inceste et d'abus sexuels envers les enfants le délai coure à partir de l'âge de la majorité, soit dix-huit ans.

## DÉFENSE

Les effets de la nouvelle programmation militaire

### Armée : rancœur dans les rangs

(Suite de la première page.)

Dans ces conditions, la nouvelle programmation militaire, qui démantèle les armes nucléaires et classiques de la France pour les quatre années prochaines, est généralement perçue dans les armées comme « un désarmement silencieux » qui n'aurait pas l'avantage qu'il est.

« Quelle institution autre que la défense accepterait sans rechigner, c'est-à-dire sans descendre dans la rue, qu'on lui prive de 45 milliards de francs d'un coup ? », interroge un officier supérieur en se référant à la décision du chef de l'Etat et de son gouvernement de ralentir la progression des investissements militaires.

« C'est au moment où le monde communiste s'installe dans une instabilité permanente, source de tous les déséquilibres géostratégiques, renchérit un autre, que l'Europe occidentale choisit de réduire ses ambitions de sécurité sans attendre de constater si, sur le terrain, Gorbatchev tient ses promesses annoncées avec force publicité. »

#### La soupe à la grimace

Pour autant, nul ne songe, chez les militaires français, à regretter la diminution de la tension internationale. Mais chacun d'eux, fatalement, en juge les conséquences sur lui-même à l'aune des intérêts supposés de la corporation dont il relève et à laquelle il est attaché.

Et, dans ces périodes-là où le monde extérieur s'estompe, les armées ont une pente naturelle à se comporter comme n'importe quel corps de l'Etat qui serait soucieux

de se comparer à d'autres administrations pour tenter de préserver son rang et son rôle dans la nation.

De ce point de vue, entre les cadres militaires, d'une part, les responsables politiques et la hiérarchie des armées, de l'autre, ce serait la soupe à la grimace.

Les défections d'effectifs ininterrompues depuis 1976, avec leur cortège de régiments dissous ou amputés ; les mutations de garnisons, avec les perturbations familiales qu'elles entraînent ; le retard pris par les soldats sur les rémunérations de la fonction publique, avec la baisse du pouvoir d'achat qui s'ensuit, sont autant d'occasions de grogne, d'insatisfaction, voire de rancœur qui trouvent à s'exprimer confusément. La voie syndicale est étrangère aux armées. Mais la contestation existe. En ligne de mire, souvent, les chefs militaires, accusés de s'accommoder trop aisément de l'amertume de leurs subordonnés.

C'est l'un d'entre eux qui se gausse des 500 F de prime uniforme allouée cette année aux militaires, quand les enseignants ou les infirmières en reçoivent une plus conséquente. « A croire, dit-il, que la République a fait un choix entre ses enfants, en ne réservant pas les mêmes avantages à l'officier et au professeur. »

C'est tel autre qui voit ses chances de commander disparaître, parce que, désormais, un officier stagiaire d'une école de guerre n'a plus ni l'assurance de devenir chef de corps, commandant de base ou « pacha » d'un bateau, ni la garantie de terminer sa carrière comme colonel ou capitaine de vaisseau et à fortiori officier général. « Pourquoi, dès lors, observe-t-il, s'obstiner à élever le niveau des écoles militaires si le métier n'offre aucune perspective d'avancement, et pourquoi s'étonner que ces mêmes écoles militaires recrutent avec tant de mal des candidats qui cherchent à en partir au plus vite ? »

C'est un troisième qui déclare ne plus pouvoir endurer, sans compensations, les contraintes de la disponibilité et de la mobilité d'un métier « corvéable à merci ».

Un dernier, enfin, prend acte que le gouvernement se méfie des militaires, au point de les remplacer par des civils à chaque fois qu'il le lui paraît opportun.

#### Des « audits » tous azimuts

Bref, de quelque côté que l'on se tourne, c'est la même complainte. Aux uns et aux autres, le haut commandement préconise l'obéissance et la patience, sous couvert d'un esprit de discipline qui exige que l'épée, en France, le cède à la toge. Un militaire traduit ainsi ces consignes venues du sommet de la hiérarchie : « Pas de vagues dans les rangs. Pas d'états d'âme exposés sur la place publique. »

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, ne l'ignore pas, qui multiplie les « audits » internes de toutes sortes. A un ancien directeur général

adjoint de la SNCF, il confie une mission sur les rémunérations et le pouvoir d'achat des militaires. Au contrôle général des armées, il demande une série d'enquêtes sur les conditions de travail, les mutations et le profil des carrières. De personnalités sélectionnées, il sollicite des études particulières et novatrices sur les écoles militaires.

Pour autant, faudra-t-il attendre 1990 pour que ces réflexions écolent et plus tard encore pour que de premiers changements apparaissent dans la communauté militaire ? Avec la reprise de la vie économique, le temps n'est plus où les cadres hésitaient à sauter le pas en se débarrassant de leur uniforme. Si le marché de l'emploi se redresse, ce sont les plus qualifiés d'entre eux qui se reconvertront. Et, partant, les armées connaîtront de nouveaux problèmes.

JACQUES IGNARD.

### M. Chevènement se déclare prêt à aider les collectivités locales victimes du plan « Armées 2000 »

Devant les réactions de plusieurs collectivités locales qui, déjà, protestent contre des suppressions ou des amputations de garnisons liées à l'application du plan « Armées 2000 », le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, s'engage à aider les municipalités ainsi concernées « à faire face à leurs nouvelles responsabilités ».

C'est notamment le cas à Albi, qui perd le 7<sup>e</sup> régiment parachutiste de commandement et des services, ainsi que l'état-major du groupement aéroporté ; à Barcelonnette (Alpes-de-Haute-Provence), qui perd le 11<sup>e</sup> bataillon de chasseurs alpins, et à Rennes, où le conseil municipal (à majorité socialiste) et le conseil régional de Bretagne (à majorité RPR-UDF) s'élèvent contre la probable disparition de la ville du siège de la III<sup>e</sup> région militaire.

M. Chevènement a déclaré au Monde : « Les décisions qui ont été prises l'ont été en fonction de considérations intéressant exclusivement

la défense nationale. Je fais confiance aux élus locaux, dont certains sont d'ailleurs des amis proches, pour le comprendre. J'aurais pu continuer à tergiverser. C'est été au prix d'une dégradation profonde de notre outil de défense. Il fallait trancher, même si je comprends que cela soit souvent douloureux. Maintenant il faut recoudre. Je suis déterminé, avec mes collègues du gouvernement plus spécialement chargés de l'aménagement du territoire et de l'emploi, à aider les collectivités locales à faire face, et à assumer au mieux leurs responsabilités. Plus généralement, par la cession d'un certain nombre d'actifs qui ne lui sont plus nécessaires, le ministre de la défense, qui, pour la seule armée de terre, a hérité de plus de mille points d'implantation sur le territoire national, peut aider les collectivités locales à repenser leurs schémas de développement. Il y a là, pour beaucoup de villes, des occasions à saisir. »

**Le Monde**  
PUBLICITÉ  
LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

# Légion d'honneur

Par décret publié au *Journal officiel* du 14 juillet 1989, M. Paul-Louis Weiller, médecin et membre de l'Institut, a été élevé à la dignité de grand-croix, et MM. Henri Dutilleul, compositeur, et Paul-Emile Victor, explorateur, à celle de grand-officier.

En-dehors des promotions et nominations, la liste publiée ci-dessous comporte, Bicentenaire oblige, nombre d'historiens et d'intellectuels, notamment : M. Jean-Pierre Bédoussac, Blandine Barret-Kriegel, Emmanuel Leroy-Ladurie, Mona Ozouf et Michel Vovelle. Le monde des arts et des spectacles est lui aussi bien représenté avec Edwige Feuillère, Madeleine Robinson, Michel Etcheverry, Jean Danet, Bernard Chevry. Trois champions olympiques, Pierre Durand, Jean-François Lamour et Philippe Riboud, ainsi que le navigateur Olivier de Kersauson sont également distingués, de même que la journaliste française Gironde et l'universitaire et germaniste Alfred Grosser.

## Grande chancellerie

### M. Paul-Louis Weiller grand-croix

Est élevé à la dignité de grand-croix : M. Paul-Louis Weiller, président de la fondation Paul-Louis Weiller.

Sont élevés à la dignité de grand-officier :

M. Henri Dutilleul, compositeur ; M. Eugène Ionesco, né Valois, scénariste, dramaturge ; M. Guy Laroche, membre de l'Institut ; Paul-Emile Victor, ancien directeur des expéditions polaires françaises.

Est promu commandeur : M. Pierre Maillard, ambassadeur de France.

Sont promus officiers : MM. Jacques Boidin, ancien professeur à l'université Claude-Bernard de Lyon ; Roger Nion, ingénieur général honoraire de la météorologie nationale ; Bernard Nivet, avocat général honoraire près la cour d'appel de Poitiers ; Louis Verrière, ancien inspecteur général à l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont nommés chevaliers : M. Pierre Baroth, ancien chef de bureau principal aux Houillères du bassin de Lorraine ; M. Marceline Barthe, ancien attaché de préfecture ; Paul Bruchin, directrice d'école honoraire ; MM. Jean, Dany-Lafrance, ancien ingénieur ; Gaston Lesage, inspecteur divisionnaire honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; Nguyen Duc Vinh, ancien chef de bureau à la direction des personnels enseignants de lycée ; Faweko Paley, ancien administrateur de la France d'outre-mer ; Léon Peyron, commissaire divisionnaire honoraire de la police nationale ; Jean Raymond, ingénieur général honoraire à la Société nationale des chemins de fer français ; André Soulat, sous-directeur honoraire à la Régie autonome des transports parisiens.

## PREMIER MINISTRE

Est promu commandeur : M. André Monod, membre de l'Institut.

Sont promus officiers : MM. Alfred Grosser, professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris ; Pierre Guillen, vice-président de société ; André Houtebise, ancien secrétaire confédéral de Force ouvrière ; Yves Jacques, directeur des études de l'Institut des hautes études de défense nationale ; Lucien Reboullet, vice-président national de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ; Maurice Zolovitz, secrétaire général de la Commission générale de la langue française.

Sont nommés chevaliers : MM. David Acoze, président du groupe Identité et dialogue ; Michel Biane, administrateur civil hors classe ; M. Marie-Thérèse Joly-Lambert, inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre ; Hélène David-Weill, présidente d'association culturelle ; MM. Louis Guélin, président de l'association des auditeurs de l'Institut des hautes études de la défense nationale et de l'union des associations de l'INED ; M. Anne-Marie Percheron, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique ; MM. Louis Quinio, président de l'Association des auditeurs de l'INED ; Paul Valland, ancien professeur des universités ; Jacques Villennet, ethnologue.

## ACTION HUMANITAIRE

Est promu officier : M. Claude Hertz, secrétaire général de Médecins du monde.

Est nommé chevalier : M. Pierre Borne, médecin chirurgien.

## Educations nationale, jeunesse et sports

Sont promus commandeurs : MM. Jacques Dubois, professeur honoraire d'université ; Henri Gauthier, directeur d'académie honoraire ; Hugues Gonnelle, professeur de médecine.

Sont promus officiers : MM. Jean Castaing, professeur de chirurgie orthopédique et traumatologie ; Gustave Choquet, membre de l'Institut ; Pierre Duchêne-Marillat, professeur de pharmacologie à Clermont-Ferrand ; Jacques Fabre, professeur d'université à Caen ; Jean Flahaut, professeur de la faculté de pharmacie Paris-V.

Sont nommés chevaliers : MM. Maurice Aguilhon, professeur au Collège de France ; Yves Auzanne, professeur d'université à Montpellier ; M. Blandine Barret-Kriegel, professeur d'université à Paris-I ; MM. Louis Bertrand, directeur d'école honoraire ; Maurice Boucher, président d'une délégation départementale de l'éducation nationale ; M. Claude Chénail, professeur au lycée à Lyon ; MM. Jacques Chevier, maître de

conférences à l'université Paris-XII ; Roland Chiron, avocat ; Robert Coet, professeur de lycée à Versailles ; M. Simone Dumont, professeur de lycée à Lyon ; M. Michel Falise, recteur de l'Institut catholique de Lille ; M. Berthe Gélizer, inspectrice départementale d'éducation nationale à Lille ; M. Philippe Kourilsky, directeur d'unité à l'Institut Pasteur ; Roger Lophelin, président d'honneur de l'Association nationale des parents et anciens élèves des écoles privées ; Lucien Louche, directeur d'école honoraire ; Philippe Lucas, recteur de l'académie de Bordeaux ; Barthélemy Mercadal, professeur au Conservatoire national des arts et métiers ; Henri Mitterand, professeur à l'université Paris-III ; M. Ariette Montagnier, maître directeur ; Mona Ozouf, professeur agrégé ; Jeanne-Marie Parry, professeur à Paris-Dauphine ; Simone Paria, professeur de lycée à Amiens ; M. Germain Paillet, conseiller d'éducation au collège de Besençon ; Guy Penard, professeur à l'université Aix-Marseille-I ; M. Yvonne Ragnaud, professeur de lycée professionnel au Kremlin-Bicêtre ; M. Serge Renaudin, président de l'université de Nantes ; M. Claude Roger, inspecteur d'académie ; M. Marc Saint-Hubert, inspecteur principal de l'enseignement technique à Bordeaux ; Armand Sarazin, directeur de l'Institut national des sciences appliquées de Toulouse ; Pierre Vayns, chirurgien ; Roger Ycart, professeur honoraire d'enseignement général de collège ; Paul Zech, président de l'université Lyon-I.

## Jeunesse et sports

Est promu officier : M. Emile Schoebel, professeur d'éducation physique et sportive retraité.

Sont nommés chevaliers : MM. Gilbert Barillon, inspecteur général de la jeunesse et des sports ; Alain David, membre du bureau de l'association française des internationaux aux Jeux olympiques de Séoul ; Olivier de Kersauson de Pennebreff, vainqueur de la coupe amateur du monde à la voile en solitaire ; Georges Lapeyre, ancien conseiller technique régional ; Jacques Lecharrier, directeur technique fédéral ; Joseph Orsini, fondateur d'une amicale sportive ; Jean Vuille, dirigeant de saut de saut en montagne ; Pierre Durand, médaille d'or individuel et médaille de bronze par équipe aux Jeux olympiques de Séoul ; Jean-François Lamour, médaille d'or individuel au saut aux Jeux olympiques de Séoul ; Philippe Riboud, médaille d'or par équipe à l'épée et médaille d'argent individuel aux Jeux olympiques de Séoul.

## Economie finances, budget

Sont promus commandeurs : MM. Yves Cornelli, président de société ; Lucien Corvi, receveur général des finances.

Sont promus officiers : MM. Pierre Bailly, président d'une association de sociétés financières ; Jean-Claude Hase, associé-gérant d'une banque ; André Masco-Mandré, conservateur des hypothèques à Montpellier ; Roger Michaux, président de société de Borne ; Marc Rocher, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; Jacques Rostin, conseiller maître à la Cour des comptes.

Sont nommés chevaliers : MM. Jean Ambialet, avocat agréé à l'agence judiciaire du Trésor ; Paul Blich, secrétaire général d'un groupe industriel ; Jean Boulard, directeur général de compagnies immobilières ; Pierre Cabon, président d'honneur et conseiller de société ; Léon Demaillac, membre de la commission de la sécurité des consommateurs ; Michel Deroy, président-directeur général de société ; M. Marguerite Dujardin, chef de section des impôts à Lille ; M. René Girard, conservateur des hypothèques à Toulouse ; Jean Hugnet, directeur régional à Paris ; Pierre Lamarche, trésorier-payeur général de la Loire ; Pierre Mayne, directeur général adjoint dans une compagnie d'assurances ; André Migon, agent général d'assurances ; M. Simone Mur, contrôleur divisionnaire des impôts à Bordeaux ; MM. Emmanuel Philippon, directeur général adjoint dans une banque ; Jean Pinvidic, trésorier principal à Boulogne-Billancourt ; Fabrice Puyot, conseiller maître à la Cour des comptes ; Jean-Pierre Thiolon, président du directoire du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance ; Xavier de Verdalen, inspecteur général des finances ; Serge Virin, chef de fabrication des monnaies et médailles ; Michel Vuillaume, directeur général adjoint.

## FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORMES ADMINISTRATIVES

Est promu officier : M. René Lenzir, inspecteur général des finances.

Sont nommés chevaliers : MM. Pierre Ferrari, professeur agrégé de droit public à l'université de Metz ; Édouard Lassa, trésorier principal de 1<sup>re</sup> classe ; André Leguillon, chargé de missions régionales à la Garante mutuelle des fonctionnaires.

## Affaires étrangères

### PERSONNEL

Est promu commandeur : M. Gilles Curien, ambassadeur de France.

Sont promus officiers : MM. Alain Deschamps, ambassadeur de France au Burkina ; Roger Ducer, ambassadeur de France en Australie ; Serge Eliecoque, ministre plénipotentiaire à l'administration centrale ; Bernard Jean Lopinet, ancien ministre plénipotentiaire.

Sont nommés chevaliers : M. André Cira, ambassadeur de France en Uruguay ; M. Monique Sachet, secrétaire administratif à l'administration centrale ; M. Bernard Garcia, conseiller des affaires étrangères à l'administration centrale ; M. Jacqueline Massat-Jacoy, ancien chef de division à l'office français de protection des réfugiés et apatrides ; M. Jean-François Nougaret, ambassadeur de France au Pérou.

### PROTOCOLE

Est promu commandeur : M. Jean-Jack Demoret, professeur de langues romanes.

Sont promus officiers : M. Marcel Calinnet, professeur de haute couture ; Jean-François Wateau, professeur à l'université de Californie à Los Angeles.

Sont nommés chevaliers : MM. Bernard Deaux, fonctionnaire international de banque ; Gabriel Desdote, président d'association ; M. L. La Granda, religieuse ; M. René Lohmeier, président du conseil de surveillance d'une société ; M. Monique Vachez, comtesse honoraire de France à Guadalupe ; Pierre Guldani, ancien ambassadeur.

## ÉTRANGERS EN FRANCE

Sont nommés chevaliers : M. Hanne Mori, couturier ; docteur Miodrag Zecovic, directeur général de banque.

## Justice

Est promu commandeur : M. Jean Requet, avocat général honoraire à la Cour de cassation.

Sont promus officiers : M. Denise Rénouan, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; MM. Bruno Cheramy, conseiller d'Etat ; Jean Constant, premier président honoraire de la cour d'appel de Reims ; Jean Courau, avocat au barreau de Paris ; Jean Dauterive, avocat à la Cour de cassation ; Alfred Leclercy, premier président de la cour d'appel de Poitiers ; Jacques Paulot, conseiller à la Cour de cassation ; Robert Tenger, avocat au barreau de Paris.

Sont nommés chevaliers : MM. Henri Aden, avocat au barreau de Paris ; François Baux, avocat général près la cour d'appel de Colmar ; Hubert Bonaldi, directeur régional des services pénitentiaires de Paris ; Claude Burgaud, avocat général près la cour d'appel de Reims ; Paul Calmou, procureur général près la cour d'appel d'Orléans ; Jean Chaurier, procureur général près la cour d'appel de Caen ; Yves Daply, président de chambre à la cour d'appel de Grenoble ; M. Marie-Thérèse Egal, président de chambre à la cour d'appel de Paris ; M. Bernard Eno, directeur régional de l'éducation surveillée pour la région Basse et Haute-Normandie ; M. François Ridi, président de chambre à la cour d'appel de Versailles ; M. André Guinard, avocat au barreau de Lyon ; Jean Guyot, avocat général près la cour d'appel de Paris ; Pierre Jeanjean, chef du service du casier judiciaire national ; Bernard Lymone, avocat au barreau de Paris ; Jean-Pierre Rostin, conseiller à la Cour de cassation ; Philippe Ricard, président du tribunal de grande instance de Besançon ; Jean Salomon, président du tribunal de grande instance de Chalon-sur-Saône.

## Défense

Sont promus commandeurs : MM. Charles Marguerite, ancien résistant ; Gabriel Renaudin, ancien député résistant.

Sont promus officiers : MM. Louis Angis, ancien résistant ; Guy Darrieux, directeur dans une société ; Pierre Lamarche, directeur d'établissement dans une société nationale ; Robert Ridaun, administrateur civil hors classe.

Sont nommés chevaliers : M. Flore Bernard, directrice d'une maison d'enseignement ; M. Michelins Carrey, attaché de service administratif ; M. Philippe Cazin, cadre supérieur dans une officine nationale ; Hervé Leprieux-Ringaut, pilote d'essai dans une société ; Robert Revolt, ancien ouvrier d'Etat ; M. Marie-Louise Ribault, ingénieur civil hors catégorie ; M. Edouard Valenti, ingénieur ; André Winauer, chef de département dans une société ; Pierre David, ancien expert immobilier ; Pierre Frey, ancien résistant.

## Intérieur

Sont promus officiers : M. Jean-Claude Auréol, ancien conseiller général des Deux-Sèvres ; Jean-Claude Auréol, préfet de la région Nord-Pas-de-Calais ; Pierre Blondel, préfet du Val-d'Oise ; Arabe Boulay, ancien président du conseil général du Pays-de-Dôme ; Roger Carcasson ; André Danard ; Raymond Julliard, maire de Bussières ; Bernard Landouzy, préfet de la région Auvergne ; Henri Laval, président d'honneur de l'association Le Foyer protestant (Tarn) ; Camille Lemberon, conseiller général des Deux-Sèvres ; Robert Millot, ancien maire d'Estacé ; Aimé Paquet, ancien ministre ; Louis Robin, ancien député de l'Ain.

Sont nommés chevaliers : M. Firmin Bedoussac, ancien député ; Claude Bolot, secrétaire général de la préfecture des Hauts-Pyrénées ; Jean-Marie Bertrand, ancien maire de Montmorillon ; Xavier Bertrand ; André Bouillard, lieutenant-colonel de sapeurs-pompiers ; Christian Chassat, chef de bureau à la direction de la sécurité civile ; Alain Chevard, ancien député ; Pierre Day, conseiller général de l'Aisne ; Pierre Drouin, conseiller technique feux de forêts au CIRCOSEC de Valabre ; Edgar Fournier, conseiller municipal d'Estacé ; Jean-Paul Frouin, préfet de l'Yonne ; Joël Gadin, préfet de la Meuse ; Roger Gasly, maire de Salers ; Jean-Pierre Gloux, sous-directeur des affaires politiques de la vie associée ; Gilbert Gourd, administrateur civil ; Raymond Grea, brigadier-chef de la police nationale ; Jean Linder, maire de Pongibaud ; M. Colette Longueville ; M. Pierre Magali, inspecteur général de la police nationale ; Maurice Malin, chef de service administratif à la préfecture du Cher ; Alexis Marrot, conseiller général de la Haute-Garonne ; Jackie Mercier, directeur départemental des services d'incendie et de secours du Gard ; Michel Mondesert, évêque auxiliaire de Grenoble ; François Morille, ancien député ; Pierre Mougin, conseiller général du territoire de Belfort ; Paul Pilet, ancien sénateur de la Loire ; Paul-Louis Prioux, conseiller technique de l'Union nationale de la protection civile ; Pierre Provost, ancien député ; Jean-Pierre Richer, directeur à la préfecture de police ; Jean-Claude Rigault, inspecteur général de la police nationale ; René Rouiller, sous-brigadier de la police nationale à la préfecture de police ; Théophile Rudel, contrôleur général de la police nationale ; Antoine Semet, maire de Chantemay-Saint-Etienne ; Jean-Claude Tesson, préfet de la Creuse ; Edgar Waag, ancien pasteur.

## Affaires européennes

### Est promu officier :

M. André Marcier, vice-président d'une société.

Est nommé chevalier : M. Paul Denis, président du directoire d'une société.

### Équipement, logement, transports et mer

Est promu commandeur : M. Jean-Philippe Cusot, directeur général de la SNCF.

Sont nommés chevaliers : MM. Yves Corvaisier, directeur général d'un office public interdépartemental d'ILM ; Mlle Joanne Crisconio, présidente nationale du groupement pour l'insertion des handicapés physiques ; Bernard Gancel, président-directeur général d'une société immobilière d'investissement ; Hubert Gerard, directeur général d'un office public d'aménagement et de construction ; Alain Mangard, directeur à l'administration centrale ; Jacques Rantet, chef-adjoint à Air-Inter ; Jules Sporer, ancien délégué-chef ; Camille Stankiwark, professeur.

## MER

Est promu officier : M. Nance Mazi, vice-président de l'association des marins corsaires de Marseille.

Sont nommés chevaliers : MM. Maurice Benoit, président-directeur général de société ; Jean-Pierre Isard, directeur général de la Société nationale maritime Corse-Méditerranée.

## Travail, emploi et formation professionnelle

Est promu commandeur : M. Maurice Letalle, président de la Confédération des travailleurs intellectuels.

Sont promus officiers : MM. Pierre Chambard, président du comité d'entraide de la Légion d'honneur de Neuilly-sur-Seine ; Jean de Saint-André, président de la Confédération française de l'encadrement CGC.

Sont nommés chevaliers : MM. Gérard Bellanger, médecin du travail à Air France ; Emile Bertrand, secrétaire régional de l'union régionale des syndicats FO du BTP de Languedoc-Roussillon ; Jean Bernard, président de la Confédération française des travailleurs chrétiens ; Yves Carasso, chef de service, adjoint au délégué à l'emploi ; Jean Courroux, directeur de l'Institut national du travail, vingt-trois ans de services civils et militaires ; Robert Delmas, médecin du travail du bâtiment et des travaux publics ; Gérard Doudier, ancien membre du Conseil économique et social ; Marcel Hupel, secrétaire général de la fédération FO du bâtiment et des travaux publics ; Michel Lang, ancien maître ouvrier d'art sur creux, MOF ; Claude Roussel, président-directeur général de la SA Champagne T. Roudier ; Joseph Sahli, directeur régional du travail et de l'emploi des Pays de la Loire.

## Coopération et développement

Sont promus officiers : MM. Michel Keller, administrateur de sociétés en Côte-d'Ivoire ; Jean-Marie Rive, conseiller technique en Côte-d'Ivoire.

Sont nommés chevaliers : MM. Jean-Jacques Arnaud, technicien radio au Cameroun ; Jean Boncompagni, directeur du bureau du personnel à l'administration centrale ; Sœur Geneviève Buvant, directrice d'un collège au Tchad ; Fère Bonot Brun, missionnaire détaché auprès du vicaire apostolique de Dapoung (Togo) ; MM. Michel Boncompagni, directeur des relations extérieures à UTA ; Robert Coron, directeur général d'une entreprise de travaux forestiers au Cameroun ; Jacques Delard, ancien missionnaire au Togo ; Jean-Louis Gignoux, directeur de la Caisse centrale de coopération économique au Sénégal.

## Culture, communication, grands travaux et Bicentenaire

Est promu commandeur : M. Edwige Cusati, épouse Feuillère (dite Edwige Feuillère), artiste dramatique.

Sont promus officiers : M. Pierre d'Arquennes, président fondateur d'une association de musique contemporaine ; Mlle Geneviève Bodin (dite Geneviève Aze), artiste peintre, graveur ; MM. Bernard Chevry, producteur de films ; André Danet (dit Jean Duse), comédien ; Michel Etcheverry, artiste dramatique, sociétaire honoraire de la Comédie-Française ; Denis Huismen, écrivain.

Sont nommés chevaliers : M. Isabelle Basset (dite Jacqueline Delbasc), artiste dramatique ; M. Pierre Béchou, journaliste ; M. Denise Blietron (dite Denise René), directrice de galerie d'art ; M. Daniel Coccadi, artiste dramatique ; François-Xavier Darasse, compositeur de musique ; Jean-Louis Dumas, président-directeur général de société ; Paul-Albert Périot, professeur d'histoire romaine ; M. Odette Joyeux, écrivain ; M. l'abbé Charles Lacroix, archéologue, restaurateur de monuments historiques ; MM. Claude Molard, directeur de société ; Gilbert Monillon, directeur général adjoint d'une société d'exportation mixte ; Francis Schmitt, conservateur, chef du service des archives du film du Centre national de la cinématographie ; M. Madeleine Svoboda (dite Madeleine Robinson), artiste dramatique ; MM. Michel Vovelle, historien ; Jean-Claude Zyl

berstein, avocat ; Jean-Louis Subliou, directeur général d'une société d'économie mixte.

## Communication

Sont nommés chevaliers : M. Monique Davoine, épouse Traka, secrétaire général de la production d'une chaîne de télévision ; MM. Jean-Claude Dumoulin Martial, directeur général d'une chaîne de télévision ; Régis Hulin, président-directeur général d'une société d'édition ; Gérard Morin, journaliste.

## Départements et territoires d'outre-mer

Sont nommés chevaliers : MM. Enghes Beauperrin, président d'association d'anciens combattants, à Saint-Pierre-et-Miquelon ; Gérard Holder, maire de Cayenne (Guyane) ; Mario-Rose Lorto, ancien principal de collège à la Martinique ; Philippe Mazellier, directeur d'un quotidien polynésien français ; M. Caroline Noveck, (en religion Sœur Caroline), directrice d'un centre d'accueil au Nouvelle-Calédonie ; MM. Sosthène Richard, ancien directeur d'école en Guadeloupe ; Claude Tind, professeur d'éducation physique et sportive à la Réunion.

## Agriculture et forêt

Sont promus officiers : MM. Albert Duchalais, président de l'Union nationale des coopératives agricoles d'approvisionnement ; Raymond Nezer, président de l'Union française pour le développement de l'économie agricole.

Sont nommés chevaliers : MM. Paul Bodry, directeur régional du travail et de la protection sociale agricoles de la région MIDI-Pyrénées ; Paul Caste, président de la caisse régionale de Crédit agricole mutual de Toulouse ; Gabriel Dubarry, président-directeur général d'honneur des établissements Ducs de Gascogne, à Gimont ; André Grammont, ingénieur général d'agronomie ; Michel Gout, ingénieur général du génie rural des eaux et des forêts ; René Hulo, président de la caisse de mutualité sociale agricole de la Sarthe ; Henri Labarrière, responsable d'associations ; Maurice Lapeyron, directeur à la Caisse nationale de crédit agricole ; Etienne Leprestre, agriculteur ; Henri Rougon, président de l'Institut technique de la vigne et du vin ; Jean-Pierre Solacroup, vice-président du conseil général vétérinaire.

## Postes, télécommunications et espace

Sont promus officiers : MM. Jean Barque, directeur des télécommunications de réseau national ; Georges Jacon, inspecteur général à l'administration centrale ; Pierre Lestrade, ingénieur général à l'inspection générale.

Sont nommés chevaliers : MM. Charles Bigot, directeur général de société de l'industrie spatiale ; Raymond Bédard, chef de service départemental des postes des Bouches-du-Rhône ; René Dimez, chef de service régional des télécommunications de Champagne-Ardenne ; Philippe Dupuis, ingénieur général à l'administration centrale ; Remy Hely, sous-directeur à l'administration centrale ; Jean Joubert, directeur général de société de messagerie ; Yves Le Bars, conseiller auprès du directeur général des télécommunications ; Paul Légar, chef de service régional des postes de Picardie ; Marc Liger, directeur dans une société de télécommunications ; Didier Lombard, directeur du centre national d'études des télécommunications de Paris B ; Pierre Martreux, directeur de l'approvisionnement et des ateliers des télécommunications ; Julien Pater, chef de service régional des postes d'Île-de-France-Est ; M. Eliane Rauschy, surveillante en chef à l'agence commerciale des télécommunications de Boulogne-sur-Mer ; M. Marcel Richard, inspecteur central ; Michel Serralle, sous-directeur à l'administration centrale ; Edmond Simonian, inspecteur général à l'inspection générale.

## Relations avec le Parlement

Est promu officier : M. François Ratonnaud, directeur général des services législatifs du Sénat.

Sont nommés chevaliers : Mmes Maurice Barak, secrétaire général d'un groupe parlementaire au Sénat ; Danièle Schwarzhart, directrice du service des affaires administratives générales de l'Assemblée nationale.

(A suivre.)

## le journal mensuel de documentation politique

### après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

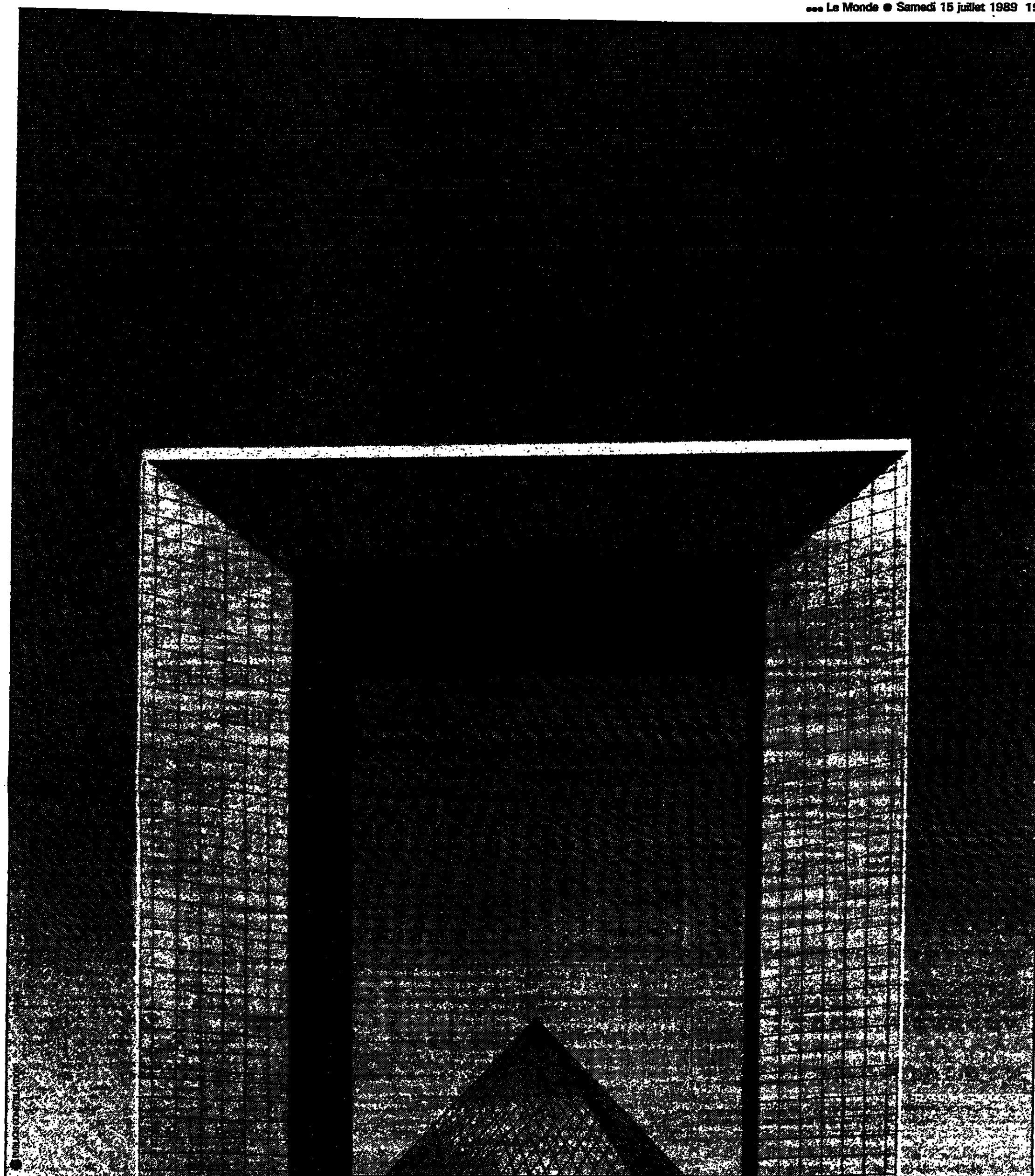
## EUROPE... LE GRAND MARCHÉ INTÉRIEUR

Avec notamment des articles de : J. DELORS, C. LAUMIÈRE, H. NALLET, J. AUROUX, Ch. GOUX, Ch. SAUTTER

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

مكتبة النجف





## Saint-Gobain suit les grandes perspectives du début à la fin.

Pour la Pyramide du Louvre, Saint-Gobain avait déjà mis au point le verre le plus transparent. Aujourd'hui, pour l'Arche de la Défense, Saint-Gobain fournit 20.000 m<sup>2</sup> de verre feuilleté réfléchissant. Bientôt, pour le prestige de l'architecture,

nous proposerons "cool-lite", vitrage associant à une large variété de teintes une protection solaire efficace.

Pour le progrès de la technique et le bien-être des hommes, Saint-Gobain promet encore de belles perspectives.

  
**SAINT-GOBAIN**

## Sports

## CYCLISME : le Tour de France

## Tebaldi creuse l'écart

L'avance de Valerio Tebaldi sur le peloton (21 minutes et 40 secondes) à l'arrivée de la treizième étape du Tour de France Toulouse-Montpellier, jeudi 13 juillet, est l'un des écarts les plus importants enregistrés dans une course cycliste. Elle ne modifie pourtant pas les classements généraux. Laurent Fignon conserve le maillot jaune et Sean Kelly le maillot vert.

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

SEULS un Espagnol, Viejo, et un autre Italien, Baffi, ont fait mieux. Le premier avait gagné à Manosque en 1976, avec une avance de 22 minutes et 50 secondes. Le second était arrivé seul à Bordeaux en 1957, 21 minutes et 48 secondes avant le peloton. Mais Tebaldi — un nom célèbre — a pour lui d'être un redoutable récidiviste.

Les suivants n'ont pas oublié le succès qu'il avait obtenu à Reims l'an passé, à l'issue d'un raid de 195 kilomètres effectué en compagnie de Philippe Casado. Cette fois, le jeune routier lombard (vingt-cinq ans) a placé la barre sensiblement plus haut : 220 kilomètres d'échappée avec son compatriote Perini et le Français Dominique Arnaud, malheureusement retardé par une chute à 20 kilomètres du but.

« Catholique  
presque mystique »

Les conditions de cette étape de transition, empruntant les routes rugueuses d'un Languedoc calciné par un soleil torride, ne se prêtent guère à l'offensive. En revanche, elles conviennent aux hommes courageux que ne rebutent ni la chaleur ni la distance. De Toulouse à Montpellier, les coureurs ne traversaient pas moins de trois départements : la Haute-Garonne, le Tarn, l'Hérault, et manifestement les héros étaient fatigués. Ils se gardèrent d'intervenir quand les trois attaquants eurent creusé l'écart au-delà des proportions décentes : 28 minutes à mi-parcours. Les vedettes pensaient déjà aux Alpes...

Parmi les raisons qui ont incité Tebaldi à agir de la sorte, il y a une très forte inspiration. Originaire de Bergame, comme Felice Gimondi, ce catholique presque mystique croit à son destin et pense que celui-ci est intimement lié au Tour, l'unique objet de ses préoccupations. C'est en vérité la seule épreuve qui l'intéresse.

Il y participe avec ferveur. Son geste quotidien traduit l'application de l'artisan qui se consacre totalement à son œuvre. Voilà, en somme, un vrai compagnon du Tour de France.

Deux participations :  
deux victoires

Depuis le départ de Luxembourg, il a multiplié les démarrages. Jusqu'au présent, toutes ses tentatives avaient avorté. Mais l'échec a chez lui des vertus stimulantes. Il est persuadé que l'effort, tôt ou tard, produit ses effets, et les résultats justifient ses convictions.

En deux participations à la Grande Boucle, il a remporté deux victoires. Un objectif que des routiers d'expérience mettent des années à atteindre. Il n'a pas choisi — il ne choisit jamais — la facilité. C'est peut-être pour cela, en définitive, qu'il réussit si bien.

JACQUES AUGENDRE.

Les classements

DOUZIÈME ÉTAPE

Toulouse-Montpellier

1. Valerio Tebaldi (It., Chateau d'Az), 242 km en 5 h 40 min 54 s (moyenne : 42,593 km/h) ; 2. Giancarlo Perini (Ita.), même temps ; 3. Dominique Arnaud (Fr.), à 2 min 9 s ; 4. Thomas Wegmüller (Sui.), à 21 min 24 s ; 5. Jan Gossens (Bel.), à 21 min 40 s.

Classement général. — 1. Laurent Fignon (Fr., Super U), 55 h 52 min 15 s ; 2. Greg Lemond (E-U), à 7 s ; 3. Charly Mottet (Fr.), à 57 s ; 4. Pedro Delgado (Esp.), à 2 min 53 s ; 5. Andrew Hampsten (E-U), à 5 min 18 s.

TOUR FÉMININ

DEUXIÈME ÉTAPE

Bédarieux-Montpellier

1. Monique Kool (P-B), 86 km en 2 h 7 min 27 s (moyenne : 40,486 km/h) ; 2. Jeannie Longo (Fra.), même temps ; 3. Monica Bandini (Ita.), à 2 s ; 4. Sarah Neal (Can.) ; 5. Elena Pischonchakova (URSS). Tous mêmes temps.

Classement général. — 1. Monique Kool (P-B), 4 h 3 min 12 s ; 2. Jeannie Longo (Fra.), à 17 s ; 3. Susan Ellis (E-U), à 34 s ; 4. Viola Paulitz (RFA), à 35 s ; 5. Susi Bankatits-Davis (E-U), même temps.

● ESCRIME : championnat du monde. — Les sabreurs français ont réussi leur sortie des championnats du monde d'escrime, qui s'achèvent à Denver (États-Unis) en enlevant, jeudi 14 juillet, la troisième place du tournoi par équipes. Ils terminent derrière l'URSS, vainqueur de la République fédérale d'Allemagne 9 à 2. La bande à Jean-François Lamour conserve ainsi la médaille de bronze conquise aux précédents championnats et efface l'échec du tournoi individuel au cours duquel aucun des sabreurs français n'avait figuré parmi les huit finalistes.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme

Grand Prix de Grande-Bretagne de formule 1. — Silverstone, dimanche 16 juillet. (TF 1, à partir de 15 heures.)

Athlétisme

Coupe d'Europe des épreuves combinées. — Toensberg (Norvège) pour les hommes, et Helmond (Pays-Bas) pour les dames, samedi 15 et dimanche 16 juillet.

Cyclisme

Tour de France. — Jusqu'au dimanche 23 juillet. (A 2, chaque jour à partir de 15 h 30, résumé à 19 h 30.)

Escrime

Championnats du monde. — Denver (États-Unis), jusqu'au dimanche 16 juillet.

Football

Copa America. — Rio-de-Janeiro, jusqu'au dimanche 16 juillet.

Golf

Open de Paris. — La Bouffe (Yvelines), jusqu'au samedi 17 juillet.

15 juillet. (Canal Plus à 16 heures.)

Open de Grande-Bretagne. — Troon, à partir du jeudi 20 juillet.

Motocyclisme

Grand Prix de France de vitesse. — Le Mans, dimanche 16 juillet. (TF 1 à partir de 15 heures.)

Omnisports

Jeux de la francophonie. — Casablanca, jusqu'au samedi 22 juillet. (FR 3, chaque matin à 10 h 45 ; A 2, chaque jour à partir de 17 h 15.)

Tennis

Arcachon Ladies' Cup. — Jusqu'au dimanche 16 juillet. (FR 3, samedi 15 de 16 h 10 à 17 heures, demi-finales ; dimanche 16 à partir de 15 h 45, finale.)

Tir

Championnats d'Europe. — Zagreb (Yougoslavie), jusqu'au lundi 17 juillet.

## Entrée en 14 juillet

MONTPELLIER  
de notre envoyé spécial

CYRILLE Guimard est catégorique : pour une équipe du Tour de France cycliste, le 14 juillet, même s'il s'agit de celui du Bicentenaire, est un jour comme un autre. Si le directeur sportif de l'équipe Super U consentait, jeudi 13 juillet, au départ de Toulouse, à exprimer un souhait, c'était tout simplement qu'il n'y ait pas, le lendemain, de... révolution, autrement dit qu'à l'arrivée à Marseille Laurent Fignon garde son sceptre, en l'occurrence son maillot jaune.

Cyrille Guimard propose, la course d'écarter, et pas seulement la course... On l'a bien mesuré vers la fin de cette étape Toulouse-Montpellier où des gens fort en colère ont carrément coupé la voie, en y déposant des branches d'arbres. Il s'agissait d'habitants de Murviel-lès-Montpellier, commune sur le territoire de laquelle la ville de Montpellier a négocié et obtenu le droit d'établir une décharge d'ordures ménagères.

Depuis plusieurs mois, l'affaire a pris, sur place, la dimension d'une affaire d'État. Les gens de Murviel-lès-Montpellier ne veulent pas de cette décharge. Il la tiennent pour néfaste et se plaignent de ne pas avoir été consultés. Ils disent aussi que, ne faisant pas partie du district de Montpellier, ils ne voient pas pourquoi ils auraient à recevoir les déchets de cette ville, fût-ce pour

les détruire. Leur cause n'ayant toujours pas été entendue, ils ne pouvaient manquer de profiter du passage du Tour de France pour le rappeler au bon souvenir tant de leur propre maire que de celui de Montpellier, M. Georges Frêche, qui, de surcroît, se trouvait être, depuis Toulouse, l'un des invités de la direction du Tour à suivre l'étape.

L'incident faillit tourner à l'aise lorsque, voyant l'obstacle, Jacques Chancel voulut jouer les bons Samaritains pour trois coureurs échappés depuis plus de 200 kilomètres. Il entreprit de dégrader les branches. L'animateur de « A chacun son tour » sait parler et même négocier. Cela n'empêcha pas un coup de poing donné par surprise et dont les effets durent être réparés par des points de suture.

Comme quoi le Midi est imprévisible. Il donne aussi bien dans l'écueil de la joie et d'enthousiasme que dans l'écueil de la colère. Il est pourtant tout à fait heureux que le Tour ait fait cette année, sur ses terres, son entrée en 14 juillet. Car le 14 juillet, surtout en une année comme celle-ci, commence dès le 13 et même le 12. Depuis la région de Toulouse, chaque traversée de village fut, en général, une fête. A Martres-Tolosane, en Haute-Garonne, comme à La Bastide-Rouge, dans le Tarn, mais aussi à Saint-Germain-des-Près comme à Aniane, à Puy-lauroux comme à Bédarieux ou à Saint-Amans-Soul, ainsi nommé pour avoir été le pays natal du

maréchal Sout, c'était profusion de bonnets phrygiens, de tricolore en cravattes, en drapeaux, en bannières, en cocardes, en banderoles cravissant la façade des maisons, palpitant dans le vent brûlant du Sud. C'était pour chacune de ces communes à qui annoncerait pour ces 13 et 14 juillet du Bicentenaire les jours les plus fous, les feux d'artifice les plus spectaculaires, les bals les plus populaires. Seul l'enthousiasme ne se trouvait point programmé, sans doute parce qu'il était de soi.

Chutes  
multiples

Montpellier, elle, ouvrait au Tour son nouveau quartier appelé Antigone. Ricardo Bofill, l'architecte catalan, a édifié là un de ces ensembles néoclassiques bien dans la manière qui le caractérise. Montpellier paraît très fier de son nouveau quartier. Elle nourrit d'ailleurs d'autres ambitions, toujours avec le concours de Ricardo Bofill. Elle envisage de créer un port qui a déjà reçu son nom : port Marianne.

Dans toute cette liesse, pour suivre, vendredi 14 juillet, jusqu'à Marseille par cet itinéraire archaïque surnommé depuis des générations « l'étape de la soif », tout le monde n'a pas connu le même bonheur. Le sort a été funeste à cette journée à plus d'un. En fin de parcours, chez les hommes, on dressait le bilan : quatre abandons dont plusieurs

sur chute avec des fractures diverses.

La ciel s'est montré en revanche tout à fait favorable à deux Italiens, Valerio Tebaldi et Giancarlo Perini. En bonne logique, ces deux-là auraient dû être trois. Hélas ! le Français Dominique Arnaud, l'un des équipiers de Pedro Delgado qui, en leur compagnie, avait réussi la « belle », s'échoua bêtement, en fin de parcours, dans un fossé. Il en ressortit sans dommage, mais en ayant perdu toute chance de victoire.

Serait-ce là signe de mauvais augure ? Irions-nous vers un 14 juillet du Bicentenaire sans « cocorico » ? La temps de ceux qu'on appelait les coureurs à panache, du type Louison Bobet, pour qui se confondait Tour de France et histoire de France, serait-il révolu ? Ceux-là, assurément, auraient mérité d'avoir pour chantre un nouvel Edmond Rostand. Mais aujourd'hui il n'y a vraiment plus que l'Aiglon pour lancer : « Il attend le soleil. Il le voit se lever du haut d'un promontoire. Et d'un sourire il met ce soleil dans l'histoire ». De toute façon, les Austerlitz cyclistes ne sont jamais allés à Marseille. Toujours ils ont été la conclusion des grandes batailles de la montagne. Mais voilà audacieusement anticiper. Même si Napoléon était considéré par Anatole France comme la Révolution borbée, 1789 n'est encore que l'année du futur général Bonaparte.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

## FOOTBALL : le championnat d'Amérique du Sud

## L'exode des surdoués

geants brésiliens. En vain. « Bebeto », bien que réputé très fragile moralement, est inestimable.

Surtout, les responsables du club carioca connaissent parfaitement les lois du marché du football. Ils savent que la cote de leur joueur ne peut que grimper dans les jours qui viennent. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet et jusqu'au 16, le Brésil accueille la Copa America, le championnat d'Amérique du Sud des nations. En dehors de la Coupe du monde — la prochaine aura lieu en juin 1990 en Italie — il n'est pas meilleure occasion pour les joueurs sud-américains de se mettre en valeur.

RIO-DE-JANEIRO  
de notre envoyé spécial

JOSÉ-ROBERTO GAMA DE OLIVEIRA est un homme malheureux. Bien sûr, il peut revendiquer le titre de meilleur joueur de football brésilien et porter à merveille le surnom exotique de « Bebeto ». Bien sûr, il n'a pas à se plaindre de quelques milliers de dollars que lui verse mensuellement Flamengo, le plus grand club du pays. Mais tout cela n'empêche pas ce petit bout d'homme, âgé de vingt-quatre ans, d'afficher le regard trisonnet et timide d'un gamain auquel on aurait refusé le plus convoité des cadeaux.

« Bebeto » attendait le Père Noël. Le Père Noël n'est pas venu. Une déflation d'autant plus cruelle que le bienfaiteur en question s'appelle Bernard Tapie, président de l'Olympique de Marseille, et que le cadeau tant espéré était une enveloppe d'au moins 2 millions de dollars, largement suffisante pour assurer l'avenir du champion et de la vingtaine de parents et d'amis qui gravitent en permanence autour de lui. « J'attendais des nouvelles des dirigeants marseillais... Je ne les ai toujours pas vus », répète-t-il aujourd'hui, en s'efforçant de garder un sourire confiant.

Mais ce jeune homme en passe de supplanter Zico, le « Pelé blanc », dans le cœur des supporters de Flamengo ne devrait pas rester malheureux bien longtemps. D'abord, parce que tout espoir de voir débarquer au Brésil des émissaires du club français ne paraît pas perdu. Ensuite, parce que d'autres présidents, tout aussi généreux que celui de FOM, viendront sûrement de France, d'Italie et d'ailleurs lui proposer l'Éldorado européen. Du reste, certains sont déjà venus. Lundi 10 juillet, des représentants d'un club portugais ont aligné les zéros sur un chèque en dollars devant les diri-

geants brésiliens. En vain. « Bebeto », bien que réputé très fragile moralement, est inestimable.

Surtout, les responsables du club carioca connaissent parfaitement les lois du marché du football. Ils savent que la cote de leur joueur ne peut que grimper dans les jours qui viennent. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet et jusqu'au 16, le Brésil accueille la Copa America, le championnat d'Amérique du Sud des nations. En dehors de la Coupe du monde — la prochaine aura lieu en juin 1990 en Italie — il n'est pas meilleure occasion pour les joueurs sud-américains de se mettre en valeur.

Qu'ils soient Péruviens ou Argentins, Uruguayens ou Brésiliens, tous trouvent dans cette compétition un tremplin idéal vers le jackpot européen. Rares sont en effet les clubs du Vieux Continent ou les « agents » de joueurs, intermédiaires parfois peu scrupuleux, à ne pas surveiller les faits et gestes des plus talentueux d'entre eux, à collectionner les renseignements et à noircir des carnets de notes.

Tout s'achète

La Copa America prend alors des allures de gigantesque foire aux joueurs, où chacun vient faire ses emplettes en fonction de ses besoins et, surtout, de ses moyens. Dans les halls d'hôtel, à la sortie des vestiaires, tout s'achète et tout se vend, pourvu que l'on sache jongler avec les taux de change officiels et parallèles, qui ne cessent de fluctuer au gré de l'inflation.

Ainsi a-t-on aperçu à Salvador-de-Bahia et à Recife, lors du premier tour, deux envoyés spéciaux du Stade Rennais (dernière division) : l'ancien joueur et entraîneur Jean Prouff et Mamel Garcia, un impresario connu en France pour avoir facilité la venue dans l'Hexagone du Brésilien Julio Cesar et du Colombien Carlos Valderama à Montpellier. Souvent traité de « proxénète » par certains présidents de clubs qui lui reprochent de s'attribuer automatiquement 15 % du salaire des joueurs qu'il « conseille », il revendique pourtant le titre de leader du marché français. L'objet de son voyage au Brésil : l'attaquant paraguayen Alfredo Mendoza, vingt-six ans. « Un bon joueur, une bonne affaire », assure-t-il. Aux dernières nouvelles, les négociations semblaient en bonne voie.

Pour d'autres joueurs, des offres bien plus mirifiques encore affluent de toutes parts. Le jeune milieu de terrain du Paraguay, Gustavo Neffa, pourrait signer en Italie, en Espagne ou en France. Il vient d'avoir dix-sept ans ! Quant aux attaquants argentins Alfaro Moreno et Oscar Dertycia, ils sont annoncés en Italie la saison prochaine, et bien des clubs espèrent dénicher en eux les Maradona de demain.

L'appel  
des dollars

L'Italie demeure d'ailleurs la destination préférée des surdoués du ballon. Salaires « haut de gamme » et football de qualité garantis. En pleine période de recrutement, comme leurs homologues espagnols, les dirigeants transalpins n'ont pas raté une minute de la compétition, à l'affût de la moindre promesse de talent.

Déjà exodés par l'agitation et la frénésie financière qui entourent en permanence leurs joueurs vedettes — par exemple Diego Maradona, dont les « fausses vraies » négociations avec l'OM ont largement contribué à animer la vie de la sélection argentine — les dirigeants des dix équipes nationales en présence au Brésil ont parfois dû rappeler à leurs meilleurs éléments que l'heure était au jeu et à l'intérêt national plutôt qu'aux négociations d'arrière-boutique.

« Tous les ans à la même époque, en juin et juillet, le même cirque recommence. On voit défiler agents de joueurs et dirigeants. Cette année, avec la Copa, c'est encore pire ! » Installé derrière son bureau de vice-président du Flamengo, Josef Bernasstein soupire, comme vaincu par une situation qu'il ne mérite pas.

Que peut-il faire en effet, verrouillé entre la passion des supporters locaux soucieux de garder leurs idoles, l'intérêt financier des joueurs et la survie de son club ? Car tout le problème est là, les clubs sud-américains, même les plus célèbres — comme Flamengo à Rio ou River Plate en Argentine — ne peuvent s'aligner sur les tarifs européens : « Je ne peux pas donner plus de 2000 dollars par mois à mes meilleurs joueurs, et c'est déjà énorme pour un pays comme le nôtre. A Rome, notre ancienne vedette Renato touche désormais 25 000 dollars chaque mois ! On ne peut pas lui reprocher d'avoir voulu partir. Au Brésil comme en Argentine ou en

Uruguay, l'inflation est telle que nous n'avons pas d'autre solution. C'est vendre ou mourir. » Et le vice-président d'ajouter qu'il vient de céder son défenseur international Aldair pour 1,5 million de dollars aux Portugais de Benfica, qu'un autre défenseur, Jorgeinho, s'appête à rejoindre la RFA et le Bayer Leverkusen, et que son club dispose d'un compte dans une grande banque romaine pour y amasser les dollars soutirés aux Italiens !

Après cette Copa America d'un excellent niveau, malgré les piètres prestations des sélections brésiliennes et argentine en début de compétition, l'exode des talents sud-américains devrait donc encore s'accroître. Six cents Brésiliens jouent déjà à l'étranger, dont près de deux cents au Portugal où ils bénéficient de la double nationalité. Depuis 1986, trente-six internationaux ont quitté le pays. Au Paraguay, douze joueurs de premiers plan ont opté pour l'exil doré depuis 1987. En Uruguay et surtout en Argentine, ils sont chaque fois quelques dizaines à succomber à l'appel des dollars. Et l'engrenage paraît sans fin. Les meilleurs jeunes, propulsés sur le devant de la scène en raison du départ de leurs aînés, se mettent très vite en valeur et attirent les recruteurs. Ceux-ci, s'appuyant parfois sur des cassettes vidéo avantageuses pour le joueur (on ne garde que les meilleures actions), vendent le gamin en question aux clubs européens en mal d'exotisme. Un joueur en moins, des dollars en plus... Le football sud-américain survit de ses exportations.

Afin de freiner cet exode, la fédération brésilienne vient de doubler la taxe imposée aux acheteurs. De 5 %, elle est passée à 10 %. Mais une telle mesure aura bien du mal à dissuader les acquéreurs européens, japonais (la dernière mode) ou arabes (pétrodollars) de piller régulièrement cet extraordinaire réservoir de joueurs.

Pour les gamins des banlieues de Rio ou d'ailleurs, l'exil est devenu l'objectif. Sur les plages de Copacabana ou d'Ipanema, des ribambelles de gosses vêtus du maillot de Flamengo jouent sous le soleil en imitant les gestes de l'idole « Bebeto ». Tous rêvent de suivre son exemple. Surtout si cela doit les mener à la fortune.

PHILIPPE BROUSSARD.















مكتبة الأمل

s Sept

sance

... La Monde • Samedi 15 juillet 1989 25

# ENTREZ DANS LA DIMENSION EUROPEENNE AVEC FRANCE TELECOM



**L'Europe de 1992 s'annonce pleine de promesses. France Télécom est prêt, dès aujourd'hui, à vous aider à gagner ce challenge. Avec France Télécom vous accéderez au système téléphonique le plus numérisé du monde, au plus important réseau de transmission de données par commutation de paquets, au système vidéotex le plus utilisé au monde et à un RNIS pleinement opérationnel.**

**Qu'il s'agisse de lignes spécialisées, de réseaux publics ou privés, de liaisons par satellite ou d'interconnexions par câble fibre optique, nous offrons, avec nos partenaires européens, les solutions les plus efficaces et les plus rentables pour répondre à vos besoins en matière de communication. Avec France Télécom, donnez une nouvelle dimension à vos affaires. Entrez, dès aujourd'hui, dans l'Europe de demain.**

**FRANCE  
TELECOM**   
**UN AVENIR D'AVANCE**

# Économie

## ÉTRANGER

### Un entretien avec le président du Venezuela « Notre priorité : stimuler la compétitivité des entreprises » nous déclare M. Carlos Andres Perez

Le président du Venezuela, M. Carlos Andres Perez, est l'un des quatre chefs d'État latino-américains invités par M. François Mitterrand pour les célébrations du 14 juillet à Paris. C'est une occasion de faire le point sur la situation de ce pays dont le revenu demeure encore le plus

faible au sud du Rio Grande, grâce à ses ressources pétrolières — ce qui ne l'a pas empêché d'être, fin février, le théâtre de très graves émeutes dont le déclenchement a coûté, assure-t-on, sur la décision des États-Unis de lancer l'initiative Baker — en faveur d'une réduction de la

dette du tiers-monde. La rhétorique nagnère enflammée de M. Carlos Andres Perez a fait place, désormais, à une approche de type comme toute social-démocrate — à l'européenne : « une bonne mesure de l'évolution des esprits, ces dernières années, parmi les élites latino-américaines.

Dans le bureau Empire de M. Carlos Andres Perez, l'œil est aussitôt attiré par un portrait dans un gigantesque cadre doré : celui du « Libertador », bien sûr, enfant du pays : Simon Bolivar n'est-il pas l'inspirateur proclamé de « CAF », comme on nomme le président vénézuélien ? Il avait rêvé, lors de sa première présidence (1974-1979), de faire de l'OLPEP et de son pétrole l'instrument d'émancipation du tiers-monde. Ce rêve est désormais rangé au magasin des accessoires en raison d'une actualité nationale plus brillante.

Après son retour triomphal au palais de Miraflores, « el Presidente » a immédiatement dû faire face à la plus grave crise traversée par le Venezuela depuis vingt ans : fin février, l'annonce d'un plan d'austérité comportant notamment des hausses vertigineuses des prix des transports publics a déclenché de violentes émeutes. Plus de mille victimes selon la presse locale ; « seulement » trois cents selon M. Carlos Andres Perez, qui dément devant nous la brutalité de la répression : « Ce n'était pas seulement le fait des forces armées ; lors du pillage des magasins, beaucoup de gens ont été décapités en brisant les vitrines ; d'autres sont morts dans des rixes, et puis les habitants du voisinage ont été pour se défendre des assaillants... » Mais l'intervention de l'armée ne risquait-elle pas, en toute hypothèse, de ternir l'image d'une démocratie pourtant solide ? « Notre police est très mal organisée, répond CAP ; elle n'a pas d'armes anti-émeutes, elle n'est pas habituée à ce genre de situation, à l'inverse de la police française qui n'avait pratiquement pas fait de morts en mai 1968, dans des circonstances pourtant plus graves. Nous venons d'ailleurs de recevoir à ce sujet une mission de Paris... »

Les événements récents ont surpris tout le monde, à commencer par le président. Ils sont, selon lui, le premier symptôme grave d'une crise qui accable, depuis dix ans, les classes les plus pauvres de la population. Le plan d'austérité qui avait mis le feu aux poudres n'a pas été changé d'un iota ; mais des réformes constitutionnelles sont envisagées. « L'énorme concentration de pouvoir entre les mains du seul président — qui nous vient d'une tradition autocratique et dictatorial, explique CAP, a déjà mis notre régime politique en péril ; de sur-

croît, les conflits sociaux se focalisent dangereusement sur une seule personne ; c'est pourquoi je souhaiterais la création d'un poste de premier ministre — un chef de gouvernement nommé par le président, — un peu dans le style gaullien. Et puis il faudrait aussi envisager la rééligibilité immédiate ; attendre dix ans, comme c'est le cas à présent, pour un second mandat, c'est absurde ! »

#### Corruption et corrupteurs

Une réforme que les partisans de M. Jaime Lusinchi, président sortant, qui disputent aux sympathisants de M. Perez les commandes du parti Action démocratique, ne verseraient certainement pas d'un bon œil. Le dernier scandale politico-financier en cours traduit assez bien l'état d'esprit des différents courants du parti gouvernemental. Sous l'administration Lusinchi, un organisme d'État, RECAD, dépendant du ministère des finances, a fourni environ 55 milliards de dollars « préférentiels » (à la moitié de la valeur du marché) aux entreprises déléguées d'importer. Or le montant des pots-de-vin payés pour les obtenir représentait 10 % des sommes octroyées ; et les stocks de marchandises importées grâce à RECAD devraient valoir au moins le double de ce qui est le cas.

L'administration de M. Lusinchi est, bien sûr, sur la sellette ; mais l'enquête se dirige surtout vers le secteur privé : une vingtaine de grands patrons — dont un seul personnel d'État — ont déjà été incriminés. M. Carlos Andres Perez reconnaît l'ampleur du malaise. Il assure, pourtant, que « l'augmentation de la corruption est due en grande partie aux énormes commissions distribuées par les multinationales à leurs représentants ». « Nous allons les obliger à déclarer toutes les sommes perçues pour des affaires réalisées au Venezuela », dit-il. Les directeurs de Renault, Ford, General Motors, Toyota-Tocars, pour ne citer que ceux-là, ont interdiction de sortir du territoire... bien que pour la plupart ils aient déjà quitté le pays clandestinement.

#### La pêche et la paie

Quant à l'administration publique — environ deux millions de per-

sonnes, soit 40 % de la population active (1), seraient employées dans les divers ministères, entreprises et organismes d'État — « elle n'est pas seule en cause, estime le président, pour un corrompu dans le secteur public, il y en a deux ou trois dans le secteur privé ». Finalement, on retombe toujours sur le même vieux dilemme : qui est coupable, celui qui pêche pour la paie ou celui qui paye pour la pêche ? Selon la formulation plaisante du président. Cette hydre, dont les têtes se sont multipliées par sept en quinze ans, est le produit de la « monoculture pétrolière » (dont proviennent 80 % des exportations) et de la « redistribution » d'un État compréhensif qui subventionnait le pays tout entier. « Nous allons sortir de ce schéma paternaliste, affirme M. Perez. Notre priorité est désormais de stimuler la compétitivité des entreprises. Les crédits accordés pour les trois ans à venir par le FMI et la Banque mondiale (environ 5,5 milliards de dollars) serviront à moderniser la petite et moyenne industrie et à stabiliser l'économie ; cela développera la confiance dans le secteur privé... »

C'est argent frais ne risque-t-il pas de « fuir » ? « Comme les milliards de pétrodollars », placés à l'étranger au grand bénéfice des banques américaines, auprès desquelles les avoirs d'une classe aisée représentent un montant au moins égal à celui de la dette — 32 milliards de dollars ? « Ces fuites de capitaux sont le résultat inévitable de notre liberté démocratique, estime M. Perez : le capital n'a pas de patrie. Nous allons donc le faire revenir en créant les conditions de la rentabilité ; les mesures que nous avons prises en ce sens ont déjà porté leurs fruits puisqu'il y a de

#### nombreux projets d'investissements

L'extension des classes moyennes ces dernières années a été parallèle à la prolifération des « ranchitos », modestes ou misérables sur les collines de Caracas ; bien peu a été fait pour la vie des sept millions qui vivent en-dessous du « seuil de pauvreté ». Les sacrifices nécessaires au redressement de l'économie pourraient être répartis plus équitablement grâce à une réforme fiscale : « Il n'y a jamais eu d'impôt sur la fortune au Venezuela, précise M. Perez, mais nous avons un impôt sur le revenu ; pour en avoir un meilleur contrôle, peut-être demanderons-nous une déclaration des patrimoines... Mais pas pour l'imposer ! Peut-être y aura-t-il aussi des taxes sur les produits de luxe et les biens superflus... »

Cette taxe aurait certes porté ses fruits si elle avait été appliquée lors du premier mandat de M. Perez : le Venezuela figurait alors parmi les premiers importateurs de champagne du monde !

Que reste-t-il, à présent, de la promesse « être Perez ? » « Toute une génération de scientifiques, de techniciens, d'économistes formés grâce à des bourses d'étude, qui préparent l'avenir du pays. Au bout du compte, conclut le président, optimiste tout de même, les circonstances difficiles que nous vivons ne paralysent plus les progrès que l'abandon d'hier pour changer la mentalité des Vénézuéliens... »

Propos recueillis par  
LAURENCE TACOU

(1) Chiffres publiés par le quotidien El Nacional. M. Perez estime que le total est plus proche de 1,2 million.

## SOCIAL

### Durée annuelle du travail Les ouvriers effectuent plus d'heures que les autres salariés

Entre 1982 et 1986, après la réduction de 40 à 39 heures de la durée hebdomadaire de travail, la durée annuelle du travail des salariés ne travaillant pas en équipes a baissé en moyenne de 50 heures, passant de 1812 heures à 1762 heures, indique le ministère du travail dans un document publié le 13 juillet.

Les conséquences de la baisse de la durée hebdomadaire, qui est passée de 39 heures en 1982 à 35 heures en 1986, sont inégales selon les secteurs d'activité. En 1986, les employés des hôtels, cafés et restaurants ont eu le plus long travail (1867 heures). Et ce sont les ouvriers de l'industrie et du gaz qui ont travaillé le moins, avec 1683 heures dans l'année.

#### Fin de la grève au BRGM

Au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), l'intersyndicale a proposé l'arrêt définitif du mouvement de grève qui avait été suspendu le vendredi 7 juillet (Le Monde du 8 juillet). L'intersyndicale (CFDT, FO et CGT) s'est pourtant déplacée à Paris, mardi 11 juillet, pour marquer son opposition au plan de réduction des effectifs de cent trente personnes (sur un total de mille six cent trente).

Le BRGM « sera vraisemblablement proche de l'équilibre en 1989 », selon la direction, qui justifie néanmoins les mesures de réduction d'effectifs en argument de l'insécurité pour l'avenir et du besoin de « changer des structures », devenues trop lourdes. Le surcroît serait en outre un obstacle à la revalorisation des salaires et un frein à de nouveaux investissements.

Pour sa part, l'intersyndicale a reçu de la direction l'assurance d'un « statu quo » jusqu'en septembre. Contre « l'argumentation insupportable » de la direction, l'intersyndicale propose la mise en œuvre d'un plan d'embauche pluriannuel et l'arrêt du désengagement de l'État d'une entreprise qui réalise 40 % de son activité dans le service public de la recherche.

Parmi ceux qui font le plus d'heures, on trouve les ouvriers des transports (1843 heures). Ceux de la chimie (1715 heures) et les employés des assurances (1698 heures) figurent parmi les moins assidus.

Globalement, un quart des salariés travaillent entre 1760 et 1780 heures, mais ceux qui sont employés dans les établissements de 10 à 49 salariés sont davantage présents (1780 heures et plus). La moitié des ouvriers travaillent entre 1743 et 1802 heures (1777 en moyenne) et ceux qui ne sont pas ouvriers exercent leur profession pendant moins de temps puisqu'ils effectuent, pour la moitié d'entre eux, de 1724 à 1773 heures (1751 en moyenne). Un ouvrier travaille 39 heures 18 par semaine, en moyenne. Un salarié non ouvrier 38 heures 52.

#### Impôts : les grévistes de la faim cessent leur mouvement

Les trois fonctionnaires des impôts de Nice, en grève de la faim depuis dix jours, ont annoncé, jeudi 13 juillet, qu'ils allaient mettre fin à leur action, après la journée symbolique du 14 juillet. Ils estiment leur objectif atteint après la réunion du comité d'hygiène médicale ministériel des 12 et 13 juillet. Au cours de cette réunion, ont en effet été confirmées la levée des mesures de suspension des congés des agents de Marseille et la non-suppression de postes en 1990 à la direction générale des impôts. Par ailleurs, le personnel des impôts se prononcera lundi 17 juillet sur les suites qu'il compte donner au mouvement de grève.

Le Monde  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

## AFFAIRES

Pour un montant de 10 milliards de francs

### Unilever rachète Fabergé et Elizabeth Arden

AMSTERDAM  
de notre correspondant

« Nous nous faisons à la hauteur de l'Oréal, en tête du marché mondial des cosmétiques. » C'est en ces termes, mais sans triomphalisme, que le porte-parole de la multinationale anglo-néerlandaise Unilever a situé la portée jeudi 13 juillet du rachat annoncé le même jour des firmes Fabergé et Elizabeth Arden (articles de toilette, maquillage et parfums) à l'homme d'affaires américain Rickia.

De fait, cette acquisition, conclue pour la somme de 1,55 milliard de dollars (environ 10 milliards de francs), représente pour Unilever une étape stratégique de la première importance. Les marques de Fabergé (Fabergé, Aqua Net et Brut) viennent compléter sa gamme de produits de soins des cheveux et de parfums. Les lignes d'articles de maquillage et de parfums de luxe d'Elizabeth Arden (Lagerfeld, Fendi et Chloé) renforcent sa présence dans le domaine des produits de prestige.

L'opération Fabergé suit de quelques semaines le rachat de Rimmel et de Chicago (Le Monde du 25 juin) et de quelques jours l'annonce d'une OPA sans doute fructueuse sur Calvin Klein (Le Monde du 4 juillet). Ces trois acquisitions feront progresser le chiffre d'affaires annuel du secteur cosmétique d'Unilever de 2,9 milliards de dollars actuellement (18 milliards de francs) à 4 milliards de dollars à l'avenir. La multinationale de Rotterdam contrôlera ainsi 10 % du marché mondial des cosmétiques, rattrapant effectivement L'Oréal et dépassant l'effort avec le japonais Shiseido et l'américain Avon.

Dans le communiqué annonçant la transaction, le président d'Unilever, M. Florio Maljles, laisse percer une évidente satisfaction : « Nous nous réjouissons que les négociations aient été reprises et abouti à une transaction aux conditions initiales. » Ainsi se trouve résumé le déroulement d'une des discussions les plus mouvementées qu'ait eu à mener ces dernières années la multinationale anglo-

néerlandaise. Il y eut tout d'abord le 10 février l'annonce à la suite des fuites de la conclusion d'un accord de principe avec M. Rickia. Vint ensuite la « désannonce » le 28 avril : Unilever renonçait une dizaine de jours seulement avant le terme fixé pour la signature du contrat définitif à acquiescer Fabergé parce que son propriétaire « proposait une nouvelle construction qui rendait l'opération plus onéreuse » (Le Monde Affaires du 17 juin).

Les responsables d'Unilever n'ont jamais révisé quelles conditions supérieures posaient M. Rickia et ses négociateurs. De même se refuse-t-il aujourd'hui à « spéculer » sur les raisons qui ont poussé leurs interlocuteurs à revenir vers eux courant juin pour proposer la reprise des discussions. Le fait est que cette proposition a été « naturellement acceptée » d'autant que M. Rickia était disposé à revenir au prix initialement convenu (1,55 milliard de dollars).

C'est effectivement sur cette base que les négociations ont été menées à leur terme : cette fois-ci un « contrat de vente » a été signé. Il entrera en vigueur « dans les trente jours ». Sa prise d'effet n'est plus soumise qu'à certaines « conditions techniques » qu'Unilever présente comme des « formalités ».

CHRISTIAN CHARTIER

Shell et Esso investissent 7,2 milliards de francs en mer du Nord. — Les deux groupes pétroliers Shell et Esso, qui exploitent onze des principaux gisements pétroliers de la mer du Nord, ont approuvé un projet de développement de 700 millions de livres (7,2 milliards de francs environ) pour le gisement de Gannet, situé à 180 km à l'est d'Aberdeen (Ecosse). Ce gisement qui devrait entrer en production en 1992 a des réserves estimées à 170 millions de barils de pétrole et 19 millions de mètres cubes de gaz. Trois installations sous-marines seront reliées à une plateforme centrale « Gannet A », laquelle écoulera le pétrole vers le terminal de Saint-Fergus. Ce projet, qui doit être approuvé par les autorités britanniques, entraînera à court terme quelque 120 millions de livres (1,23 milliard de francs) de commandes pour l'industrie pétrolière britannique.

### Un important trafic de main-d'œuvre a été découvert en Isère

Après des semaines d'enquête, le ministère du travail vient d'annoncer qu'un important trafic de main-d'œuvre avait été découvert, en mai dernier, dans le département de l'Isère. Celui-ci pourrait s'être étendu à des départements voisins et avoir des ramifications dans la région parisienne.

Jusqu'à présent, cinq cents porteurs de fausses cartes de travail ont été identifiés, et le contrôle systématique se poursuit. Il s'agit de travailleurs portugais, employés dans le secteur du bâtiment et des travaux publics. Des responsables de deux sociétés d'intérim de Grenoble, qui avaient organisé des transports en car depuis le Portugal, ont été inculpés et incarcérés.

Le trafic, qui est lié à la reprise économique et à la proximité des Jeux olympiques d'hiver, relève d'une « véritable organisation », explique le ministère du travail. De fausses cartes étaient fabriquées, et

des candidats à l'emploi étaient recrutés puis acheminés en France, où ils étaient utilisés de façon illégale.

Tandis que les investigations se poursuivent, M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a dépêché sur place son chef de cabinet. Le ministre a prévu de recevoir, la semaine prochaine, les responsables des fédérations professionnelles, avant de réunir les entreprises régionales du BTP pour « déterminer les besoins en main-d'œuvre qualifiée et les moyens permettant de les satisfaire par la formation professionnelle et la mobilité géographique ».

Dans un communiqué, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) « condamne sans réserve » des pratiques qui « constituent des distorsions concurrentielles ». La FNB se déclare en outre « favorable à une concertation » avec le ministre du travail.

## EN BREF

Les « dix » de Renault-Billancourt : prochain rendez-vous, le 17 juillet. — M. Laverne, dans le cadre de sa mission bonsoffice que lui a confié le gouvernement, a reçu le 13 juillet les représentants de la Fédération CGT de la métallurgie et le syndicat CGT de Renault-Billancourt. La délégation, réaffirmant « l'urgence à régler ce dossier » des « dix » de Billancourt, a indiqué que la prochaine réunion avec M. Laverne était fixée lundi 17 juillet, à 9 heures, soit après le sommet des Sept.

Grève des électriciens de la navigation aérienne. — La grève des électriciens de la navigation aérienne, qui ne doit prendre fin que lundi matin 17 juillet, pourrait avoir des répercussions sensibles sur le trafic dimanche 16 juillet, mais beaucoup moins vendredi et samedi, jours moins chargés. La grève est très suivie au centre régional d'Alb-en-

Provence, mais moins dans les autres centres régionaux de la région parisienne, de Brest, de Bordeaux et de Reims. Les électriciens, qui s'occupent de l'entretien du matériel, réclament des salaires et des conditions de déroulement de carrière comparables à ceux des contrôleurs.

1 % LOGEMENT : l'Agence nationale demande le maintien du taux à 0,85 %. — Le conseil d'administration de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction s'est prononcé le 11 juillet en faveur du maintien à 0,85 % du taux de la participation. L'Agence nationale explique que les récentes réductions du taux ont amputé de 800 millions la capacité d'investissement du système et que, « même à taux constant, le système ne retrouverait pas le niveau de 1988 avant 1992 ».

## REPÈRES

### Chômage

#### La baisse se poursuit en Grande-Bretagne

Le nombre des chômeurs a, de nouveau, baissé en juin en Grande-Bretagne, pour s'inscrire à 1,8 million, soit 8,3 % de la population active. Cette trente-cinquième baisse mensuelle consécutive est plus forte que celle de mai, le nombre des sans-emploi ayant reculé de 28 500 personnes en juin contre 22 000 le mois précédent.

La ministre de l'emploi précise toutefois que, sur six mois, la baisse du chômage tend à se ralentir, tout comme la croissance économique. D'une moyenne mensuelle de 47 800 durant les six derniers mois de 1988, le recul est passé à 38 000 durant les six premiers mois de 1989.

### Inégalités

#### Plus de six millions de pauvres dans la CEE

Six à dix millions d'Européens vivent dans une grande pauvreté, et les inégalités ne cessent d'augmenter, indique, dans un avis, le comité économique et social de la CEE. Entre 1970 et 1985, le nombre de personnes sans revenus ou disposant de très faibles moyens s'est accru de 15,7 %.

Ces oubliés de la croissance sont généralement des chômeurs et des familles monoparentales, deux catégories dont le poids a fortement aug-

menté dans la population durant la période considérée. La Comité économique et social, organisme consultatif regroupant des employeurs, des syndicalistes et divers groupes d'intérêt économiques et sociaux, préconise, outre la lutte contre l'échec scolaire et une meilleure information sur les droits sociaux, l'instauration d'un revenu minimal d'insertion.

### Commerce extérieur

#### Stabilisation de l'excédent japonais

L'excédent commercial du Japon a représenté 5,29 milliards de dollars en juin, en recul de 11 % par rapport à juin 1988, annonce le ministère des finances. Mais sur six mois le surplus reste stable et s'inscrit à 33,47 milliards de dollars, contre 33,88 milliards durant la période correspondante de 1988.

Via-à-vis des États-Unis, le solde positif du Japon progresse même de 5,7 % pour s'établir à 22,11 milliards de dollars. Même phénomène avec l'Asie avec 9,21 milliards d'excédent, en hausse de 21,6 %. Par contre, le Japon perd un peu de terrain avec la CEE, la baisse de 8,6 % du surplus le ramenant à 10,69 milliards de dollars. Au total, les exportations japonaises ont augmenté de 8,3 % en six mois pour atteindre 135,63 milliards de dollars alors que les importations progressaient de 11,6 % pour s'inscrire à 102,36 milliards.

هكمان النجلى



# Économie

## AFFAIRES

Après les implantations de Nissan et de Toyota outre-Manche

### Honda prend 20 % du constructeur automobile britannique Rover

LONDRES, de notre correspondant

La Grande-Bretagne a choisi volontairement, et même avec enthousiasme, de devenir la tête de pont de l'industrie automobile japonaise en Europe. Honda et Rover ont en effet annoncé, jeudi 13 juillet, la signature d'un accord de principe aux termes duquel la firme japonaise prend une participation de 20 % dans Rover. Le dernier constructeur indépendant de voitures britanniques de série, héritier de British Leyland et d'Austin, devait ainsi cesser à la fin de cette année d'être purement autochtone.

L'accord prévoit que Honda va construire à Swindon, à 120 kilomètres à l'ouest de Londres, une usine capable de produire 100 000 voitures à partir de 1994, dans deux versions, l'une Honda et l'autre Rover. Le président de Honda, M. Kamei, a affirmé que celles-ci comporteront 80 % de pièces de fabrication locale d'ici à dix-huit mois, ce qui leur permettra d'être exportées librement dans les autres pays de la CEE. Honda prévoit d'exporter 60 % de la production de l'usine de Swindon vers le continent.

Les trois « grands » japonais devraient au total avoir investi 1,7 milliard de livres (environ 18 milliards de francs) en Grande-Bretagne dans le secteur automobile d'ici le milieu des années 90 et produire alors au moins un demi-million de voitures par an. Tous trois disposeront alors d'une usine de montage

en Royaume-Uni. Nissan avait été le premier à faire le pas, en février 1984, à la demande pressante de M<sup>rs</sup> Thatcher. L'usine Nissan a été construite tout au nord de l'Angleterre, près de l'Ecosse, dans une région à fort taux de chômage, et sa production peut désormais, après de longues tergiversations, entrer en France sans être considérée comme des voitures japonaises. Toyota a de son côté annoncé, il y a quelques semaines, un investissement de 850 millions de livres au Royaume-Uni, qui comportera également l'installation d'une usine de montage dans le Derbyshire, au nord-ouest de Londres.

L'accord entre Honda et Rover a ceci de particulier qu'il implique une entrée du constructeur japonais dans le capital de l'entreprise britannique privatisée en juillet 1988. Rover avait été alors vendue par l'Etat pour 150 millions de livres à la firme aéronautique British Aerospace, qui participe notamment au programme Airbus. Il s'agissait en réalité d'une cession à perte, destinée à dégager définitivement l'Etat du secteur automobile, puisque le Trésor avait donné, en guise de cadeau d'adieu, 550 millions de livres à Rover. Le prix auquel Honda va acquérir 20 % des actions de Rover n'est pas encore fixé, mais de risque de provoquer les critiques de ceux qui estiment que le gouvernement a vendu à bas prix le dernier constructeur automobile britannique indépendant.

L'accord prévoit que Honda investira 300 millions de livres dans l'usine de Swindon, qui créera 1300 emplois. Rover prendra une participation de 20 % dans cette dernière. Les modalités financières de ce chassé-croisé ne seront pas mises au point avant la fin de l'année.

#### Dix ans de collaboration

Rover et Honda ont une collaboration technique vieille de dix ans. Les ingénieurs japonais conseillaient déjà leurs homologues britanniques pour la mise au point de nouveaux modèles. M. Graham Day, le président, d'origine canadienne, de Rover, démentait jeudi, comme tous « fouteux », qu'il s'agisse en fait du premier pas vers un contrôle total du groupe britannique par Honda. « Nous ne sommes ni mariés, ni fiancés, ni même concubins. A partir de maintenant, nous serons ensemble, voilà tout », déclarait-il.

Les syndicats et le parti travailliste sont plutôt favorables à cet accord qui crée des emplois. Le quotidien *Independent* salue également l'événement dans un éditorial en invitant à rejeter tout « nationalisme étroit ». Le journal remarque que cette entrée en force des Japonais est due au fait que, si les Britanniques ont su désigner au cours des ans de remarquables modèles, ils se sont révélés moins heureux dès lors qu'il s'est agi de gérer une production de masse.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Bernard Arnault abandonne Boussac à Prouvost

La société Boussac n'est plus qu'une coquille vide. Moins de cinq ans après son rachat par M. Bernard Arnault, le président de LVMH, les dernières usines du groupe viennent d'être cédées au groupe Prouvost qui dirige M. Christian Deroulet.

Après les tissus Boussac et Roubaix, les chemises Roubaix, Pierre Clarence, Christian Dior, Harryland, le linge de maison Jalla et Agaly, ainsi que les filatures Vandendriessche et Boudiers déjà achetées l'an dernier par Prouvost, c'est donc au tour des plastiques et du lin. Prouvost vient en effet d'acquiescer un ensemble de pas moins de 700 millions de francs de chiffre d'affaire qui regroupe les activités plastiques de Boussac, les textiles industriels et le tissage du lin. Ces dernières usines emploient également plus de 2 000 personnes. M. Christian Deroulet a précisé qu'il n'envisageait aucune compression de personnel, « l'ensemble des rationalisations étant déjà effectué ».

Les deux parties sont restées d'une extrême discrétion sur le montant de la transaction dont toutes les modalités ne sont pas, semble-t-il, arrêtées. La suppression du holding Boussac Saint-Frères qui ne conserve plus qu'une participation de 21 % dans VEY n'est cependant pas envisagée par M. Arnault.

### Pampers l'emporte sur Peandone dans l'affaire des « fuites »

Dans la guerre des couches pour nouveau-nés, Pampers, filiale du géant américain Procter & Gamble, a gagné, en première instance, devant le Tribunal de Paris, contre son concurrent Peandone, filiale du groupe suédois Svenska Cellulosa, qui l'accusait d'avoir copié son invention des « petites bandes adhésives » pour empêcher les « fuites ». La controve tournait autour des petites bandes adhésives en polypropylène pouvant être collées et recollées plusieurs fois pour ajuster les couches. Pampers mettait en avant le fait que ses bandes adhésives sont « légèrement granuleuses » alors que celles de Peandone sont « lisses », argument que les juges ont retenu.

ERIC LE BOUCHER.

### Une tentative de manipulation des cours du soja

### La marché de Chicago s'oppose au groupe italien Ferruzzi

Un juge fédéral américain a rejeté, jeudi 13 juillet au soir, la requête déposée quelques heures plus tôt par deux filiales du groupe italien Ferruzzi afin de bloquer les mesures d'urgence prises la veille par les autorités du marché à terme de Chicago (Chicago Board of Trade ou CBOT) pour assainir le marché à terme du soja.

Estimant qu'une tentative de manipulation du marché était en cours, la direction du CBOT avait décidé, le 12 juillet, de limiter les quantités de contrats — chaque contrat représente 5 000 boisseaux (1) — détenues par les gros opérateurs et demandé à chacun d'eux de liquider en partie leurs positions vendant chaque jour au moins 20 % de leurs contrats d'ici au 20 juillet, date du règlement mensuel des contrats de soja. Cette mesure avait pour objectif d'empêcher les principaux opérateurs, qui ont accumulé depuis quelques semaines des stocks énormes, de réaliser un « corner » sur le marché, en jouant la pénurie pour gonfler artificiellement les cours et réaliser d'énormes profits.

Le groupe Ferruzzi, l'un des principaux groupes de négoce international de soja, principalement via par ces mesures, avait contre-attaqué aussitôt en saisissant la justice afin de bloquer la procédure. Estimant que l'intervention du CBOT affaiblissait la fiabilité du marché de Chicago et lui coûtait des millions de dollars, le groupe italien a en outre rejeté l'accusation de manipulation des cours, assurant qu'il n'avait accumulé des stocks qu'afin d'assurer la continuité du fonctionnement des usines de transformation du soja et de « respecter ses engagements à l'exportation ».

Le juge James Zagel a néanmoins rejeté la requête de Ferruzzi, estimant que « le maintien des procédures adoptées par le Chicago Board of Trade est dans l'intérêt du public ». Le CBOT de son côté avait indiqué qu'il combattait « vigilement » la plainte déposée par le groupe italien.

Ferruzzi a révisé à l'occasion de l'audition judiciaire qu'il démentait des contrats pour 23 millions de boisseaux de soja, soit environ les deux tiers des contrats en cours pour livraison en juillet. Une position considérable à l'approche de l'échéance, qui risquerait de perturber le marché, les négociants

ayant vendu à terme ces contrats étant dans l'impossibilité de livrer les quantités promises à l'échéance. Le groupe italien est en outre soupçonné de détenir la plus grande partie (jusqu'à 80 %) des stocks de soja entreposés à Chicago et à Toledo.

A Chicago les spécialistes estiment que cette tentative de manipulation d'un marché à terme de matières premières est la plus importante depuis 1979, lorsque les frères Lumar, Nelson Brunker et William Hunt avaient cherché à contrôler le marché de l'argent.

(1) Un boisseau de soja équivaut à 35 litres environ.

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK, 13 juillet

#### Hausse irrégulière

La tendance a évolué irrégulièrement jeudi à Wall Street et l'indice Dow Jones a fluctué avec d'amples écarts pour, néanmoins, clôturer en hausse de 5,58 points à 2 538,31. Le secteur automobile a été le plus actif, son plus haut niveau depuis le crash d'octobre 1987. L'activité a été modérée avec 135 millions de titres échangés. Les investisseurs ont bécoté à l'approche de la veille de la publication d'une série d'indicateurs économiques portant sur les prix et la production industrielle.

VALEURS	Cours de 12 juillet	Cours de 13 juillet
Alcoa	60 1/4	60 5/8
A.T.T.	38 1/2	38 3/8
Bell	30 3/4	30 3/4
Cummins	38 1/2	38 5/8
Du Pont de Nemours	111 3/4	112 1/2
General Motors	46 1/4	46 1/2
IBM	48 1/2	48 1/2
Intel	41 1/2	42 1/8
Johnson & Johnson	55 1/4	55 5/8
Merck	114 1/2	114 3/4
Microsoft	50 5/8	50 7/8
Novartis	38 3/4	38 1/2
Pfizer	32 1/8	32 1/8
Roche	162 1/8	162 1/8
Schering	120 1/2	120 3/4
Schwarz	24 3/4	24 3/8
Smith Barney	84 1/4	84 1/4
West Corp.	65 1/8	65 1/8

### LONDRES, 13 juillet

#### Stable

Les cours des valeurs ont effacé leurs pertes en milieu de séance suite à l'annonce d'une stabilisation de la progression des salaires britanniques en mai et d'une réduction du chômage en Grande-Bretagne au mois de juin, pour terminer sur une infime progression. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 1,3 points à 2 538. Le volume d'activité s'est à nouveau réduit, revenant à 539,1 millions de titres échangés contre 728,5 millions la veille. L'action BAT s'est dépréciée, certains opérateurs redoutant une possible saisine de la Commission des monopoles bloquant alors l'OPA de Haystack Investments.

### TOKYO, 14 juillet

#### Troisième séance de baisse

La Bourse de Tokyo a débuté en baisse vendredi, l'indice Nikkei perdant 56,39 points à 33 574,77. Le marché a été très peu échauffé, 330 millions de titres ayant changé de mains contre 550 millions la veille.

Il s'agit de la troisième journée consécutive de baisse depuis le début de la semaine, un cours de laquelle le Nikkei a reculé au total de 129,2 points.

VALEURS	Cours de 13 juillet	Cours de 14 juillet
Alcatel	760	751
Asahi	1 810	1 820
Casio	1 820	1 780
Fujitsu	2 510	2 480
Hitachi	1 850	1 860
Hitachi	2 280	2 280
Hitachi Heavy	1 220	1 200
Sany Corp.	1 820	1 820
Toshiba	2 570	2 580

## BOURSES

### PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

	12 juillet	13 juillet
Valeurs françaises	115,6	115,6
Valeurs étrangères	113,9	113,9
(SSE, base 100: 31-12-81)		
Indice général CAC	488	487,3
(SSE, base 1000: 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 749,47	1 755,38
(OMF, base 100: 31-12-81)		
Indice OMF 50	580,11	580,64

### NEW-YORK (Indices Dow Jones)

	12 juillet	13 juillet
Industrielles	2 538,31	2 538,31
LONDRES (Indices Financial Times)		
Industrielles	1 853,3	1 858
Mines d'or	285	281,6
Fonds d'Etat	86,96	86,14

### TOKYO

	13 juillet	14 juillet
Nikkei Dow Jones	33 574,77	33 547,77
Indice général	2 535,97	

## L'automobile, plus que jamais...

Sur l'autoroute de Normandie, de retour vers Paris, le dimanche 25 juin à minuit, les voitures ont été bloquées avant Rouen. Près de 200 kilomètres d'embouteillages. A minuit ! Les départs en week-end et en vacances ont été mis à l'échec, explique-t-on au ministère des transports, mais nous avons de gros problèmes avec les retours. En fait de retour, il faut parler de celui de la voiture en France, en Europe et, probablement, dans le monde.

Explosion des ventes, des nouveaux modèles, du trafic et des vitesses : la « bagnole » est reine, comme jamais. Si les économies occidentales « sortent de la crise », c'est sur un modèle de consommation qui n'aura pas été modifié en faveur des services ou de l'électronique, autant que certains l'ont cru. L'automobile était, l'automobile reste. Triomphe de l'industrialisme à quatre roues.

Les statistiques d'immatriculation en France au premier trimestre ont été publiées mercredi 12 juin : + 7,2 %. Le boom, commencé en 1986, continue. Depuis un an et demi, on prévoit que le marché va bientôt arrêter sa course et reprendre son souffle. Moins après mois, les chiffres se chargent de démentir. Après une crise en 1984 et 1985, période pendant laquelle les ventes (1,7 million de voitures particulières) ne furent pas supérieures à celles de 1973, la poussée est depuis ininterrompue : + 8,2 % en 1986 ; + 10,1 % en 1987 ; + 5,3 % l'an dernier, pour atteindre 2,2 millions de voitures immatriculées. Et ce, malgré des prix

qui s'élevaient plutôt plus vite que l'indice INSEE (le Monde du 13 juin). Autre caractéristique de cette fin des années 80 : les Français roulent plus. Alors que le trafic ne gagnait que 2 % par an avant 1986, depuis cette année — déclinant toutefois — l'évolution est passée à un rythme de 5 à 6 % l'an, avec surtout un gain de 10 % sur les autoroutes. Les premiers chiffres de 1988, là encore, confirment cette tendance. Du même coup, le nombre de kilomètres de routes « encombrées » augmente « fortement » d'après le ministère des transports et dépasse 7 000 kilomètres (1). D'où les bouchons...

Derniers indices : les accidents (le nombre de tués a cessé de baisser depuis 1984, même si 1989 semble s'annoncer moins meurtrière) et la vitesse, dont les limitations à 90 et à 130 kilomètres-heure ne sont plus guère respectées, comme chaque conducteur a pu le constater.

#### Nouveau record

Le boom de l'auto a, bien entendu, ses explications. L'effet rebroussement : après dix ans de crise et d'achats différés, les voitures avaient beaucoup roulé et il fallait bien les changer. Effet nouveaux modèles : les constructeurs présentent tous une gamme neuve, la clientèle est comme irrésistiblement attirée. Effet pouvoir d'achat : les revenus de beaucoup de catégories de Français ont retrouvé des croissance parfois fortes, qui les ont poussés vers les concessionnaires.

Au-delà, on note que les voitures sont devenues de plus en plus indispensables pour vivre dans les zones péri-urbaines, ou bien encore que le travail des femmes oblige les ménages à posséder deux véhicules (d'où les très bonnes ventes des petits modèles, comme les Renault 5 ou les Citroën AX). Ajoutons à la liste les politiques de crédit que les constructeurs ont considérablement développées depuis deux ans.

Cela continuera-t-il ? On se garde de tout pronostic. Les constructeurs pensent que 1989 se clôturera sur un nouveau record, mais, au-delà, ils restent prudents. Aux Etats-Unis, après un long boom similaire, les ventes ont commencé à régresser. Tout dépendra de la croissance économique générale. Mais, en tout état de cause, l'automobile, que l'on avait critiquée au début des années 70 comme le symbole de la société de consommation, revient à la mode dans ces années post-crise. Cherchez les critiques : elles ne sont pas.

Reste que le boom ne peut que trouver ses limites. Les problèmes de pollution, de sécurité et de trafic vont devoir être pris extrêmement au sérieux. Trop d'automobiles, et les avantages de l'automobile disparaissent. M. Michel Rocard y songe. Les constructeurs le redoutent. Comme nous l'explique M. Raymond Lévy, le patron de Renault : « La voiture est un outil de liberté ; pour le rester, elle ne doit pas empêcher la liberté des autres ».

ERIC LE BOUCHER.

(1) Une route est dite « encombrée », d'après le ministère des transports, si plus des trois quarts de leurs dépassements posent plus de la moitié du temps.

### Dix-huit hyper Mammoth vont changer d'enseigne

### Le distributeur Casino quitte la centrale d'achats Paridoc

Remue-ménage dans la grande distribution : entre Paridoc (enseigne Mammoth) et Casino (le succursaliste stéphanois), c'est le divorce ; et Paridoc, lui-même centrale d'achats, se rapproche d'une autre grande centrale d'achats, Sodadip.

Le 1<sup>er</sup> janvier prochain, les dix-huit hypermarchés Mammoth, qui appartenaient à Casino, devront changer d'enseigne pour devenir sans doute, comme les vingt-trois autres hypermarchés du groupe des « Géants Casino », Casino en rachat en juin 1985. Cédés chaux socursalistes de l'est de la France et ses dix-huit Mammoth, avait adhéré à Paridoc, propriétaire de l'enseigne Mammoth. Au sein de Paridoc, qui possède M. Michel Dero, PDG des Docks de France, et dont le directeur général, M. Jean-Jacques Fouquet, la coopération ne fut pas de tout repos.

Certes, ainsi que l'indique le communiqué commun, « la concurrence des enseignes Mammoth et Géant Casino sur plusieurs sites géogra-

phiques a créé des situations commerciales complexes ». Au-delà, c'est toute la conception du métier de distributeur et de son devenir européen qui opposait les deux groupes. Les accords européens passés récemment par Casino avec Argyl (Grande-Bretagne) et Royal Ahold (Pays-Bas), suivis d'accords plus limités avec La Rinascente (Italie), Migros (Suisse), ICA (Suède) et Dansk Supermarkedt (Danemark), ont conduit Casino à tirer les conséquences de ces différences de stratégie et à quitter Paridoc.

Désormais, les Docks de France, qui ont une filiale financière commune et des participations croisées avec l'Alsacienne de supermarchés, autre groupe succursaliste adhérent de Paridoc, détiendront, à eux seuls, près de 60 % du capital de Paridoc.

Simultanément, Paridoc, qui a créé avec le belge GB-Inno, une centrale européenne d'achats, la SODEL, va se rapprocher de la SOCADIP, qui regroupe, notamment, Buromarché, la SAPAC du groupe Printemps, Primistores et Système U. Naguère, au temps des super centrales, Paridoc avait déjà constitué avec Sodadip une entité commune, la Serfaal. Les modalités de ce nouveau rapprochement ne sont pas encore connues, mais il s'agit essentiellement de retrouver une taille suffisante d'achats. Paridoc apportant ses 40 milliards de francs de chiffre d'affaire (hors Casino) aux 100 milliards Sodadip. La concurrence fort vive des prix sur les produits de grande consommation suffit à expliquer ce choix.

Le fait que Sodadip ait noué, au sein d'une nouvelle centrale européenne, EMA, des liens avec des homologues européens, laisse présager de nouveaux développements au niveau international, qu'il s'agisse de regroupements nouveaux, de produits aux marques de distributeurs, de publicité ou de politique d'enseignes.

JOSÉE DOYÈRE.

### Sanofi investit dans l'aquaculture

Au terme d'un accord qui devrait être définitivement conclu en septembre, la société Sanofi, filiale d'Elf, va prendre une participation majoritaire dans France Aquaculture, filiale elle-même de l'Institut français de recherche et d'exploitation de la mer (IFREMER).

On indique chez Sanofi que, avec les moyens financiers importants qu'apportera au cours des prochaines années la filiale d'Elf dans le domaine de la recherche et de l'exploitation, France Aquaculture développera non pas des activités de production de poissons d'élevage, mais des techniques d'ingénierie à propos de la prévention des maladies, des diagnostics, des formules d'alimentation des larves et petits poissons.

Sanofi veut aussi développer l'activité de France Aquaculture sur les marchés internationaux.

### Sanofi investit dans l'aquaculture

Les sites de France Aquaculture sont localisés à Brest, Palavas (Hérault) et à Nérac-moulon notamment.

#### Isocoles assuré de prendre le contrôle de Gateway

Le consortium Isocoles, qui a lancé en avril dernier une OPA hostile sur la chaîne de supermarchés britanniques Gateway, semblait jeudi 13 juillet assuré d'obtenir la majorité du capital de sa cible à la veille de la clôture de son offre. Gateway est depuis près d'un mois au centre d'une bataille boursière opposant le consortium Isocoles, composé d'anciens cadres de la firme et d'investisseurs institutionnels, à la firme Newgateway, le chevalier blanc unissant la banque d'affaires américaine Wasserstein Perella et le groupe de distribution américain A and P.

## EN BREF

● L'ouverture dominicale des magasins interdite à Compiègne, autorisée à Creil (Oise). — Le tribunal des référés de Sens (Yonne) a rejeté la demande d'interdiction d'ouverture le dimanche des grandes surfaces de la région de Creil, alors que celles de Compiègne, à moins de 25 kilomètres, sont condamnées à la fermeture dominicale. Les grandes et moyennes surfaces de Creil ouvrent le dimanche pour ne pas le rester en toute légalité. « Le tribunal évoque n'est pas caractéristique et il n'y a donc pas lieu de référer », a indiqué dans ses attendus M. Jacques Hadeler, président du tribunal de grande instance de Sens, alors que son collègue compiégnien, saisi de la même demande par le même syndicat FO, a interdit depuis juin, comme « une atteinte à l'ordre public », l'ouverture le dimanche des grandes surfaces de la périphérie de la ville employant du

● La Commission européenne approuve les aides françaises à la réparation navale marseillaise. — La Commission européenne a annoncé le 13 juillet qu'elle avait approuvé les aides du gouvernement français à la réparation navale, en particulier un soutien de 80 millions de francs aux chantiers de Marseille. Cette aide a permis de restructurer les quatre entreprises de réparation navale qui existaient à Marseille, en réduisant les effectifs de 28 % — soit 380 personnes sur les 1 400 employés — et en fermant trois sites de réparation sur quatre. Deux des quatre chantiers de Marseille, Proit (160 salariés) et ACMP (570), avaient dû déposer leur bilan en 1988. Les deux autres, CMR et Sud-Marine, regroupés sur un seul site, ont pu réengager 350 personnes des sociétés en faillite. — (AFP.)

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 Les cérémonies du Bicentenaire de la Révolution et le sommet des sept pays industrialisés. 5 Reprise du travail dans les mines de Sibérie. 6 Un ouvrier condamné à dix ans de prison en Chine. - La recherche de la paix au Mozambique.	11 Point de vue : « Où est passé l'Etat-nation ? », par Alain Houliou. - Difficultés dans la construction des droites européennes. 12 Les Français n'accroissent à leurs députés qu'une confiance limitée, indique un sondage SOFRES.	8 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 17 Le Conseil de l'Europe et l'égalité entre les sexes. - La cavale du « roi de l'évasion ». 20 Sports : le Tour de France cycliste. - Football : le championnat d'Amérique du Sud.	21 Brûle, rivière, brûle, de Jean-Pol Fargue, au Festival d'Avignon. - Kurt Weill à Berlin. - Un nouvel album des Rolling Stones. 24 Communication : l'heure de vérité pour la chaîne de M. Harsant.	26 Un entretien avec M. Carlos Andres Perez, président du Venezuela. 27 Honda entre pour 20 % dans le capital de Rover. - L'automobile, plus que jamais.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 24 Légion d'honneur ..... 18 Loto ..... 23 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 16 Radio-Télévision ..... 23 Spectacles ..... 22	● Admissions aux grandes écoles ..... RES 3615 tapers LEMONDE  ● Les offres d'emploi du Monde ..... EMPLOI 3615 tapers LM

Dans son message du 14 juillet

## M. Mitterrand demande aux armées d'envisager « l'avenir avec une plus grande espérance »

Le président François Mitterrand déclare dans son message aux armées, diffusé à la veille de la fête nationale, qu'en raison de l'évolution des relations Est-Ouest, « il y a lieu d'envisager l'avenir avec une plus grande espérance ». « En cette année 1989, où la situation politique inter-

naionale permet une nouvelle approche des rapports entre l'Est et l'Ouest, marquée par la recherche d'un plus grand équilibre militaire en Europe, il y a lieu d'envisager l'avenir avec une plus grande espérance », poursuit le chef des armées. « Il ne faut toutefois pas oublier que cette liberté, gagnée au fil

des siècles, repose avant tout sur notre volonté de garantir l'indépendance de notre pays », observe M. Mitterrand avant d'ajouter : « Il appartient ainsi aux armées de la République, par leurs capacités, leur efficacité et leur disponibilité, de préserver sur le plan militaire cette indépendance. »

### Un défilé militaire plus important que d'habitude

En ce Bicentenaire de la Révolution, les Parisiens ont pu assister, vendredi matin, à un défilé militaire du 14 juillet, sur les Champs-Élysées, plus lourd qu'à l'accoutumée, avec notamment plus de cinquante chars, deux hélicoptères de combat, trois cent vingt blindés et, surtout, une revue aérienne de cent trente avions et cent vingt hélicoptères, soit la moitié du parc de la division aéro-mobilité.

En raison de la présence des nombreux chefs d'Etat ou de gouvernement étrangers invités par M. Mitterrand, la tribune officielle, sur la Concorde, était exceptionnellement protégée par une large vitre blindée.

Outre les traditionnels représentants de corps constitués, MM. Giscard d'Estaing et Chirac ont assisté à cette cérémonie.

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, avait décidé de placer ce défilé sous le thème de « l'armée de la nation », pour donner la priorité autant aux hommes qu'aux différents matériels présentés au public.

Pour la première fois, les Parisiens ont pu assister au défilé des équipes spécialisées dans la recherche du renseignement dans la profondeur du dispositif adverse, qui

relèvent de la 11<sup>e</sup> division parachutiste et du 13<sup>e</sup> régiment de dragons parachutistes. De même, ils ont pu voir les véhicules antichars du 8<sup>e</sup> régiment d'infanterie dont le drapeau porte le nom de la bataille de Valmy (1792) qui sera célébrée en septembre prochain, sur les lieux mêmes, en présence du chef de l'Etat.

Dans l'axe des Champs-Élysées sont passés deux cent cinquante avions et hélicoptères, dont des Mirage IV et des Mirage 2000 N aptes à l'emploi d'une arme nucléaire, ainsi que les hélicoptères Gazelle antichars et Puma logis-

ques, qui appartiennent à la Force d'action rapide.

C'est, comme le veut la tradition, la Légion étrangère qui a clos le défilé des troupes à pied. Mais cette année marquait le cinquantième anniversaire du défilé de la Légion sur les Champs-Élysées puisqu'il faut remonter à juillet 1939 pour la première apparition à Paris du 1<sup>er</sup> régiment étranger, l'unité la plus ancienne de l'armée.

A l'issue du défilé qui a duré quatre-vingt minutes environ, M. Mitterrand a présidé dans le parc de l'Élysée une garden-party réunissant plus de huit mille invités.

### Sur le vif

#### La reprise de la Bastille

Je suis gêné, vous pouvez pas savoir ! Non, c'est vrai, je suis plus où me mettre, moi, aujourd'hui. Dire que j'ai pu dégrader cette belle semaine du Bicentenaire, taper à bras raccourcis sur ce sommet de la météorologie, imaginer Paris bouclé, Paris bloqué, Paris encagé, alors que je me suis amusé comme une reine, dans un Paris dégagé, un Paris débouché, un Paris protégé par des barrières métalliques et des fils débouillonnés.

Vous n'imaginerez jamais ce qui m'est arrivé. Moi, le rat du métro, j'ai traversé en bagnole le périmètre interdit. Et quelle bagnole, une gigantesque limousine, un vrai cuirassé mis à la disposition de quelques journalistes par une chaîne de télé américaine. Vous m'auriez vu, étalé sur la banquette arrière, sauter d'un geste discret de la main, très classe, en plébiscite de Bush, dont le cortège a croisé le mien dans un hurlement de sirènes à la hauteur de l'avenue Gabriel, ça valait mille !

Bien sûr, ça n'a pas duré, mais, quand mon carrosse, transformé en citrouille, m'a vraché dans une bouche de métro et que je me suis retrouvé sur un strapontin en plastique, ça

a fait pareil. A Chausée-d'Antin, vous vous seriez crus dans la cathédrale de Chartres le jour du Kippour. Il y avait pas un chat. Enfin, si des usagers pas usagés pour deux ronds, des étrangers pour la plupart, rigolards, gogardes, qui, sur le soir, s'écoulaient, long fleuve tranquille, dans des rues bleu blanc rouge de monde, le bonnet phrygien en goguette, la cocarde à la boutonnière, et le cœur en fête. Une vraie fête. Sur un air de musette parfumé à la truffe de marguez et ponctuée de pétards plus pétaradants, plus impétueux que d'habitude.

Vous savez ce qu'il a fait, le peuple de Paris, le 13 juillet 1989 : il a repris la Bastille aux princes qui l'ont occupée le temps d'un opéra. Le violon ici, l'accordéon là. La cour et la ville. Pas fêlée, la ville, pas du tout, assez fêlée au contraire, de voir le ballet des hélicoptères voler la place aux bals populaires. Je te demande pardon, mon Mimi, c'est toi qui avais raison. Hier, la République et la Révolution se sont enfin données la main dans le respect du citoyen roi et du roi citoyen.

CLAUDE SARRAUTE.

### Affrontements lors d'un bal

#### Un jeune Tunisien est tué en Haute-Savoie

Un jeune Tunisien âgé de vingt-trois ans, Youssef Brakia, a été tué d'un coup de couteau dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 juillet lors d'une rixe entre Italiens et Maghrébins dans un bal populaire à Thiez près de Cluses (Haute-Savoie). Provoquant la colère de ses amis qui s'en sont pris à des magasins et à des bâtiments municipaux dans le centre de Cluses. C'est vers une heure du matin à l'annonce de la mort de leur camarade que de jeunes maghrébins ont décidé de se rendre à la brigade de gendarmerie de Cluses où l'auteur présumé du meurtre avait été transféré. Selon les gendarmes, ils ont alors retourné et incendié partiellement deux Renault 4 avant de s'en prendre à la façade du bâtiment. Puis les manifestants se sont rassemblés devant la mairie, se sont attaqués aux portes vitrées des bâtiments municipaux situés qu'aux vitrines de sept magasins et d'un bureau de postes. Une centaine de gendarmes ont réussi à disperser les manifestants vers 3 heures. Craignant de nouveaux affrontements, la municipalité décidera vers 14 heures de la tenue ou non du bal prévu vendredi soir dans le centre-ville.

● M. Nakase, nouveau président de l'Asahi Shinbun. - L'Asahi Shinbun (Tokyo), qui, avec ses quatre douze millions d'exemplaires par jour en trois éditions, est le quotidien le plus vendu au monde, s'est doté le 24 mai d'un nouveau président, M. Toshitaka Nakase. Jusqu'à lors directeur du journal, M. Nakase succède à M. Teichiro Hitotsubashi, dont le mandat expirait le même jour, et qui demeure conseiller spécial.

Le numéro du « Monde » daté 14 juillet 1989 a été tiré à 493 468 exemplaires.

### Principal dirigeant kurde d'Iran

#### Abdel Rahman Ghassemlou a été assassiné à Vienne

Abdel Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) et principale figure du mouvement autonomiste du Kurdistan iranien, a été tué, jeudi soir 13 juillet, lors d'une fusillade dans un appartement de Vienne, au cours de laquelle deux autres personnes sont mortes, a-t-on appris de source autorisée. Un quatrième homme a été grièvement blessé.

Selon la police viennoise, ces meurtres ressemblent fort à des « exécutions ». Le ou les meurtriers ont pénétré dans l'appartement sans forcer la porte, ce qui laisse penser que les victimes les connaissaient.

Abdel Rahman Ghassemlou dirigeait le plus vieux parti kurde, que ce soit d'Iran ou d'Irak, dernière survivance de l'éphémère République de Mahabad qui vit, en 1945, la seule expérience d'indépendance du peuple kurde malgré une lutte armée renouant à des dizaines d'années. Une expérience à laquelle Téhéran mit fin dans le sang, au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Depuis, et à des degrés divers selon les rapports de force, les Kurdes iraniens ne cessent de revendiquer non plus l'indépendance mais leur autonomie.

Economiste formé à Prague, où il vécut longtemps, Abdel Rahman Ghassemlou partageait sa vie, depuis la révolution islamique de 1979, entre l'Europe - de l'Est tout autant que de l'Ouest - et les maquis du Kurdistan. Homme calme, tout en douceur, il n'en dirigeait pas moins les fameux « Pesh-merges » (combattants) d'une poignée de milliers. Ses adversaires au sein même du mouvement kurde l'ont souvent accusé de pratiques « anti-démocratiques » pour se maintenir au pouvoir. Ces critiques ont atteint un degré tel qu'un certain nombre de dirigeants du PDKI ont, il y a quelques mois, fait scission pour créer un parti concurrent, qui n'obtient toutefois pas l'adhésion du parti de Ghassemlou.

Des quelque trente ans d'exil en Europe avaient fait de lui un homme complètement partagé entre l'université qu'il fit à Prague ou à Paris - il enseigna, entre autre, le kurde à la Sorbonne en 1977 et 1978 - et le combattant, trouvant son costume européen pour le large pantalon kurde,

le stylo pour le pistolet, l'appartement « bourgeois » pour la vie rudimentaire des villages de montagnes.

Lorsqu'en 1979, le tout nouveau pouvoir islamique lança ses forces contre les foyers autonomistes, il commença par remporter quelques victoires et à tenir la campagne à défaut des villes. Mais après ces succès initiaux, Ghassemlou dut se retirer tout d'abord de la frontière irakienne. Harcelé par les Gardiens de la révolution et par l'armée régulière, accusé de trahison par Téhéran après le déclenchement de la guerre iranienne, il n'en continua pas moins le combat contre le régime de l'ayatollah Khomeiny qui refusait toute autonomie pour le Kurdistan. Les Pesh-merges ont finalement été bannis hors de la plupart des zones qu'ils tenaient et Abdel Rahman Ghassemlou, retrouvé, une fois de plus l'exil. Ces derniers mois ont été marqués par la poursuite de la lutte armée. Au lendemain de la mort de Khomeiny, il avait renouvelé son désir de négocier avec le pouvoir iranien.

### En grève de la faim depuis le 20 avril

#### Les quatre dirigeants d'Action directe sont « en train de mourir » selon leurs avocats

Selon leurs avocats, les quatre dirigeants du groupe Action directe « sont en train de mourir dans les prisons françaises ». Condamné à la prison à vie pour l'assassinat de Georges Besse, PDG de la Régie Renault, Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron font la grève de la faim depuis le 20 avril. Dans un communiqué diffusé jeudi 13 juillet, leurs avocats, M<sup>rs</sup> Bernard Ripert, Marie-Christine et Christian Etroff et Isabelle Coutant-Peyre, précisent que leurs clients « refusent toujours toute assistance et tout soutien médical ».

« La mort peut survenir pour l'un d'entre eux », ajoutent-ils, demandant que soient rendus publics les bulletins de santé établis le 8 juillet après un examen à l'hôpital central de Paris de l'un des quatre. « Le pouvoir politique et les magistrats (...) seront ensemble responsables de l'issue fatale de cette grève de la faim vers laquelle on s'achemine », concluent les avocats des quatre dirigeants d'Action directe, qui réclament « la fin des quartiers d'isolement et leur regroupement sous le statut de prisonniers politiques ».

Jeudi après-midi, une dizaine de personnes se réclamant d'une « coordination de soutien à la grève de la faim » ont occupé, pendant une heure, les locaux du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire, à Paris.

### Malgré de fortes divergences au sein des Douze

#### La Commission de Bruxelles propose un statut de société anonyme européenne

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

La Commission européenne des Etats membres de la CEE, son projet de Société anonyme européenne (SE). Les difficultés éprouvées par l'existence communautaire au cours des derniers mois sont révélatrices de profondes divergences entre les Douze.

L'éventualité d'un accord, espéré par la France, se heurte tout d'abord à l'opposition farouche de la Grande-Bretagne qui, comme le Portugal et l'Irlande, n'accepte aucune forme de participation des salariés dans la gestion des entreprises. Or ce vote est la question-LI28 citée pour la commission Delors, qui voit dans l'adoption du projet une percée significative de l'Europe sociale.

Ensuite, la République fédérale craint que son système de participation (co-gestion), le régime le plus avancé de la CEE, soit remis en cause par le patronat allemand à la faveur des discussions entre les Douze. En d'autres termes, Bonn nourrit quelque inquiétude à l'égard d'un débat qui pourrait menacer le consensus social en RFA.

Consciente de ce risque, la commission propose, au choix, trois modèles de participation, dont le premier correspond au modèle allemand et le deuxième (comités d'entreprise) à celui de la France ou

de l'Italie. La troisième formule tend à vaincre les appréhensions britanniques mais aussi celles de l'UNICE (Union des industriels de la CEE). Elle prévoit la négociation entre actionnaires et salariés pour la conclusion d'un accord qui, en tout état de cause, devra comporter des contraintes de base.

A défaut de compromis, la direction sera tenue d'accepter un modèle standard établi par l'Etat membre où est installé le siège de la société. Le statut de Société anonyme européenne ne pourra être accordé sans un régime de participation des travailleurs qui, de leur côté, n'auront pas la possibilité de faire obstacle à la constitution d'une société européenne.

Pour les industriels des Douze, les atouts d'une législation européenne seraient loin d'être négligeables. La commission est persuadée qu'ainsi seront facilitées la coopération et la fusion des firmes dans la CEE, y compris des PME puisque le capital minimum exigé est relativement bas (100 000 ECU ou 700 000 F).

MARCEL SCOTTO.

● SUÈDE : Jugement le 27 juillet dans l'affaire Palma. - Le verdict dans le procès de Christer Pettersson, accusé de l'assassinat du premier ministre suédois Olof Palme en février 1986, sera rendu jeudi 27 juillet, a annoncé le cour d'assises de Stockholm. Le procureur a requis la réclusion à perpétuité, l'avocat a demandé l'acquiescement. - (Reuters.)

### La banque d'affaires américaine

#### Wasserstein Perella pourrait voler au secours de BAT

Dans la bataille qui s'annonce longue pour le contrôle du groupe britannique BAT, sous le coup d'une OPA hostile lancée mardi 11 juillet par M. Jimmy Goldsmith et ses deux partenaires, la banque d'affaires américaine Wasserstein Perella pourrait jouer les « chevaliers blancs » au profit de l'attaqué. Cette banque étudierait la possibilité de réunir des partenaires pour voler au secours de BAT.

En attendant, de chaque côté, on fourbit ses armes, avec l'aide d'un impressionnant état-major de conseillers : les banques Hambros, Bankers Trust et Drexel-Burnham, Lambert pour Jimmy Goldsmith, Lazard Brothers, SG Warburg, Goldman Sachs et Shearson Lehman pour BAT, qui est assisté par la grande firme d'audit Price Waterhouse, une autre grande firme, Deloitte, Haskins et Sell prêtant son concours à l'attaquant.

A Londres, le cours de l'action BAT a oscillé du terrain, les boursiers redoutant qu'un recours devant la Commission britannique des monopoles et fusions ne vienne, dans l'immédiat, allonger les délais : ce recours pourrait être fondé sur le mode de financement de l'offre de Jimmy Goldsmith, reposant presque uniquement sur des emprunts. Par ailleurs, BAT a été obligé de renoncer à sa première émission (400 millions de dollars) d'Euro-obligations, les milieux financiers internationaux estimant que, de toute façon, BAT devrait s'endetter pour résister à l'OPA ou pour la payer, en cas de réussite.

En tous styles, toutes dimensions, laques et patines anciennes : également transformables en couchage de deux personnes (concessionnaire exclusif Jean Roche). Rémy réédite les plus beaux meubles « Louis XIII », « Rustique » (noyer de France), en passant par le XVIII<sup>e</sup> siècle, jusqu'à l'Art nouveau et même l'Art déco.

**Etonnante collection de lits de repos...**



**Rémy**

Rémy : 90-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12<sup>e</sup>, 43-43-65-58.

A C D E F G H